

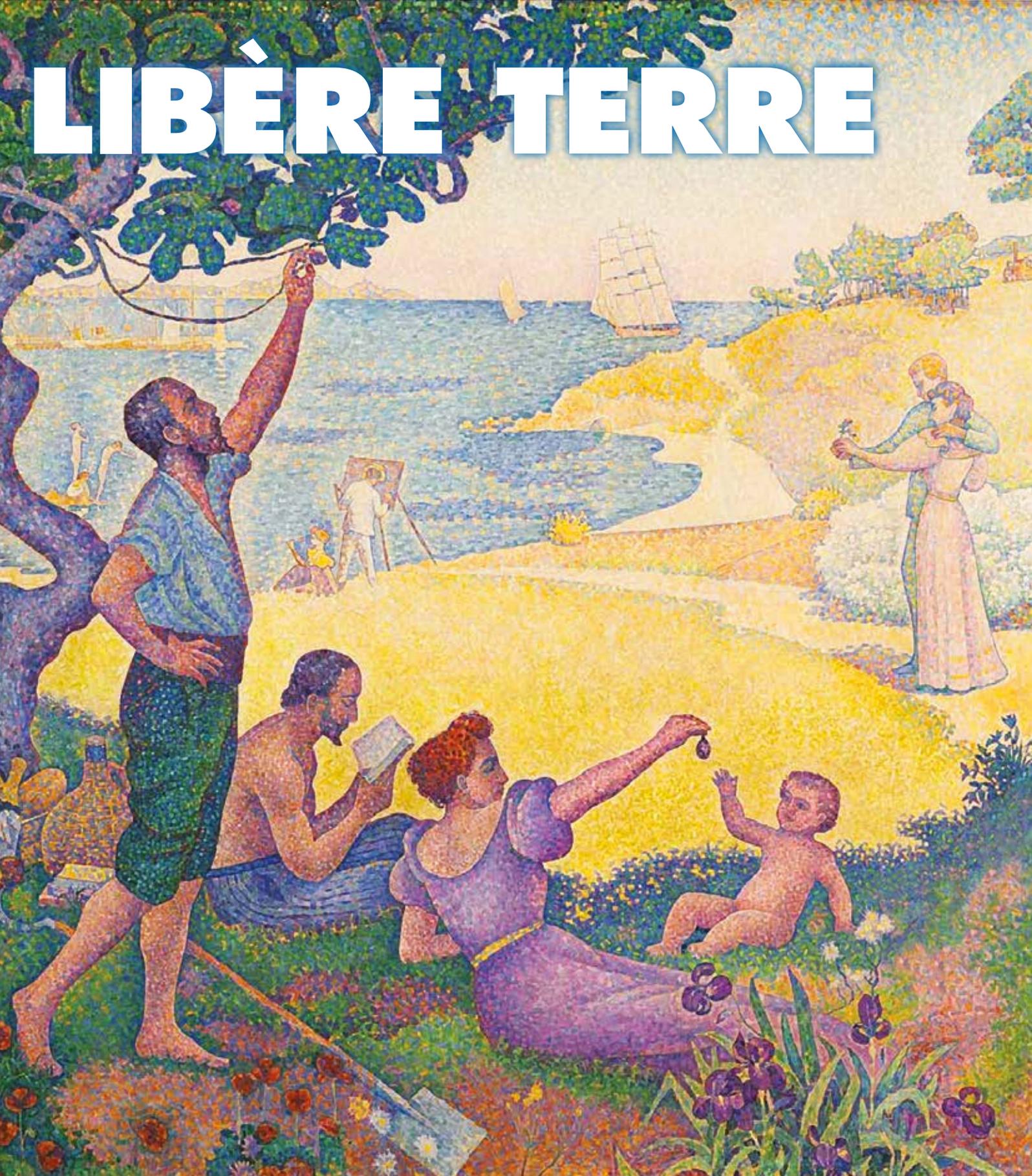
LE MONDE LIBERTAIRE

N°1868 JANVIER 2025 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES



LIBÈRE TERRE



Les camelots kaki

Ils sont beaux, dans leurs oripeaux caca d'oie, les magnats et les technocrates de la finance glauque. À grand renfort de lavage vert, le fameux *greenwashing*, ils tentent de nous refourguer des bidules et autres fourbis électriques, de la voiture au smartphone, remplis ras le capot de terres rares et minéraux tachés du sang des exploités qui turbinent dans les mines mangeuses d'hommes. Las, pour alimenter tous ces machins, pour perpétuer notre consommation de portables éphémères et de tous ces gadgets supposément indispensables, il faudra bien fissurer l'atome, encore et encore. Et pendant ce temps, les cyclones, les incendies, les pics de pollution des villes près des usines indiennes fabriquant nos éoliennes vertes et vertueuses continueront de faucher les vies des gens du peuple pendant que nos milliardaires créateurs d'emplois survoleront tout ce beau merdier depuis leur jet privé, versant des larmes culpabilisatrices tout en comptant les billets verts.

Ne nous égarons pas dans ces mirages consuméristes de la croissance verte assise sur l'idée farfelue d'une planète aux ressources infinies. Comme le disait le syndicaliste Chico Mendes, avant d'être assassiné par un grand patron, « *l'écologie sans politique, c'est du jardinage* ». La lutte pour préserver notre écosystème global des rapacités capitalistes est plus que jamais d'actualité. La décroissance libertaire en demeure probablement l'outil principal. Recentrons nos vies autour de l'essentiel. Libérons-nous de l'inutile, du superficiel, des circuits longs, de la bouffe provenant d'usines à massacre, de l'obsolescence programmée d'une voracité effrénée de produits pourris fabriqués par des esclaves à l'autre bout du monde.

Éouvrons à la croissance sociale et à l'entraide.

C'est à ce prix que nous, et nos enfants après nous, pourrons enfin vivre et respirer convenablement.

Julien Caldironi

Comité de rédaction du *Monde Libertaire*

LE MONDE LIBERTAIRE

145, rue Amelot 7 5011 Paris

Direction de la publication : Dominique Lestrat

Maquette Philippe Camus (ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1977

N°ISSN : 0026-9433

Commission paritaire : 0624D80740

Numéro d'imprimeur : 22080280
Imprimé par : Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



FAITS D'HIVER, L'ÉVÈNEMENT DE 2024 !

La société du spectacle aura vainement tenté de le planquer sous les sunlights et autres flonflons qui font pleurer dans les chaumières ou s'esbaudir le bon peuple. Ah, les JO ! Ah, la réouverture de la grande mosquée de Paname ! Ah, la dissolution ! Ah, la énième défaite du PSG ! Ah... ! Billevesées que tout cela !

Mais il a quand même eu lieu et il marquera l'histoire de France et du monde.

Je veux parler de l'élection, pour la première fois, à l'Académie des sciences morales et politiques, d'un ouvrier. Un ancien OS actuellement au chômage et vivant du RSA. Enfin, le savoir d'un prolétaire est mis à l'honneur !

Bonne chance à toi, donc, camarade Bernard Arnault, dans cet aréopage d'illustres célébrités qui sont le sel de la terre ! Ton élection est un rayon de soleil dans la nuit noire de cette année 2024.

Jean-Marc Raynaud

CHARTER AWARDS 2024

40 ANS D'ENFERMEMENT RÉVOLTANT DANS LES CRA !

À l'occasion des 40 ans d'interventions dans les CRA, centres de rétention administrative, la CIMADE a organisé le 27 novembre dernier une cérémonie qui « récompense » les préfetures pour leurs pratiques illégales et abusives d'enfermement et d'expulsion. Le ton donné à cet événement : le second degré et le cynisme grâce notamment à l'animation de Guillaume Meurice, car il s'agissait non pas de récompense, mais de dénonciation.

Rappelons que La CIMADE a été créée le 19 octobre 1939, à Bièvres, à partir d'un regroupement religieux protestant, le Comité Inter-Mouvement de jeunesse (CIM). La CIMADE, Comité inter-Mouvement Auprès Des Évacués, vient alors en aide aux populations évacuées d'Alsace et de Lorraine, soit 200 000 personnes environ, puis, auprès des 40 000 internés recensés, juifs étrangers, réfugiés politiques opposants au régime nazi : les équipiers de la CIMADE entrent dans les camps d'internement du ministère du

Travail dès 1940, ceux de Gurs, Agde, Argelès, Rivesaltes, Aix, Brens..., des camps qui avaient servi pour les réfugiés espagnols, dans les pires conditions. La CIMADE s'y occupe des problèmes matériels comme des besoins psychologiques et spirituels. D'après le site de la CIMADE, dans les camps, « *l'activité culturelle et culturelle surgissait comme une protestation de vie* ». En novembre 1942, après que les forces allemandes aient franchi la ligne de démarcation, la CIMADE passe alors d'une présence de solidarité à la résistance. Elle camoufle

des gens, aide à traverser des frontières, vers la Suisse notamment, et constitue des états civils et des faux papiers. Avec des partenaires comme la Croix-Rouge, ou les quakers, des centres d'accueil sont créés pour sortir des internés des camps et les sauver de la mort : Le Coteau fleuri au Chambon-sur-Lignon, le foyer Marie Durand à Marseille, le foyer YMCA de Toulouse, et d'autres encore dans le Tarn ou près de Tarascon.

Des préfetures cracra...

Voilà 40 ans que la CIMADE intervient dans les CRA, légalisés par la loi du 29 octobre 1981. Les CRA sont utilisés pour retenir les étrangers auxquels l'administration ne reconnaît pas le droit de séjourner sur le territoire français et a décidé de procéder à leur éloignement forcé. En 2023, le nombre d'établissements est de vingt-cinq : 46 955 personnes ont fait l'objet d'un placement en rétention en 2023, dont 16 969 en





métropole et 29 986 en outre-mer. Parmi ces personnes, 3 349 étaient mineurs, dont 3 262 enfants pour Mayotte. La loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration, met fin au placement en rétention administrative des enfants mineurs (article 40). Toutefois, cette disposition n'entrera en vigueur à Mayotte qu'au 1er janvier 2027, « *compte tenu des circonstances migratoires particulières auxquelles est confronté ce territoire* ».

Aussi la CIMADE a-t-elle décidé d'organiser au Point Éphémère (Paris, 10^e arrondissement) une remise de prix très spéciale, de par l'utilisation de l'humour pour des faits très graves : il s'agit de viser les préfectures qui se sont illustrées par des pratiques abusives, portant atteinte aux droits, à la dignité et à la liberté des personnes retenues. Lors de cette cérémonie, neuf distinctions ont été décernées; certaines l'avaient déjà été en région en amont (Bordeaux, Toulouse, Béziers, Clermont-Ferrand, Nantes, Cayenne, Pointe-à-Pitre).

Les Prix de la honte

Ainsi, la préfecture de l'Essonne a gagné le **Prix Sans foi ni loi** pour avoir multiplié les expulsions impunément en violation d'une décision de justice ou d'un droit fondamental garanti par la loi (droit d'asile, droit au recours effectif et à accéder à un tribunal). La préfecture de Mayotte a, quant à elle, été distinguée du **Prix Petits bagnards** pour l'enfermement de plus de 55 000 enfants en 20 ans. **Prix But contre son camp**, a été attribué à la préfecture

de la Gironde pour avoir enfermé et tenté d'expulser des Français. **Prix Hippocrate**, illustre ce que la préfecture de l'Hérault a mené à l'encontre de personnes étrangères gravement malades. En effet, un homme, enfermé à Sète durant l'été 2024, malgré de graves troubles psychiatriques, placé en soins d'urgence, a été renvoyé vers un autre CRA, la préfecture de l'Hérault affirmant que l'état de cette personne était compatible avec la rétention. La préfecture de l'Essonne a reçu le **Prix Allô, police secours**, pour l'enfermement d'une femme victime de violences qui sollicitait l'aide de la police. Le **Prix Esprit de famille**, est attribué à la préfecture du Puy-de-Dôme, pour avoir séparé des familles en enfermant en CRA des parents dont les enfants résident en France. Le **Prix Performance** a été remis à la préfecture de Guyane, pour toutes les personnes expulsées en moins de 48 heures sans avoir pu accéder à leurs droits. Le **Prix Quoi qu'il en coûte** distingue la préfecture de Guadeloupe pour l'enfermement effréné et l'expulsion de personnes haïtiennes malgré la situation dramatique en Haïti. Le **Prix CRAvaux en cours** est décerné à la préfecture de l'Hérault, pour la construction d'un nouveau CRA de 140 places, budget de 37 millions d'euros annoncé pour la construction, ouverture prévue en 2027.

Une action salutaire

À l'occasion du renouvellement des marchés publics pour l'aide à l'exercice des droits des personnes retenues, lancé par le ministère de l'Intérieur pour janvier

2025, l'Assemblée générale de la CIMADE a décidé de maintenir son engagement dans les CRA en répondant aux appels d'offres. Cette décision est néanmoins assortie des conditions suivantes :

- > Offrir une aide réelle et efficace à l'exercice des droits des personnes enfermées;

- > Témoigner et alerter, y compris par des canaux médiatiques, sur ce qui se passe dans les CRA, sur les pratiques illégales et abusives de l'administration et sur les situations inacceptables vécues par les personnes enfermées;

- > Et revendiquer la fermeture des lieux de privation de liberté spécifiques aux personnes étrangères.

En outre, la CIMADE a pris la décision de cesser son intervention dans le CRA du Mesnil-Amelot. Cette décision repose sur des constats graves recueillis dans ce CRA, l'un des plus gros existants : multiplication des abus, enfermement de personnes vulnérables ou gravement malades, expulsions illégales, conditions indignes, recours abusif à l'isolement et violences atteignant l'intégrité des personnes retenues. L'association considère que ces pratiques l'empêchent d'exercer sa mission d'aide à l'exercice des droits.

Une action salutaire contre les politiques migratoires qui enferment et expulsent au lieu d'accueillir et de déployer toute la solidarité envers ceux et celles qui croient encore que la France est un havre de liberté et de solidarité.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

LE COUP DE GUEULE QUE SERA NOTRE VIE QUAND...

Beaucoup de Françaises et de Français spéculent aujourd'hui sur le nom du futur Premier ministre, et annoncent leur pronostic sur les micros-trottoirs à la con des écrans de télévision, ces pastilles qui se prennent pour des enquêtes sociologiques, comme la grenouille qui dit en imitant le bœuf « *je croââ... que* ».

D'autres se prennent au jeu des calculs arithmétiques de fractions : $1/3 + 1/3 = ?$ Mais dans ce domaine également, sans le consentement, $1/3 + 1/3$ ne fera jamais $2/3$.

Nous-mêmes, sans doute, nous prenons nous aussi au jeu... C'est que, même si leur jeu de « gouverne, parle, ment » ne nous concerne pas théoriquement, dans la vie de tous les jours, nous subissons nous aussi les conséquences de ces jeux de pouvoir. Dans le fond, un gouvernement Barnier ou un gouvernement Faure, ce n'est pas notre problème, ce n'est pas la question à laquelle doit répondre l'anarchisme. On sait, avec Louise Michel, que le pouvoir est maudit, et que la société libertaire appelée de nos vœux n'a rien à faire d'un quelconque gouvernement.

Mais nous ne vivons pas en théorie, et, au quotidien, un Premier ministre nommé Retailleau ne nous ferait pas beaucoup

rire... Et que même si ça sent la merde, c'est toujours mieux que d'y être plongé jusqu'au cou.

On va donc suivre tout ça avec le recul anarchiste qui s'impose. Et le recul, effectivement s'impose. Car le sujet principal, le sujet primordial aujourd'hui, c'est bien celui du gouvernement populiste et fascisant du Rassemblement national.

Car les élus de la République amusent la galerie, mais les jeux sont faits. Que l'expression de jeu ne laisse pas penser que nous vivons un épisode ludique. Non, le sujet est on ne peut plus sérieux et tragique.

Coup de blues

C'est bien le Rassemblement national qui a consacré Barnier en Premier ministre. C'est aussi le Rassemblement national qui l'a congédié. C'est encore le Rassemblement national qui pendant ces trois mois a tiré les ficelles et à qui on a demandé des permissions, et à qui on a rendu des comptes.

2027, ou peut-être avant, ne fera qu'officialiser un état de fait. Et donner les coudées franches...

L'idéologie d'extrême droite a colonisé les esprits, à Matignon et au Palais Bourbon comme au Café du Commerce.

Les expressions racistes (peut-on parler d'idées?...) se généralisent, dans les opinions énoncées, comme dans les blagues que l'on entend au comptoir. Le fascisme annoncé n'est pas un problème, c'est une exagération des intellos, des élites.

En décembre 2023, (<https://monde-libertaire.net/index.php?articien=7632>), dans un billet intitulé *Boulevard Macron*, nous prenions acte du pouvoir fasciste qui s'était installé dans le pays. Comme la grenouille qui cuit à petit feu sans s'en apercevoir, nous nous habituons au jour le jour à cet état de fait, même si nous le déplorons, même si nous le dénonçons.

En juin 2022, l'entrée à l'Assemblée de 89 députés RN avait provoqué un petit cataclysme. Aujourd'hui, ils sont un peu moins du double, et les regards convergent vers le doigt de la dissolution de l'Assemblée, quand ce que montre ce doigt est l'éclipse de la démocratie. 11 millions de bulletins RN dans les urnes, environ un tiers de l'Assemblée colorée RN! Non mais, ça ne fait pas gerber ça ?

Bien sûr, on peut nommer le responsable, on peut accuser les partis politiques de macronie aiguë. Mais, comme nous le disions dans ce billet de décembre, le temps n'est-il pas venu d'enfin nous préparer ?



On va pas mourir de rire...

Sommes-nous prêts? Avons-nous tiré les enseignements de l'installation du fascisme au pouvoir, comme en Italie?

Déjà, comme Georgia Meloni, la présidente de la Région Pays de la Loire, Christelle Morançais, sabre de 73% les subventions accordées au monde de la culture, du sport et du secteur associatif.

Que ferons-nous quand, comme le groupe Carlo Cafiero à Rome, nous serons menacés d'expulsion de nos locaux? Que ferons-nous quand Radio Libertaire ne pourra plus faire entendre sa voix? Que ferons-nous quand nos frères et sœurs sans papiers seront chassés de leur pays d'exil? Que ferons-nous quand tous les matins seront bruns?

Ces questions, je me les pose aussi. Et ce qui me plairait bien, c'est que nous puissions trouver des éléments de réponse ensemble. Le temps n'est pas à empêcher l'accession de l'extrême droite au pouvoir. Comment empêcher la boule de neige de dévaler la pente quand elle est déjà énorme? Le temps est à se préparer à la riposte.

Et ça, c'est pas rien de le dire...

Franck Plazanet
Groupe Henri-Laborit

Avec l'aide de

Kat Onoma - <https://youtu.be/IUEEj--h2Pg>

Higelin - <https://youtu.be/6JT48HehPk8>

Mickey3D - <https://youtu.be/lwb6u1Jo1Mc>



PILOU

LE SPECTRE DE RAVACHOL ?



PORTRAIT DE FRANÇOIS CLAUDIUS RAVACHOL
PAR CHARLES MAURIN.

Dans le cadre de la vaste mascarade gouvernementale visant à nous faire croire que tout le monde doit se serrer la ceinture jusqu'aux plus hauts sommets de l'État, Barnier a demandé aux anciens Premiers ministres de revoir un peu à la baisse leurs frais de pensionnés... Plus de sobriété, a-t-il doctement annoncé sur les plateaux télé. Ils disposent en effet d'un garde du corps et d'une bagnole... Parce qu'ils ont été Premiers ministres, tout simplement. Cadeau de l'État. Bah oui, ils ne vont quand même pas prendre le métro avec les riens-sans-dents...

Il n'en fallait pas moins pour qu'Élisabeth « *je vous fais travailler deux ans de plus pour le plus grand plaisir des bourgeois capitalistes* » Borne monte au créneau! De la sobriété pour une retraitée comme elle? Vous n'y songez pas. Et la Borne d'arguer : « *Si Michel Barnier pense que je n'ai pas de problèmes de sécurité...* », pointant les réformes « *pas toutes populaires* » qu'elle a pilotées... Ah, on y vient. Comme quoi, elles ont beau être justes, nécessaires,

équilibrées, leurs contre-réformes, le moment venu, quand elle descend de son piédestal ministériel et qu'elle doit s'aventurer hors des dorures des palais de nos chers élus, la Borne, elle sait très bien que tout le monde la conspu.

Elle le sait, que sa réforme, et plus largement, son action gouvernementale, personne n'en voulait et tout le monde – ou presque – a la rage devant le sacage qu'elle et ses copains ont perpétré éhontément. Alors, elle a la trouille, elle a les miquettes de devoir faire face à un de ses « concitoyens » sans une haie de Robocops entre eux deux. C'est qu'ils ont l'invective facile, les gueux...

Si elle était persuadée d'avoir œuvré pour le bien commun, elle ne flipperait pas de se faire accoster au coin d'une rue de son beau quartier, en allant récupérer son drive chez Fauchon.

La peur changerait-elle de camp?

Julien Caldironi
Individuel FA49

LES CATHOS RÉACTIONNAIRES ET LE RASSEMBLEMENT NATIONAL, À LA BARRE

Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, fait du prince Macron, la réaction sort du bois. Non seulement une dizaine de ministres se repèrent cathos réactionnaires, mais le Conseil supérieur de l'Agence France-Presse se retrouve en son sein avec un député Rassemblement national désigné par la Commission des Affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

Sous l'autorité du Premier ministre, Michel Barnier, et du ministre des Solidarités, Paul Christophe, une cellule d'urgence de lutte contre les violences sexistes et sexuelles a été mise en place le 21 octobre dernier. Elle regroupe une trentaine d'experts issus de divers domaines (parlementaires, associations, forces de l'ordre, juristes, etc.). Son action s'organise autour de trois piliers : « Protéger - Éduquer - Agir ». Une énième cellule d'urgence pour formuler des recommandations qui seront communiquées dès le lundi 25 novembre 2024, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence faite aux femmes ! Chaque année, la communication va bon train, l'action reste au point mort. Et pourtant, Macron, il y a sept ans, annonçait la Grande cause nationale.

La ministrose, comme la sinistrose

Soyons lucides, Macron promet, mais n'affirme aucune volonté politique, et donc les moyens ne suivent pas. D'autant qu'il a fait nommer Bruno Retailleau au poste régalien de l'Intérieur : celui-ci est bien connu pour son étroitesse d'esprit. C'est un des plus fervents soutiens de la Manif pour tous, renommée en 2023 Le Syndicat de la famille. Il a ainsi voté contre la Loi Taubira instituant le mariage pour tous et toutes, et a donc longtemps soutenu son abrogation. Et il avait voté en 2022 contre l'interdiction des thérapies de conversion, qui prétendent guérir les



personnes homosexuelles ou bisexuelles de leur choix sexuel, comme si elles en étaient malades. De surcroît, il a voté contre la constitutionnalisation de l'interdiction volontaire de grossesse en 2024.

Et il est accompagné de seconds couteaux, des « résidus » de la Manif pour tous, au niveau de plusieurs secteurs ministériels. Donc, outre Michel Barnier et Bruno Retailleau, très bons défenseurs de la droite réactionnaire, et catholiques bon teint, voire extrêmes, une dizaine de ministres et de secrétaires d'État sont du même bord. Catherine Vautrin, ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation, Annie Genevard,

ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt, Patrick Hetzel, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François-Noël Buffet, ministre chargé des Outre-mer, et Sophie Primas, ministre déléguée chargée du Commerce extérieur et des Français de l'étranger, tous et toutes ont voté contre la Loi Taubira. Comme Retailleau, Othman Nasrou, secrétaire d'État chargé de la Citoyenneté et de la Lutte contre les discriminations, a aussi soutenu l'abrogation de cette Loi. De même, Laurence Garnier, secrétaire d'État chargée de la Consommation, partageait le même vote que Retailleau contre l'interdiction des thérapies de conversion.

Poursuivons la visite de la recyclerie

François-Noël Buffet se fait aussi remarquer, car il revendique une « tolérance zéro » pour l'immigration irrégulière, il fait partie des sénateurs qui ont durci le projet de loi immigration, en 2023. Quant à Rachida Dati, reconduite comme ministre à la Culture et au Patrimoine, elle est mise en cause dans deux dossiers judiciaires : l'affaire Carlos Ghosn, dans laquelle elle est mise en examen pour « corruption passive » et « recel d'abus de pouvoir » depuis 2021; et l'enquête autour de la séquestration supposée d'un lobbyiste au Qatar en lien avec Nasser Al-Khelaifi, qui a donné lieu à une perquisition dans sa mairie en juin 2023.

En fait, Barnier est allé chercher celles et ceux qui restaient encore chez les Républicains, donc des personnes issues de la droite très conservatrice. Le groupe Droite républicaine, les ex-Les Républicains, dispose de 47 députés à l'Assemblée nationale, nombre insuffisant pour « désanctuariser » les droits à l'IVG et aux LGBT+. Mais nous savons qu'il n'y a pas besoin de loi pour restreindre ou

défaire un droit : il suffit de n'avoir aucune volonté politique et de n'y mettre aucun moyen financier. Le Planning familial rapporte, par exemple dans les Hauts-de-France, qu'un seul centre d'IVG sur deux pratique actuellement des interruptions volontaires de grossesse jusqu'à la quatorzième semaine, comme le prévoit la loi.

La croisade des cathos contre l'école qui a mauvais genre

D'autant que les réseaux catholiques continuent de se développer, même si l'influence de la Manif pour tous a réellement diminué. Certaines organisations ont gagné en professionnalisation et donc en visibilité. Les Associations familiales catholiques (AFC), ont exercé un lobbying sur les sénateurs et sénatrices contre l'inscription de l'avortement dans la constitution à l'hiver 2024. L'association anti-IVG Alliance Vita, créée par Christine Boutin, dont le délégué général, Tugdual Derville, a été porte-parole de La Manif pour tous en 2013, est toujours active et organise régulièrement des manifs. Les AFC sont entrées dans un certain nombre de structures comme représentantes des usagers en utilisant la couverture de l'Union départementale des associations familiales. Ces associations demandaient, il y a peu, la suppression des « très nombreuses » références au genre dans le programme d'éducation affective et sexuelle mis en place en 2001 dans les établissements scolaires, d'autant qu'elles avaient dénoncé le programme pédagogique des « ABCD de l'égalité » en 2013. L'alliance entre ces associations, groupes anti-genre, des droites catholiques et des mouvements d'extrême droite met en lumière l'investissement de la scène médiatique et la contamination de la sphère politique depuis plus de dix ans de ces idées nau-séabondes.

Y compris dans l'enseignement supérieur. Le ministre actuel, Patrick Hetzel, est un ancien professeur d'université,

entré en politique sous le quinquennat Sarkozy, comme conseiller éducation du Premier ministre François Fillon en 2007-2008, il est devenu ensuite directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle. Il s'est fait élire député du Bas-Rhin en 2012, sous l'étiquette LR. Proche de Michel Barnier, il codirige sa campagne pour l'investiture présidentielle en 2021. C'est un conservateur, qui a fait croître la polémique sur le wokisme sous l'influence des milieux catholiques qui contestent que le genre est un construit social. Une autre personnalité qui pourrait inquiéter, c'est Alexandre Portier, ministre délégué à la Réussite scolaire et à l'Enseignement professionnel : il pourrait être un relai vers les associations comme le Syndicat de la famille ou le mouvement SOS Éducation, proche de l'extrême droite. Les polémiques peuvent être relancées ainsi, sur l'éducation sexuelle à l'école par exemple. D'autant que Salima Saa, la nouvelle secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, déplore que les trois séances d'éducation à la sexualité par an ne soient pas effectives. Elle risque de se retrouver bien seule sur cette question.

À cela, il faut souligner le profil de l'exécutif. Sur les quarante-et-un membres du gouvernement de Michel Barnier. qua-



torze ministres et secrétaires d'État ont été formés en partie ou entièrement en écoles de commerce, soit un tiers de l'équipe. C'est une proportion bien plus élevée que dans les précédents exécutifs.

Des cadeaux pour les fachos

Quant à la désignation par la Commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale de Bruno Bilde, député RN, pour siéger au Conseil supérieur de l'AFP, c'est un nouveau signe inquiétant pour les médias, en même temps que cela contribue à normaliser l'extrême droite. Bruno Bilde fut adjoint au maire d'Hénin-Beaumont et s'illustra par sa violence à l'encontre de la *Voix du Nord* en plein conseil municipal : « *le problème avec la version iPad de La Voix du Nord, c'est que, contrairement à la version papier, on ne peut pas se torcher avec* » d'après la *Revue des médias*, en date du 8 octobre 2021. Et la SNCF se retrouve embarrassée par la réservation de 500 panneaux publicitaires pour le livre de Jordan Bardella, à paraître chez Fayard, maison d'édition dirigée par Lise Boëll, proche de Vincent Bolloré. Les syndicats Sud et CGT dénoncent tant la nomination à l'AFP que la campagne par Hachette Livre pour la régie publicitaire à la SNCF. Ici, l'Appel pour un front commun des médias contre l'extrême droite, là, l'Appel à désarmer Bolloré. (desarmerbolloré.net).

Voilà bien des canailles pour tailler des politiques publiques dans un catholicisme réactionnaire et pour informer dans des médias puant l'extrême droite.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard



SYRIE

Le régime sanguinaire d'Assad est renversé, mais la liberté est trop loin

Les événements de Syrie se sont accélérés et ne décéléreront pas si tôt, de sorte qu'entre la rédaction du présent article et sa publication, beaucoup d'autres événements auront eu lieu. Toutefois, nous allons passer brièvement en revue ce qui s'est passé récemment et les principales forces actives, tout en effectuant un bref historique. On pourra regretter quelques lacunes dues, outre l'inattention de l'auteur, à la nécessaire concision du texte.

Les événements de Syrie se sont accélérés et ne décéléreront pas si tôt, de sorte qu'entre la rédaction du présent article et sa publication, beaucoup d'autres événements auront eu lieu. Toutefois, nous allons passer brièvement en revue ce qui s'est passé récemment et les principales forces actives, tout en effectuant un bref historique. On pourra regretter quelques lacunes dues, outre l'inattention de l'auteur, à la nécessaire concision du texte.

Le parti Baas (ou Résurrection en arabe) fut fondé en 1944 en Syrie afin d'unifier les différents États arabes en un seul État-nation. Le parti Baas voulait combiner le socialisme et le nationalisme. Il fut particulièrement soutenu par le Parti communiste syrien, puissant à l'époque. Hafez Assad, un militaire baasiste participa à un premier coup d'État en 1963 pour que le parti Baas prenne le pouvoir. Il fut engagé dans un deuxième coup d'État, trois ans plus tard, pour évincer les dirigeants traditionnels du parti et mettre fin au volet « socialisme » de celui-ci. Il défendit la propriété privée et le modèle économique mixte. Hafez Assad fit un troisième coup d'État contre Salah Jedid, pourtant général baasiste à la tête de l'État depuis 1966. Il est ainsi devenu président de la République syrienne le 14 mars 1971, jusqu'à sa mort le 10 juin 2000. Hafez Assad régna d'une main de fer. La moindre protestation fut réprimée, les geôles remplies de prisonniers politiques souvent sauvagement torturés et exécutés. Il n'hésita jamais à étouffer dans le sang toute protestation. Dix à quarante mille personnes périrent ainsi en 1982 à Hama¹.

Son fils Bachar Assad lui succéda alors que son père jurait que la présidence de la République ne serait pas héréditaire. Aucun changement significatif ne put être observé pendant les 24 années de règne de Bachar. Tout au contraire, le pouvoir est devenu de plus en plus clanique et un petit groupe de bourgeois profitait du pouvoir politique et économique au détriment de la majorité de la société. Bachar emprisonna, tortura et tua beaucoup de prisonniers, y compris des Palestiniens qu'il considérait comme dangereux. Le réseau des droits de l'homme de Syrie publia un rapport en avançant la mort de 3 196 Palestiniens, dont 491 par torture, entre mars 2011 et juillet 2020².

Des dessins pour un embrasement

Le peuple syrien s'est soulevé en mars 2011, dans le cadre du « printemps arabe », contre la dictature de Bachar Assad. Ce soulèvement a commencé à cause de l'arrestation et la torture, par la police, de 15 lycéens ayant réalisé de simples dessins et graffitis protestataires. Les manifestations ont commencé dans la ville de Deraa, dans le Sud-Ouest syrien. Les gens ont scandé d'emblée le slogan commun entendu dans d'autres pays du printemps arabe : « *le peuple veut la chute du régime* ». Bachar Assad a envoyé son frère Maher Assad à Deraa : il y a massacré en une seule journée, 115 personnes... Mais la répression de Deraa n'a pas effrayé le peuple révolté. Les protestations se sont propagées. Des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues à Homs, Hama, Baniyas, Izra, Alep, Lattaquié et Damas. Les gens ont incendié des postes de police et affronté les forces de répression. Ces dernières ont tué au moins 2 200 protestataires dans les villes. Bachar Assad a ensuite exécuté des dizaines de manifestants arrêtés, y compris des soldats de sa propre armée, déserteurs ou refusant de tirer sur le peuple. La population kurde du Rojava (Rojava = Ouest, en langue kurde) est aussi descendue dans les rues, particulièrement à Qamichli qui est maintenant *de facto* la capitale de la région autonome du Kurdistan « syrien », le Rojava.

Le régime syrien ne s'est pas contenté de répression dans les rues et dans les prisons. L'eau, l'électricité et les téléphones ont été coupés, et des produits alimentaires saisis, dont la farine des boulangeries. Certains protestataires se sont armés. Plusieurs hauts commandants de l'armée ont rejoint les opposants. Les jeunes, épris de libertés, s'étant armés en attaquant les postes de police, allaient barrer la route aux extrémistes islamistes. Mais les militaires, qui avaient quitté l'armée de Bachar Assad et les islamistes, ont pu marginaliser ces jeunes. Les protestations de rue ont été remplacées par des accrochages militaires pour le pouvoir et le contrôle de la situation. La révolution s'est étouffée, et la guerre civile a commencé. La révolution qui avait commencé en mars 2011 était encore active en octobre de la même année. Les ouvriers, fonctionnaires, retraités, paysans et étudiants étaient dans les rues pratiquement tous les jours.



« LIBERTÉ POUR OMAR AZIZ » LORS D'UNE MANIFESTATION EN FAVEUR DU PRISONNIER PALESTINIEN SAMER ISSAWI, LE 6 FÉVRIER À JÉRUSALEM.

Conscience anarchiste

L'un des faits marquants de la révolution, avant de sombrer dans la guerre civile, a sans doute été le travail que l'anarchiste Omar Aziz et ses compagnons ont entrepris. Ces efforts ont été fructueux. Omar, que ses amis appelaient affectueusement Abou Kamel, était un économiste anarchiste né à Damas. Il est rentré en Syrie dès les premiers jours des protestations. Il avait beaucoup écrit sur l'autogestion, l'entraide et l'horizontalité. Il a fondé un premier conseil dans un quartier de Damas, Barzeh. Ces conseils se sont démultipliés à une vitesse incroyable dans plusieurs villes syriennes. Alors que les communistes campistes avaient décidé de soutenir le régime d'Assad contre l'impérialisme américain, Aziz a continué son chemin³. Omar Aziz disait que les conseils de quartiers doivent :

1. augmenter la solidarité humaine et sociale, pour améliorer les conditions de vie et venir en aide aux familles victimes de la guerre;
2. renforcer la coopération, pour organiser la société en créant les conseils de quartiers qui doivent accepter la participation de chacune et de chacun;
3. être en contact avec l'armée libre de Syrie pour continuer la révolution et défendre la société, et coordonner ainsi les résistances civile et armée;
4. contrecarrer les attaques du régime d'Assad contre les conseils, en faisant des petits [conseils (?)] quand la menace est importante et des grands dès que c'est possible;
5. organiser un conseil national pour coordonner les activités de tous les conseils et affecter des ressources financières que les conseils ne peuvent fournir pour les projets.

La police politique d'Assad a finalement arrêté Omar Aziz le 20 novembre 2012. Les Comités locaux de coordination de la révolution syrienne ont annoncé sa mort assez suspecte le 17 février 2013⁴.

Les piliers de Bachar

Deux États ont beaucoup aidé Bachar Assad dans les répressions : la Russie et l'Iran. Ce dernier a constitué toute une armée, appelée *Fatémioun*, en enrôlant des immigrés afghans en Iran et en les envoyant en Syrie. Ces immigrés, étant privés des droits les plus élémentaires en Iran, sont allés en Syrie en espérant obtenir des papiers de séjour et des facilités de travail à leur retour⁵. Plusieurs milliers d'entre eux ont péri dans les combats. Le régime des mollahs iraniens a dépensé au moins 50 milliards de dollars pour ses desseins en Syrie depuis 2011. Le régime iranien appelait ce pays sa « profondeur stratégique ». Le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei prétendait que si les *Fatémioun* ne combattaient pas en Syrie, un jour tout le monde serait contraint de combattre les mêmes groupes en Iran. La Syrie avait une importance telle pour les mollahs, qu'à part l'armée *Fatémioun*, le Hezbollah libanais est aussi intervenu souvent pour aider Bachar Assad dans les massacres. Le régime des mollahs envoie (ou il faut dire maintenant envoyait), armes et logistiques au « parti de Dieu » libanais par la Syrie. Le Hezbollah libanais a reçu au moins, en 32 années, pendant lesquelles Hassan Nasrallah était à sa tête, 32 milliards de dollars de la part des mollahs iraniens.

L'ombre des puissances régionales

Ces derniers jours et plus précisément depuis le 27 novembre 2024, le groupe HTS et le 30 novembre, le groupe SNA ont mobilisé au moins 70 000 soldats. Le premier a appelé son offensive « *Empêcher les ennemis* » et le deuxième « *Lever de la liberté* ». Ils ont commencé une série d'attaques sous commandement commun et ont envahi les villes importantes pour arriver finalement à Damas, la capitale syrienne. Les médias ont annoncé la chute du régime de Bachar Assad dans la nuit du 7 au 8 décembre 2024 et la fuite du dictateur. Les forces humaines que le HTS et la SNA ont engagées, ont été entraînées non seulement par la Turquie, mais aussi l'Ukraine de Volodymyr Zelensky. Ce sont des émirats et sultanats du Golfe persique, en particulier le Qatar, qui ont assuré la partie financière de l'affaire.

Mais qui sont ces groupes ? HTS, ou Groupe de la libération du Levant en arabe, est le plus important groupe qui s'appelait auparavant le Front de la victoire. C'était la branche d'Al-Qaïda en Syrie. Le HTS a pu unifier plusieurs petits groupes jihadistes entre autres, des groupes venant du Turkestan et d'Ouzbékistan. Leur point de ralliement se situait à Idleb en Syrie, ville plusieurs fois bombardée par la Russie ces dernières années.

Le deuxième groupe est l'Armée nationale syrienne (SNA) à la solde de la Turquie. La SNA est en fait constituée de plusieurs groupes dont au moins l'un d'eux a aussi des activités indépendantes. Le régime de Recep Tayyip Erdoğan a déjà engagé la SNA pour réprimer les Kurdes à Afrine et dans les ●●●



COMBATTANT-ES KURDES. PHOTO DE KURDISHSTRUGGLE.

●●● quartiers kurdes d'Alep. L'on peut aisément dire que, sans l'aide d'Erdoğan, les attaques coordonnées du HTS et de la SNA n'auraient pas eu le succès escompté. Certes, d'autres facteurs ont aussi joué en faveur de ce succès. Le Hezbollah libanais très actif en Syrie est de fait affaibli, voire décapité par les attaques d'Israël, aussi bien au Liban qu'en Syrie. Les mollahs iraniens ont pris une certaine distance avec Bachar Assad, car ce dernier s'est rapproché de plus en plus des Émirats arabes unis. En plus, les mollahs iraniens ont perdu plusieurs commandants des Pasdaran qui dirigeaient les Fatémioun, soit dans les combats, soit dans les attaques aériennes israéliennes en Syrie.

Le Rojava ciblé par Erdogan

La Russie, concentrée sur son agression contre l'Ukraine, a visiblement délaissé plus que jamais Bachar Assad, tout en dessinant une nouvelle stratégie pour garder ses bases militaires en Syrie. Pour l'instant, les nouveaux maîtres islamistes de Syrie ont promis à la Russie qu'elle peut les garder. Par contre, à peine 24 heures après la chute d'Assad, le « ministère provisoire de la Défense » de Syrie, probablement géré par la SNA aux ordres de la Turquie, a annoncé que ses forces ont attaqué les Kurdes dans la ville de Manbij pour la reprendre. Erdoğan est fermement décidé à tout faire afin de mettre en échec l'expérience du « confédéralisme démocratique » au Rojava. La ville de Manbij est protégée par les YPG ou Unités de protection du peuple, branche armée du PYD, Parti de l'Union démocratique. Certaines unités des YPG sont entièrement féminines, raison de plus pour Erdoğan et ses amis islamistes de vouloir les anéantir. Certains anarchistes critiquent l'expérience du confédéralisme démocratique au Rojava en y voyant un proto-État qui se forme à petit feu. L'on peut considérer ces analyses, mais à l'heure actuelle la seule lueur d'espoir, non seulement en Syrie, mais aussi dans toute la région, ce sont bien les QSD ou les Forces démocratiques syriennes, en particulier contre le régime islamo-fasciste d'Erdoğan et les jihadistes islamistes du HTS. Les QSD sont une coalition formée en 2015, largement dominée par les Kurdes du Rojava et les YPG, mais aussi les forces arabes de l'armée libre de Syrie sur lesquelles Omar Aziz voulait s'appuyer afin de renforcer la résistance armée contre le régime de Bachar Assad.

Alors que les attaques contre les Kurdes par la SNA avaient déjà commencé, des membres du HTS commençaient à attaquer les magasins à Damas, vendant des boissons alcoolisées dans la soirée du 8 décembre 2024.

Et ce n'est qu'un début

Israël a profité de la débâcle de l'armée syrienne pour occuper les hauteurs du mont Hermon pour mieux contrôler le Hezbollah. L'armée israélienne est entrée aussi à Qouneitra, une ville syrienne située sur le plateau du Golan, soit 10 kilomètres à l'intérieur de la Syrie.

Le chef du HTS s'appelle Mohammed al-Joulani, un jihadiste d'une quarantaine d'années qui a essayé de montrer une image édulcorée de lui-même, aussi bien dans une interview donnée à la chaîne CNN qu'en publiant une de ses photos dans une bibliothèque, tout en donnant une liste de lecture dans laquelle on trouve des livres comme *La fin de l'histoire et le dernier homme* de Francis Fukuyama, ou encore *Le capital au XX^e siècle* de Thomas Piketty ! Il a demandé aux gens de ne pas attaquer les « biens publics » et de faire confiance au Premier ministre de Bachar Assad resté sur place pour la transmission pacifique du pouvoir.

Le régime de Bachar Assad est bel et bien tombé, non pas par l'aboutissement de la révolution commencée en 2011, mais bien par l'action armée des groupes jihadistes financés, entraînés et armés par des États étrangers. Des chefs de guerre comme le jihadiste Mohammad al-Joulani souhaitent que le pouvoir soit transmis calmement pour faire de la Syrie un nouvel Émirat islamique, similaire à celui des talibans en Afghanistan. Mais la Syrie est différente de l'Afghanistan. Par exemple les Kurdes du Rojava ne vont pas abandonner leurs luttes si facilement et ont d'ores et déjà annoncé que leur résistance continuera. Il est peu probable que les HTS et la SNA s'entendent pour partager le nouveau pouvoir islamique. Il est fort possible que chacune de ces deux coalitions soit affectée par les différends internes et se fasse la guerre.

En attendant, les ouvriers, les femmes et les Kurdes sont les premières victimes des groupes armés jihadistes qui ont renversé Bachar Assad, lequel a tué, avec la complicité russe et iranienne, au moins un demi-million de personnes depuis 2011, et obligé plusieurs millions d'autres à l'exil, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières syriennes. La liberté et même le calme relatif pour les gens sont malheureusement trop loin encore pour la Syrie.

Nader Teyf

Groupe Commune de Paris

1. https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/02/02/syrie-l-ombre-du-massacre-de-fevrier-1982-plane-toujours-sur-hama_1637713_3218.html
2. <https://snhr.org/blog/2020/07/29/55316/>
3. <https://budourhassan.wordpress.com/2013/08/22/omar-aziz-repose-en-victorieux/>
4. <https://stories.workingclasshistory.com/article/9317/omar-aziz-arrested> 5) Voir article « Iran, les immigrés afghans et le régime islamo – fasciste » Le ML n° 1859



SYRIE

Bachar parti, ce n'est pas la révolution...

Merci Netanyahu! Merci Zelenski! Voilà ce que les Syriens libérés peuvent dire ces jours. Le premier en cognant aussi fort qu'il pouvait dans sa guerre démente, s'en était pris au Hezbollah dont les troupes servaient de suppléments au régime syrien. Celles-ci fortement amoindries laissent ledit régime nu. Poutine, piégé en Ukraine, ne peut venir au secours de son pantin Assad. L'occasion était trop bonne, il fallait foncer. C'est ce que cet ex-jihadiste, resté chef de guerre a fait. Comme un château de cartes, le régime en place s'est effondré.

Que va cette Syrie devenir? Déjà les appétits des uns et des autres se font sentir. C'est l'occasion pour la Turquie d'agrandir sa marge de « sécurité » à l'encontre du PKK qui lui fait au Sud la même chose. Puis, il y a le souvenir de cette révolution de 2011-2012. Que va-t-il en rester, que peut-il en rester? L'émigration massive de ceux qui, peu ou prou, y avaient participé va-t-elle compter, un retour est-il envisageable? Dans nos mémoires, cette révolution a-t-elle laissé des traces? J'ai bien

peur que non. En avril 2013, dans les colonnes du *Monde*, un éminent universitaire, Jean Pierre Filiu titrait son article « La Syrie est notre guerre d'Espagne ».

Filiu en faisant ce parallèle se limitait à la répression terrible qui tombait sur cette Révolution. Il ajoutait « *les raids aériens n'ont pas cessé, pas plus que les barrages d'artillerie... les pilonnages aux missiles Scud se sont banalisés... l'utilisation avérée des armes chimiques par le régime Assad est niée...* ». Sympathique, certes, mais il oubliait de reproduire ce que disait un de ses animateurs Omar Aziz « *Nous avons fait mieux que les travailleurs de la Commune de Paris. Ils ont résisté pendant 70 jours et nous, nous tenons depuis un an et demi* ».

Quel avenir pour les anonymes de la révolution ?

Noyés dans le discours omniprésent anti-immigration, nous avons oublié que ces migrants syriens étaient surtout des exilés politiques, des militants pour une bonne partie ayant fui avec leur famille la répression féroce, sanglante

effectuée par les groupes soutenus par l'Iran et avec la protection russe.

Qui étaient ceux qui se battaient, étaient engagés dans cette révolution? Voilà ce qu'en disait Leila Shrooms « *Quelle est la base sociale de l'opposition civile? Principalement les jeunes travailleurs et ceux issus des classes moyennes - au sein de laquelle les femmes et les divers groupes ethniques et religieux jouent un rôle actif. Beaucoup de ces militants restent en dehors des affiliations idéologiques et politiques traditionnelles, mais sont motivés par des aspirations de liberté, de dignité, de justice sociale et pour les droits humains fondamentaux.* »

Voici ce que dit Leila al Shami, peut-être la même personne, ce 6 décembre 2024. Elle rend compte de l'avancée des choses, avec beaucoup de prudence :

« *Beaucoup se sont réjouis - tout en retenant leur souffle, n'osant pas espérer que cela pourrait marquer la fin du régime.*

La libération rapide de territoires a donné à des millions de Syriens l'espoir de rentrer bientôt chez eux, ce qui est déjà le cas pour certains. Les Syriens ont été remplis d'émotion en voyant circuler des vidéos de prisonniers, dont de nombreuses femmes, libérés des prisons du régime.

Les Syriens craignent également la suite des événements. Il n'y a plus d'opposition démocratique organisée à l'intérieur du pays - Assad s'en est assuré. Les milices qui reconquièrent des territoires sont diverses dans leur composition, mais comprennent des groupes autoritaires, extrémistes et, dans certains cas, soutenus par l'étranger. Elles ne représentent pas les aspirations révolutionnaires des Syriens. »

Il va falloir attendre, être prudent et soutenir.

Pierre Sommermeyer
Individuel Strasbourg

LES OPTIONS DE LA SYRIE !



DENIS LOPATIN



GRÈCE

Z « Zi » : « Il vit » en grec ancien¹.

Le 31/10, l'anarchiste Kyriakos Xymitiris est tué par une explosion dans un appartement du quartier d'Ampelokipoi à Athènes.

Pour notre camarade, les seuls qui peuvent parler, c'est nous. Nous tous qui étions avec lui dans les assemblées, les actions, les marches, les conflits.

Pendant des années, Kyriakos a été continuellement présent dans les projets de solidarité avec les prisonniers, dans le mouvement anti-guerre et internationaliste, dans les actions pour la défense du quartier d'Exarchia, dans les luttes au sein des universités, dans la défense des espaces libérés des squatters et dans toutes les luttes sociales et de classe.

Il s'est donné à eux, en cherchant toujours à découvrir ensemble leurs possibilités les plus insurrectionnelles. Il ne s'est pas contenté de défendre théoriquement la lutte multiforme pour la libération sociale, mais il en était l'incarnation la plus authentique.

Le camarade Kyriakos a choisi de se battre jusqu'au bout, contre le monde du pouvoir, l'État, le capital, le racisme, le patriarcat par tous les moyens. Il a choisi de se battre aux côtés des opprimés et des rebelles pour un monde meilleur, pour un monde de solidarité, d'égalité, de liberté.

Sa disparition laisse un grand vide dans sa famille et ses amis, dans les camarades qui lui étaient proches, mais aussi dans la lutte elle-même, qu'il a marquée tant par son attitude que par ses paroles.

Le combattant anarchiste Kyriakos Xymitiris était l'un des nôtres. Nous défendrons sa mémoire et la garderons à jamais dans nos cœurs et à chaque instant de notre lutte.

Force à notre camarade blessée Marianna jusqu'à la libération. Honneur au camarade anarchiste Kyriakos Xymitiris. Solidarité avec tous ceux qui sont persécutés pour la même affaire.

Anarchistes-Communistes

Tel est le communiqué glané sur le web et signé des camarades de Kyriakos. Que s'est-il passé? Nous n'en savons rien. Un camarade est mort dans une explosion, sa compagne Marianna est grièvement blessée dans celle-ci. Arrêtée, elle est conduite inconsciente, mais quand même sous bonne garde, à l'hôpital d'Evangelismos. Deux camarades, Dimitra et Dimitris, sont rapidement arrêté-es et d'autres arrestations vont suivre dans leur environnement proche. L'appareil répressif est en marche. L'occasion est trop belle pour le pouvoir : faire passer le milieu libertaire grec pour un nid de terroristes poseurs de bombes dans le but de les isoler socialement pour les exposer à la répression. Naturellement, charognards, les médias participent au lynchage.

*« C'est bien fait pour ta gueule
Tu n'es qu'un p'tit salaud
On port'ra pas le deuil
C'est bien fait pour ta peau »*

Renaud. *Les charognards*

L'État, ses mécanismes idéologiques et le capital tentent une fois de plus de briser les lignes du mouvement, de donner un sens à ses contenus politiques, à ses choix de lutte et à des décennies de tradition révolutionnaire. Avant que Marianna, sa compagne, reprenne des forces et parle comme elle le souhaite et comme le souhaiterait son compagnon décédé, une propagande d'État est déclenchée contre eux, contre le mouvement et ses choix. Les calomnies de la lutte révolutionnaire sont à la pointe de la propagande contre-révolutionnaire.

Déjà vu...

Comme un sentiment de mauvais plaque le Pouvoir aime réchauffer. Rappelez-vous :

➤ Fin du XIX^e siècle, les lois scélérates, les anarchistes arrêté-es parce qu'anarchistes.

➤ Nuit du 8 au 9 mars 1976, Robert Touati et Diego R. Rosado - membres des GARI² - morts dans l'explosion

ΑΝΗΛΕΤΥΧΗ ΚΑΙ ΑΝΑΡΧΙΚΗ ΣΥΝΤΡΟΦΙΣΣΑ
ΜΑΡΙΑΝΝΑ Μ
ΤΙΜΗ ΓΙΑ ΤΑΝΤΑ ΚΑΙ ΝΕΚΡΟ ΣΥΝΤΡΟΦΟ
ΣΥΜΒΟΛΙΟ ΑΝΑΡΧΙΚΟΝ

THESSALONIQUE, 2 NOVEMBRE, BANDEROLE :
« SOLIDARITÉ À LA CAMARADE ANARCHISTE MARIANNA M.
HONNEUR POUR TOUJOURS AU CAMARADE MORT
LE CONSEIL DES ANARCHISTES »

accidentelle d'une charge de 2 kg d'explosifs, dans la foulée 26 arrestations dans les milieux libertaires de la région toulousaine, suivies de celle de Sylvie R. considérée comme complice de Robert T., embastillée, jugée trois mois plus tard et condamnée à 10 mois de prison, dont 7 avec sursis. Cette explosion pouvant en cacher une autre... Le 17 mars de cette même année 76, des « *Guerilleros del Cristo Rey* » bossant pour l'État franquiste plastiquent l'*Imprimerie 34* de Toulouse.

➤ Nuit du 30 avril au 1^{er} mai 2009, près de Chambéry, Zoé Aveilla meurt, son copain Michaël D. est grièvement blessé par l'explosion d'une bombe artisanale qu'ils manipulaient. On est quelques mois après l'affaire « Tarnac, la cellule invisible et les anarcho-autonomes »... La chasse est vite ouverte contre les squats, menée par les mêmes enquêteurs que pour Tarnac. Tout comme les magistrats chargés de l'affaire.

L'État grec, ses flics, ses juges, ses médias n'ont rien inventé. Qu'ils se rassurent, nous non plus n'avons rien inventé, toujours à réchauffer le plat joyeux de la solidarité pour les militant-es embastillé-es.

Solidarité avec Marianna, Dimitris, Dimitra, toutes les victimes de l'État grec et toutes les victimes de tous les États.

Kyriakos et son combat continuent de vivre à travers nos luttes!

Bernard P.

Groupe d'Aubenas

1. Dans le film « Z » de Costa Gavras, cette lettre était inscrite clandestinement sur les murs pour protester contre l'assassinat d'un député de l'opposition.

2. GARI : groupes d'action révolutionnaires internationalistes.



RUSSIE

AZAT MIFTAKHOV

Mésaventures à la prison de Dimitrovgrad

Depuis son transfert à la prison couverte de Dimitrovgrad [voir ML de nov.], les conditions d'incarcération du militant anarchiste Azat Miftakhov se sont sensiblement détériorées. De récents communiqués publiés par le collectif FreeAzat! révèlent une situation plutôt inquiétante, encore en évolution.

Depuis son transfert à Dimitrovgrad¹, la sécurité d'Azat est compromise par l'état mental de son compagnon de cellule. Cette situation est due tant au fait de maintenir en prison des personnes atteintes de troubles psychiques, qu'à la complaisance de l'administration pénitentiaire envers l'usage de « concepts² » et la ségrégation des personnes en fonction de leur « statut³ ».

Le système carcéral continu d'utiliser ce mécanisme d'intimidation et de subordination des détenus. Or, Azat avait révélé que pour rendre son séjour en détention plus pénible, il avait été relégué au statut inférieur des « humiliés » [4]. Malgré le nombre de prisonniers, ils ne lui auraient trouvé qu'un seul compagnon de cellule qui satisfasse à toutes les exigences de la loi, statuts et des concepts.

La paire ne fait pas l'affaire

La cohabitation s'est vite révélée problématique. Le voisin souffrirait de troubles compulsifs : à cause de son excitation, il hurle compulsivement : « enc*lés de flics ! » – chose que, bien sûr, les agents du FSIN n'apprécient pas vraiment...

En outre, il s'est avéré que le voisin souffrirait également de schizophrénie et entend des voix. Il aurait justement été placé en prison après que, sous

l'influence de l'alcool, les voix se soient intensifiées et l'aient convaincu d'incendier un bâtiment du FSB en opposition à la guerre. Il n'est pas longtemps resté opposé au régime et, repent, soutient désormais pleinement Poutine et les incartades en Ukraine, et réagit de manière excessive au moindre désaccord qu'il peut avoir avec Azat.

Oppression protocolaire

Précisant qu'il craignait pour sa vie, Azat a demandé à être installé avec quelqu'un d'autre. L'administration pénitentiaire a fait la sourde oreille et la situation s'est rapidement aggravée : l'état de santé mentale du voisin et ses interactions avec Azat se sont rapidement détériorées.

Il s'avèrerait que, selon le voisin, les voix seraient celles d'agents fédéraux qui entrent ainsi en contact avec lui... l'auraient informé au beau milieu de la nuit qu'en raison des « opinions perfides » d'Azat, il fallait le « faire taire » et lui « péter la gueule ». Après cela, Azat a réussi à se faire transférer d'urgence dans une autre cellule pour la nuit.

Aux grands maux...

Mais le problème n'a fait qu'empirer à cause du « statut » d'Azat. Non seulement il doit convaincre les matons de l'existence du problème, mais ils n'ont nulle part où le transférer. Il n'y a personne d'autre avec qui le placer si ce n'est ce malheureux patient. Du coup, la nuit suivante, Azat a été contraint de retourner dans la même cellule. En ayant bien l'intention de rester éveillé et de surveiller son voisin, et avec l'espoir qu'après le week-end, il serait temporairement transféré dans une cellule d'isolement ordinaire, comme l'avaient promis les matons.

N'ayant plus aucun espoir d'être transféré, Azat a délibérément mis le feu à de vieux journaux afin de provoquer une réaction des matons. Résultat, ces derniers ont fait irruption moins d'une ●●●



Pour soutenir Azat Miftakhov

Il semblerait que les nouvelles conditions de détentions d'Azat rendent très compliquées ses possibilités de correspondance avec l'extérieur, a fortiori avec l'étranger. Néanmoins, il resterait possible d'envoyer des courriers à sa nouvelle adresse carcérale, indiquée ci-dessous.

Adresse carcérale actuelle d'Azat Miftakhov (actualisée le 26/10/2024) :

Azat se trouve actuellement dans le centre pénitencier FKU T-1, à Dimitrovgrad.
Son adresse est la suivante :

Мифтахову Азату Фанисовичу 1993 г.р. Россия
433513, Ульяновская область, г. Димитровград, ул. Калугина, д. 66, ФКУ Т-1
Miftakhov Azat Fanisovitch 1993 FKU T-1
Kalugina Street, building n°66
Dimitrovgrad city - 433513
Oulianovsk Region
Russia

Moyens de soutien financier (actualisés le 26/10/2024) :

Depuis la France, il est possible de soutenir Azat financièrement par le biais des moyens suivants :

- Par virement YooMoney (yoomoney.ru) sur le compte n°410018826688898 ;
- Par virement PayPal sur le compte : freeazat@riseup.net ;
- Par virement PayPal sur le compte : abc-msk@riseup.net (en adressant le don à Azat Miftakhov).



RUSSIE

AZAT MIFTAKHOV

Mésaventures à la prison de Dimitrovgrad



●●● minute plus tard. Certes, cela lui a valu d'être immédiatement éloigné de son voisin... Mais il a écopé d'une semaine de mitard dans l'échange!

L'avocate d'Azat s'est entretenue avec l'administration, qui lui a assuré qu'Azat serait séparé de son voisin à l'issue de sa sanction disciplinaire. Le 30/11, Azat a été libéré du mitard et a réintégré sa cellule. Il est désormais à l'isolement et devra rester seul jusqu'à l'arrivée d'un autre détenu sous « statut »... ou jusqu'à ce que l'administration cesse de ségréguer les personnes sur la base de ce principe!

Solidarité internationale pour la libération du camarade Azat Miftakhov!

Shurochka Apogey et Nicolas Pelletier (FA69)

1. NdT. Il s'agit du centre pénitentiaire FKU T-1, située en marge de la ville de Dimitrovgrad (région d'Oulianovsk). Voir Monde libertaire n° 1867, novembre 2024.

2. NdT. Les « concepts pénitentiaires » sont des normes officieuses, souvent tacites, qui influent sur les relations que les détenus entretiennent entre-eux ainsi qu'avec le personnel pénitentiaire. Ils peuvent régir le comportement des détenus, les hiérarchies de groupes, les litiges, ou encore le partage des espaces et des ressources. Dans certains cas, l'administration elle-même peut sciemment s'adapter à ces concepts afin de maintenir l'ordre et d'éviter l'escalade de conflits.

3. NdT. Dans le système carcéral russe existe un principe de hiérarchisation des détenus : « les statuts », attribués selon leurs comportements ou antécédents. Ils impliquent des règles tacites que les détenus sont tenus de respecter et qui influencent la façon dont ils interagissent entre eux. Ceux qui occupent les positions les plus basses de la hiérarchie peuvent être exposés à certaines humiliations, sévices physiques ou violences sexuelles. C'est justement le cas d'Azat, qui a le statut « d'humilié » et se trouve tout en bas de l'échelle carcérale.

4. NdT. Voir ML 1866, oct. 2024.

ROYAUME-UNI

IWW BRITANNIQUE

Déclaration

sur l'action en justice de la CNT-CIT espagnole

Nous, l'Administration régionale du Pays de Galles, de l'Irlande, de l'Écosse et de l'Angleterre [WISE-RA] des IWW, sommes au courant d'une situation qui perdure entre la CNT-CIT et la CNT-AIT. Cette situation a donné lieu à une affaire juridique qui pourrait aboutir à ce que des collègues syndicalistes soient condamné-e-s à des amendes extrêmement lourdes voire à des peines d'emprisonnement.

En tant que membre de la Confédération Internationale du Travail [ICL-CIT], nous sommes terriblement préoccupé-e-s par ces potentielles sanctions. En tant que syndicat révolutionnaire, nous abhorrons la violence d'État, en particulier lorsque celle-ci menace ceux qui tentent de construire un monde meilleur.

Nous avons précédemment fait preuve de solidarité à l'égard des « Six de Suiza » et des peines de prison qu'ils encourent. Il serait hypocrite de ne pas faire preuve de la même solidarité avec les membres de la CNT-AIT qui sont menacé-e-s d'emprisonnement.

Nous espérons que la CNT-CIT et CNT-AIT pourront régler leurs différends par la médiation, plutôt que de recourir à la violence d'État. Notre objectif est de construire le monde nouveau à l'intérieur de la coquille de l'ancien; nous ne pouvons pas, en tant que mouvement, construire un monde libéré de toute répression étatique en brandissant cette même répression contre des collègues travailleur-euse-s.

Par conséquent, la WISE-RA appelle la CNT-CIT et la CNT-AIT à régler leurs différends par le biais d'une justice transformatrice, afin d'éviter de résoudre ces problèmes par la violence d'État.

Rien n'empêchera nos témoignages et actes de solidarité avec les syndicalistes révolutionnaires et les travailleur-euse-s en lutte avec le système capitaliste, où que ce soit. Toutefois, la solidarité ne devrait pas signifier et ne signifie pas que nous ne demandions pas des comptes à nos camarades lorsqu'ils font des faux pas et vont à l'encontre des principes importants de notre mouvement. Dans ce cas présent, nous nous sentons obligé-e-s de dénoncer ce recours à la violence d'État contre des travailleur-euse-s.

Comité exécutif des délégué-e-s de la WISE-RA des IWW

Traduit de l'anglais par Nicolas P. [FA69]



ESPAGNE

Campagne de financement pour les « six de la suiza »

La CNT-CIT (Espagne) vient de lancer un financement participatif pour soutenir les « Six de la Suiza » face à la persécution syndicale qu'ils subissent. Se reporter au dossier qui leur a été consacré dans le ML n°1864 (sept. 2024). L'appel à financement est tel que suit.

Ce financement participatif a été lancé parce que six collègues sont menacé-e-s d'incarcération pour avoir défendu leurs droits du travail, et ce uniquement au moyen d'outils syndicaux légaux.

C'est dans cet objectif que la CNT-CIT, en collaboration avec le Groupe Sofitu de soutien aux « Six de La Suiza », lance cette campagne de financement participatif. Par son biais, nous essayons de collecter les fonds nécessaires pour couvrir les frais des détenus durant leur incarcération, l'éducation de leurs enfants, le maintien de leur logement et bien d'autres dépenses de base indispensables.

Mais cette campagne de financement participatif est aussi un cri d'alerte... Parce que le Code pénal doit être revu pour que les travailleur-euse-s ne puissent pas être puni-e-s pour le simple exercice de leurs droits fondamentaux...

Participez au financement participatif pour les « Six de la Suiza » ! **Parce que le syndicalisme n'est pas un crime !**

Les différentes contributions permettront de couvrir :

- > Les amendes : imposées injustement par la Cour suprême ;
- > Les frais carcéraux : pour assurer leurs besoins essentiels ;
- > Les frais judiciaires : pour continuer le combat juridique ;
- > Les frais personnels et les soins : pour assurer leur bien-être et celui de leurs familles.

Ne les laissons pas seul-e-s ! Faites un don maintenant et faisons entendre notre voix. Votre contribution compte !

Ce projet s'adresse au grand nombre de personnes qui croient que le syndicalisme n'est pas un crime. À ceux d'entre nous qui défendent le plein maintien des libertés citoyennes et syndicales. À ceux d'entre nous qui dénoncent le fait

que le Code pénal persécute injustement les travailleur-euse-s. À ceux d'entre nous qui sont ému-e-s par la solidarité de classe. À ceux d'entre nous qui ne cesseront jamais de lutter contre la répression que le pouvoir exerce sur la classe prolétarienne. À tous-tes ceux qui se sentent comme un « Suiza » de plus.

La caisse de financement en ligne est accessible à l'adresse internet :

<https://www.goteo.org/project/financiacion-popular-en-apoyo-a-las-6-de-la-suiza> [dernier accès le 10/12/2024].

Libérez les Six de la Suiza ! Le syndicalisme n'est pas un crime !
Collègues, vous n'êtes pas seul-e-s !

CNT-CIT

Texte traduit et adapté de l'espagnol par Nicolas P [FA69].





ESPAGNE

Communiqué de la CNT-AIT : « Chronique d'une infamie »

“ L'organisation n'est, après tout, rien d'autre qu'un moyen pour parvenir à une fin. Lorsqu'elle devient une fin en soi, elle tue l'esprit et l'initiative vitale de ses membres, établissant cette domination de la médiocrité qui est typique de la bureaucratie. ”

Rudolf Rocker
Anarcho-syndicalisme, 1938

“ La liberté n'est pas commode ; c'est un état de tension permanente, une conquête continue de territoires intérieurs et extérieurs, un risque de tous les instants. ”

Luce Fabbrì
Liberté, entre histoire et utopie, 1962

Cause commune contre l'anarcho-syndicalisme L'élite dirigeante de la CNT-CIT contre l'anarcho-syndicalisme

Plus de trente syndicats de la CNT-AIT sont envoyés devant l'Audience Nationale dans le cadre de procès intentés par ceux qui dirigent l'actuelle CNT-CIT – un syndicat avec lequel, il y a moins de dix ans encore nous formions une seule organisation. La procédure judiciaire que nous subissons s'apparente à la persécution franquiste perpétrée contre les adversaires antifascistes de cette « cause commune ».

Parmi leurs revendications, ils entendent nous obliger à cesser d'utiliser « la dénomination Confédération Nationale du Travail », l'acronyme « CNT »

et, comme si cela ne suffisait pas, ils demandent 50 000 euros à chaque syndicat poursuivis. Un véritable non-sens aux conséquences évidemment catastrophiques, y compris pour le mouvement libertaire dans son ensemble.

Le 19 septembre dernier ont commencé les procès contre seize syndicats de la CNT-AIT. En octobre, dix-sept autres syndicats sont en attente de jugement, parmi lesquels le syndicat de Fraga¹ Nous ne reviendrons pas sur le pourquoi de cette situation - cela a déjà été fait il y a 3 ans dans un texte intitulé *Contre vents et marées*², ainsi que dans le communiqué *Sur les procès à l'Audience Nationale contre la CNT-AIT* rendu public en septembre de cette année³.

Cette mesure ne vise pas seulement à nuire au militantisme dissident, mais aussi à fermer les portes à toute tentative de rapprochement de positions idéologiques divergentes, dans un exercice politique excluant qui n'a rien de libertaire.

Nous tenons à souligner que la gravité des faits trahit et révèle la personnalité de ceux qui ont provoqué cette situation et qui contrôlent la soit-disant CNT-CIT, dont les traits sont typiques de l'autoritarisme, comparables aux comportements des dirigeants de n'importe quel parti stalinien ou secte religieuse.

Loin est cette année 1918 où un groupe de travailleur·euse·s fonda le *Sindicato Único* (Syndicat Unique) de Fraga. Mais dès lors, l'anarcho-syndicalisme a fait part de la société de Fraga et des plaines de la Cinca. Avec plus ou moins de répercussions quoiqu'avec des moments d'une extraordinaire pertinence historique et plus d'un siècle de présence, que ni la répression de la dictature franquiste, ni les tentatives de « démolition contrôlée » de la « démocratie », ni l'entrisme

perpétré par l'autoritarisme marxiste et partidiste, n'ont réussi à interrompre ou à éteindre.

Il nous faut également dire que, quel que soit le désaccord idéologique et humain que nous puissions avoir avec ceux qui dirigent l'actuelle CNT-CIT et avec les personnes qui les soutiennent et les justifient, dans tous les cas, nous aurons toujours la main tendue à ceux qui souffrent de l'exploitation – la solidarité de classe primant sur les idéologies et/ou les croyances.

Rappelons que, pour le militantisme confédéral de Fraga, la lutte pour la dignité et la justice sociale est toujours allée de pair avec les idées anarchistes, faisant partie intégrante de la lutte prolétarienne et de notre manière de nous organiser, en les intégrant également, autant que possible, dans notre cheminement à travers la vie... et nous continuerons de la sorte.

Longue vie à l'anarcho-syndicalisme !

Le syndicat interpro de Fraga de la CNT-AIT

(Fraga, le 28 octobre 2024)

Traduit de l'espagnol par Nicolas P. [FA69].

1. NdT. Province de Huesca, dans le Haut Aragon.

2. NdT. Texte accessible en castillan à l'URL : <https://www.cntait.org/cnt-ait-contra-viento-y-marea/> (dernièrement accédé le 07/12/2024); et en traduction française à l'URL : <https://liberteouvriere.com/2022/08/15/la-cnt-ait-espagnole-contre-vents-et-marees-2021/> (dernièrement accédé le 07/12/2024).

3. NdT. Voir la traduction dudit communiqué dans le ML n°1866 (nov. 2024).



Confederación Nacional del Trabajo
Asociación Internacional de los Trabajadores



ESPAGNE

Soutien de la CGT aux personnes trans



La CGT espagnole a apporté son soutien à l'initiative de la Fédération Plateforme Trans pour que soient reconnus les membres du Collectif des LGBTQIA+ comme victimes de la répression franquiste.

Le projet présenté le 20 novembre 2024 au Congrès des députés par la Fédération Plateforme Trans, par la voix de sa présidente Mar Cambrollé, demande la reconnaissance de la souffrance des membres du Collectif et une aide économique pour ceux/celles qui furent persécuté-e-s, torturé-e-s, assassiné-e-s.

La CGT organisait ce matin-là un rassemblement devant le Congrès des députés, avec des activistes trans et membres du Collectif LGBTQIA+, au moment où était présentée une proposition de Loi de Mémoire et Justice pour la réparation des persécutions subies par les personnes trans et LGBTQIA+ pour motifs d'identité et/ou expression de genre ou orientation sexuelle.

Par cette initiative, la Fédération Plateforme Trans veut continuer à progresser

dans la conquête et la reconnaissance des droits et libertés pour ces personnes qui, durant presque 40 ans de régime franquiste, ont dû subir les persécutions, emprisonnements, stigmatisation et négation des droits fondamentaux pour le simple fait de ne pas se conformer aux rôles normatifs imposés aux hommes et aux femmes dans la société espagnole de l'époque. De plus, pendant la Transition¹ et la démocratie qui a suivi, on a continué de harceler les personnes LGBTQIA+ qui, dans certains cas, souffrent encore de cette discrimination de la part de groupes réactionnaires et nostalgiques [du franquisme - NdT].

Pour le Collectif, c'est de la justice sociale que reconnaître et réparer tout ce que durent subir des milliers de personnes pendant des décennies de notre histoire récente. Dans ce sens, accepter ces revendications participe de la construction d'une société plus tolérante et avancée en droits et libertés pour toutes ces personnes trans. En rapport avec cette réalité, l'activiste Mar Cambrollé a rappelé devant le Parlement qu'il ne faut pas non plus oublier toutes les femmes qui furent injustement internées dans l'institution franquiste nommée « *Patronage de Protection de la Femme* »,

qui fonctionna jusqu'en 1985 et où fut enfermée toute femme qui ne « communiait » pas avec les valeurs morales du régime de Francisco Franco. Une répression brutale, tant physique que psychique, fut exercée sur les femmes et les adolescentes dans ces centres fermés et contrôlés majoritairement par des ordres religieux.

Comme elle l'a toujours dit, la CGT considère que toute avancée des droits du Collectif LGBTQIA+ est aussi une avancée pour l'ensemble des membres de la classe ouvrière dans la lutte quotidienne de celles et ceux qui visent à l'avènement d'une société meilleure. Dans ce sens, la CGT considère que tout apport rendant possible la reconnaissance historique, le parcours et l'actualité des personnes trans et LGBTQIA+ est autant importante que nécessaire.

**Cabinet de presse
du Comité confédéral de la CGT**
Traduction Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

1. NdT : Transition dite « démocratique ». Période qui a suivi la mort de Franco (1975). Processus ayant permis la sortie de la dictature et la mise en place d'un régime démocratique.



IRAN

ABSURDITÉ TOTALITAIRE

LA PEINE DE MORT CONTRE LES IRANIENNES



PHOTO HOSSEINRONAGHI

Qu'arrivera-t-il à Parastoo Ahmadi et aux musiciens qui l'accompagnaient ? La Loi sur la protection de la famille par la promotion de la culture de chasteté et du hijab a été prévue d'entrer en vigueur le 13 décembre 2024 en Iran, deux années après le soulèvement *Femme Vie Liberté*. Les autorités iraniennes visent ainsi à effacer, encore davantage, les droits des femmes et des filles, en prévoyant la peine de mort, la flagellation, l'emprisonnement et autres sanctions pour écraser le soulèvement contre le port obligatoire du voile. Cette loi honteuse et inhumaine met gravement en danger des millions de femmes iraniennes.

Parastoo Ahmadi, 27 ans, et ses musiciens avaient pleinement conscience des risques encourus pour ce concert d'une demi-heure et de sept chansons, le 11 décembre, dans un caravansérail. Ce concert avait été annoncé sur *Instagram* et retransmis en direct sur sa chaîne *YouTube*. Son prénom Parastoo veut dire hirondelle. Les repréailles n'ont pas tardé, la chanteuse et deux de ses musiciens, le guitariste Soheil Faghih-Nasiri et le pianiste Ehsan Beiraghdar, ont été arrêtés ce samedi 14 décembre. Autant le concert a ébloui des centaines de jeunes Iraniens et Iraniennes, autant l'inquiétude régnait. En effet, bravant tous les dangers, Parastoo s'est produite cheveux au vent, dans une robe noire près du corps et les épaules découvertes. « *Je suis Parastoo, une fille qui veut chanter pour les gens qu'elle aime. C'est un droit auquel je ne pouvais pas renoncer - chanter pour le pays que j'aime si passionnément* », avait-elle écrit sur son compte *Instagram* pour expliquer sa décision. Elle était déjà connue lors des manifestations de 2022, notamment en interprétant la chanson *Az Khoon e Javanan e Vatan* (Du sang de la jeunesse de la patrie). Elle revendique cette liberté de chanter tête nue a contrario de l'interdiction faite aux femmes de chanter dans les rassemblements publics, de même qu'à la radio et à la télévision.

Son geste est d'autant une provocation que la nouvelle loi sur le hijab criminalise les femmes parce que femmes. Cette loi avait été rédigée par les autorités iraniennes en mai 2023, mais non ratifiée par

le président iranien. Ceci dit, le président du Parlement a annoncé qu'elle serait applicable le 13 décembre 2024.

La nuit tombe sur les femmes iraniennes

Ainsi, la *Loi sur la protection de la famille par la promotion de la culture de chasteté et du hijab* sanctionne par de lourdes peines de prison et de fortes amendes, dans les cas de « la promotion ou la propagation de la nudité, de l'indécence, du dévoilement ou de mauvaises tenues vestimentaires » en collaboration avec des entités étrangères. L'article 37 précise que si la conduite équivaut à de la « corruption sur terre », elle peut être punie de mort en vertu de l'article 286 du Code pénal islamique. Les femmes qui envoient des vidéos d'elles sans voile à des médias étrangers peuvent être condamnées à mort.

Celles qui militent pacifiquement contre le port obligatoire du voile peuvent être, aussi, condamnées à mort. Dans l'article 38, quiconque « insulte ou tourne en dérision le hijab » ou « promeut la nudité, l'indécence, le dévoilement et les mauvaises tenues vestimentaires » s'expose à une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans, une interdiction de voyager et/ou une amende. La loi interdit l'importation et la vente de vêtements, de statues, de poupées, de mannequins, de tableaux, de livres et de magazine « promouvant la nudité, l'indécence, le dévoilement et les mauvaises tenues vestimentaires ». En cas de récidive, les condamnées ne pourront

plus voyager à l'étranger ni renouveler le passeport ou le permis de conduire.

L'article 59 encourage les violences contre les femmes en accordant également une impunité totale aux responsables en charge de faire « respecter » le port obligatoire du voile. La loi étend les pouvoirs des services de renseignement et de sécurité, notamment la police, le ministère du Renseignement, l'Organisation du renseignement du Corps des gardiens de la révolution islamique et les *bassidjis* (miliciens volontaires), pour imposer le port obligatoire du voile. Toute personne qui tente d'empêcher l'arrestation, le harcèlement et les attaques violentes contre les femmes et les filles défiant l'obligation de porter le voile peut être emprisonnée ou condamnée à une amende selon l'article 60.

Même si Parastoo a été relâchée – un million de vues en quelques heures sur *YouTube!* –, il est trop tôt pour savoir le sort qui lui sera réservé. Depuis la mort de Jina Mahsa Amini, le 16 septembre 2024, les autorités iraniennes tentent de consolider le système déjà étouffant de répression contre les femmes et les filles en intensifiant leur répression afin de briser toute contestation. C'est sur les femmes que la tyrannie pèse d'abord, mais cela impacte par la terreur toutes et tous.

Solidarité avec Parastoo Ahmadi et avec toutes les Iraniennes !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

DEUX CLOCHES ET UN BOURDON À NOTRE DAME

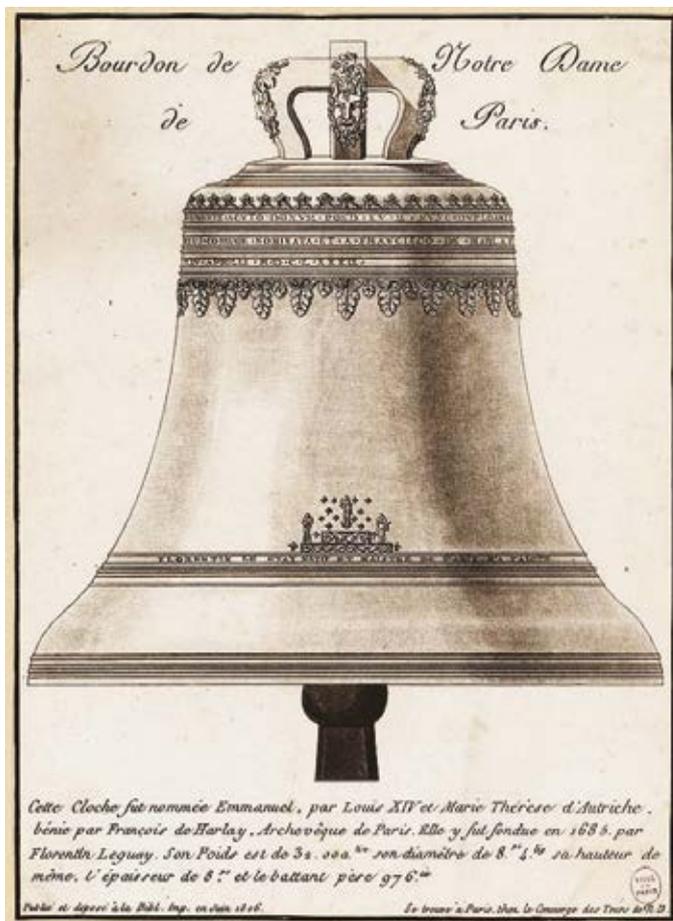
Un billet... incendiaire (?) bricolé pour une cérémonie à la gloire d'un dissolvant en chef qui aura bien du mal à recoller les morceaux.

Après la fête des JO, la fête de la réno... Trois mille invités conviés pour « frimer » (faire de la figuration) devant les caméras d'un réalisateur plutôt lelouche mais rassurez-vous, vous n'en faites pas partie. Si c'était le cas, je ne vous causerais plus. La cathédrale notre-dame de Paris sera la toile de fond de l'épopée hagiographique (1) à la gloire du maître d'oeuvre de toutes choses et notamment des travaux de rénovation qui resteront sa grande oeuvre avec les jeux olympiques. Comment avons-nous pu survivre à trois mois sans défilé ni distribution de décorations, sans pantheonisation ni hommages républicains et discours gnangnan? Il devenait urgent d'organiser un événement qui ait un autre éclat qu'une censure de gouvernement.

Les têtes d'affiche de ce western spaghetti, trois nouilles. Le bourdon Emmanuel, classé monument historique, qui tinte en fat (comme il fallait s'y attendre) et deux cloches, Anne de Paris et Valérie la versaillaise cachée à l'arrière plan, essayant désespérément d'impressionner au moins la pellicule. Pour assurer l'animation, D.J. Donald et son fameux pas chaloupé, probablement invité par la ministre de la culture trop tôt disparue.

Que nos amis ploucs et ceux qui ne pourront pas approcher de la Seine et la figure du roi se rassurent, la cérémonie sponsorisée par les entreprises de travaux publics du Grand Paris sera retransmise sur les chaînes d'une télé de maçon avec un commentaire superlatif de madame - T'es toujours là - Salamé. La préfecture de police a prévu une distribution de saint chreme et d'onctions de horions au cas où des manifestants feraient l'apologie du terrorisme. Madame Damidot, mannequin des éditions Marabout remettra le Prix de la Dissolution 2024 au président de la République, avant que la journée se termine avec le tirage au sort du concours « J'apprends à bricoler un programme » organisé sur le parvis. Premier prix, un séjour de moins de trois ans à l'hôtel de Matignon.

Les éternels opposants au maître des horloges doivent reconnaître les talents divinatoires de celui qui a réussi à placer la cérémonie de fin de chantier entre le black friday et la chute de son gouvernement, à presque cinq ans de distance. N'étant hélas pas Jupiter qui veut, il n'a eu aucune influence sur le dieu de la météo et une pluie persistante devrait venir gâcher cette journée du culte. Pire, si le cinglé argentin, la néo fasciste italienne et le criminel saoudien compteront parmi la cinquantaine de chefs d'état macron-compatibles présents, il



LA CLOCHE NOMMÉE «EMMANUEL» PAR LOUIS XIV ET MARIE-THÉRÈSE D'AUTRICHE

manquera le pape. A moins d'un miracle de dernière minute, le maître de nos déplaisirs devra donc se contenter d'une banale couronne de lauriers fanés, semblable à celle qu'il se tresse régulièrement et de la badine qu'il agite régulièrement au lieu de la couronne et du sceptre qui auraient ajouté une touche impériale au « Napoléon le quatrième qui déjà perçait sous Macron » pour paraphraser un gars qui a écrit quelques pages sur la question. Pour revenir à la démission du gouvernement, Emmanuel a eu raison de renvoyer celui qui aurait pu lui faire concurrence puisque c'est « la savoyarde »(2) qui est la plus grosse cloche de France, devant l'« Emmanuel ».

Jean Claude Lénervé

1. On ne chipotera pas pour les deux ou trois jours de décalage. D'autant que si ça se trouve, il avait même programmé la date de l'incendie.
2. Du nom de la cloche de la basilique de Montmartre (Wikipedia).



Embrigadés dans les Brigades internationales ? Orwell, également !

***Mientras dure la guerra* (Lettre à Franco; 2019) d'Alejandro Amenábar¹ s'achève sur le fameux discours de Miguel de Unamuno prononcé le 12 octobre 1936 à l'Université de Salamanque. Le discours faisant office de point d'orgue du film tout en le clôturant magnifiquement, or il est établi que ce discours a été écrit en réalité en 1941, cinq ans après l'événement, par Luis Gabriel Portillo, un républicain en exil à Londres depuis 1939. Bien qu'ancien professeur de l'université de Salamanque, il n'était pas présent lors de la fameuse séance. En 1941, Luis Portillo travaillait à la BBC où il côtoyait George Orwell**

D'aucuns pensent qu'Orwell lui aurait prêté main forte pour la rédaction de ce trop célèbre discours. Trop célèbre, car apocryphe, mais repris ensuite, sans distance critique, par Hugh Thomas dans *The Spanish Civil War*, livre sur la guerre d'Espagne qui servit longtemps de référence. L'année suivante, le discours est déclamé avec l'emphase nécessaire à la mobilisation contre Franco dans *Mourir à Madrid* de Frédérique Rossif et, dès lors, très largement diffusé.

Simone Weil avait déjà été l'objet d'un embrigadement hautement illégitime dans les Brigades internationale². Une recherche sur le discours de Portillo, sans prétention d'exhaustivité, permet de noter, au moins à deux reprises, une référence à George Orwell en tant que membre des Brigades internationales... »

« Luis Portillo et Arturo Barea ont rencontré à la BBC l'écrivain George Orwell, toujours solidaire des républicains en exil. Ce n'est pas pour rien qu'il avait participé à la guerre civile espagnole en tant que milicien en Catalogne, faisant partie des Brigades internationales³. »

« Luis Gabriel Portillo a vécu en exil depuis 1939 à Londres, développant pendant des décennies une fructueuse carrière de journaliste pour divers

médias, collaborant avec d'autres exilés tels qu'Arturo Barea, et avec d'anciens membres des Brigades internationales comme l'écrivain George Orwell⁴. »

Simone Weil avait quitté l'Espagne avant la création des Brigades internationales... Quant à George Orwell embrigadé...

Sans être un spécialiste de la guerre d'Espagne, une simple lecture d'*Hommage à la Catalogne*, la matrice de son œuvre et du sens de son engagement politique, devrait dissuader de le mobiliser dans les rangs des Brigades inter-

nationales. À son arrivée à Barcelone, Orwell a choisi de s'engager dans la milice du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste).

Engagé sur le front d'Aragon, il est grièvement blessé : une balle lui traverse la gorge. Encore convalescent, George Orwell a dû se cacher pour échapper aux sbires du NKVD qui faisaient la chasse aux Poumistes et aux anarchistes après l'écrasement du mouvement révolutionnaire en mai 1937 à Barcelone. George Orwell n'a eu la vie sauve que parce qu'il réussit



AVEC SA GRANDE TAILLE, GEORGE ORWELL EST RECONNAISSABLE AU DERNIER RANG DES MILICIENS DEVANT LA CASERNE LÉNINE.



à passer la frontière clandestinement. Andrés Nin, un des fondateurs et dirigeants du POUM, et Camillo Berneri, philosophe, écrivain et militant libertaire, n'eurent pas cette chance et furent assassinés comme tant d'autres...

Or, les Brigades internationales servirent, à l'occasion, d'auxiliaires du NKVD. En évoquant le procès des militants du POUM, leur chef, André Marty, put dire devant le Comité central du PCF, le 22 novembre 1938 : « Je suis bien certain que si, dans des circonstances analogues à l'Espagne, les travailleurs français trouvaient devant eux des poumistes, ils n'auraient pas mis huit mois pour les juger. » Et les liquider... Grâce à son zèle éradicateur, André Marty y gagna le surnom de « Boucher d'Albacete ».

Une couverture en forme d'oxymore

Malgré toutes ces données historiques, la couverture de l'édition de poche proposée par 10/18 **1** en 1999 est illustrée précisément par une (très belle et très célèbre) photo de Robert Capa prise en 1938 lors de la cérémonie d'adieu des brigades internationales...

Quel confusionnisme!

Mais un confusionnisme qui a du sens. La couverture doit accrocher le regard et contribuer à faire acheter. Les responsables du marketing de l'Union générale d'éditions (UGE) ont dû choisir la photo de Capa pour ses qualités esthétiques et, mais surtout, en raison de sa notoriété : elle évoque la guerre d'Espagne auprès d'un très large public que lesdits responsables postulent largement ignorant des « subtilités » de ce conflit. À moins qu'ils soient également ignorants : les écoles de commerce n'encomrent pas leurs programmes de cours d'histoire...

Indépassable, Tzvetan Todorov doit être, à nouveau, cité :

« La réception des énoncés est plus révélatrice pour l'histoire des idéologies que ne l'est leur production; et lorsqu'un auteur se trompe ou ment, son texte n'est pas moins significatif que quand il dit vrai; l'important est que le texte soit recevable par les contemporains, ou qu'il ait été cru tel par son producteur. »

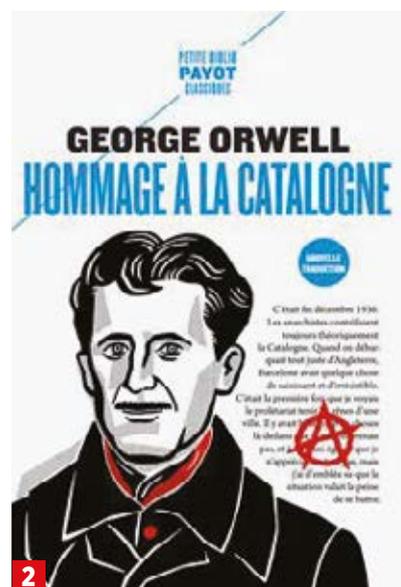
Le choix de la Petite Bibliothèque Payot **2** n'est guère plus pertinent... En effet, même si l'iconographie choisie n'est pas scandaleuse, George Orwell n'a jamais été anarchiste. Et là aussi, une simple lecture d'*Hommage à la Catalogne* aurait dû suffire. Quant à l'utilisation du A cerclé, logo inventé à la fin des années 1960, elle est tout simplement anachronique.

À tout prendre, le choix de la première édition en poche **3**, sous le titre *La Catalogne Libre*, était plus judicieux...

L'effondrement du bloc communiste n'a pas entraîné la fin de la domination de sa vision idéologique, de son interprétation de l'histoire. Elles continuent de remplir une double fonction. Pour les (rares) nostalgiques du communisme, elles servent à occulter, à combattre les alternatives à leur pensée mortifère. Pour les thuriféraires du capitalisme, elles permettent de faire accroire, comme durant la Guerre froide, qu'il n'existe pas d'alternative (TINA! pour Madame Thatcher) ou plutôt que l'alternative est pire que le mal. C'est bien connu : *La démocratie est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres.*

Mato-Topé

1. <https://divergences.be/spip.php?article3895>
2. Cf. Mato-Topé, *Simone Weil embrigadée... dans les Brigades Internationales!*, *Le Monde Libertaire*, n°1556, du 14 au 20 mai 2009, p.17.
3. Blog de Historia de Fernando (c'est moi qui souligne). <https://www.comounlibro.com/2022/11/28/luis-portillo-y-arturo-barea-en-reino-unido/>
4. (c'est moi qui souligne) <https://centenario.usal.es/la-memoria-de-unamuno-a-traves-del-relato-de-luis-gabriel-portillo/>



Louise Michel

Texte : Anarlivres.org & Dessins : OLT - (CC BY-NC-SA)



Fille d'une servante et certainement du fils des châtelains chez qui sa mère travaille, Louise Michel naît au château de Vroncourt (Haute-Marne). Elle grandit auprès de sa mère, choyée par « ses grands-parents », recevant une éducation libérale et une bonne instruction.



En 1852, elle obtient le diplôme nécessaire pour devenir institutrice et ouvre une école libre. Après quelques années d'enseignement en Haute-Marne, Louise Michel décide de s'installer à Paris où elle trouve un emploi d'institutrice dans un pensionnat.



En 1865, elle vend ses biens pour acheter un externat dans le XVIII^e arr. Elle y enseigne, tout en ayant des activités charitables.

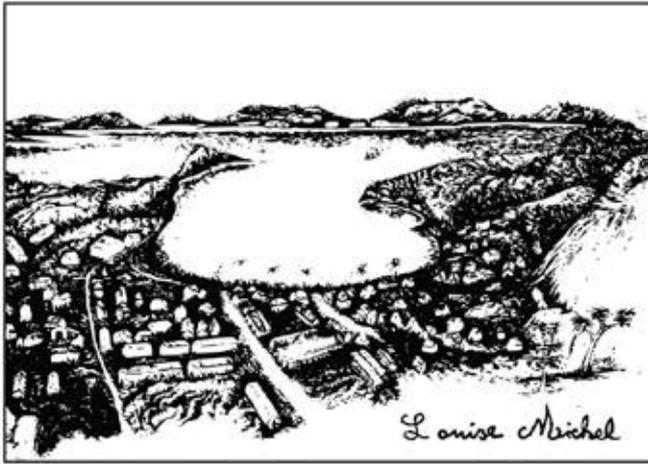


A partir de 1869, elle suit les cours d'instruction populaire organisés par les républicains et c'est ainsi que débute son engagement politique et militant. Dans Paris assiégé (septembre 1870), Louise Michel fréquente le comité républicain de vigilance du XVIII^e arr. Elle participe, jusqu'à la fin, à toutes les actions de la Commune.



Incarcérée à Versailles, Louise Michel se montre très digne et courageuse pendant son procès au cours duquel elle est condamnée à la déportation dans une enceinte fortifiée. Après deux ans de prison et quatre mois de bateau, Louise Michel arrive sur les côtes de la Nouvelle-Calédonie en décembre 1873.





Louise Michel est émerveillée par la beauté de cette terre d'exil et s'intéresse immédiatement à la culture et aux mœurs des Canaques, les soutenant lors de leur révolte en 1878.



Après cinq ans de détention, elle peut s'installer à Nouméa où elle reprend ses activités d'institutrice. En 1880, l'amnistie générale lui permet de rentrer en France.



Famine... et arrestation de douze mille républicains, socialistes et anarquistes en Italie. — Le peuple espagnol trompé, enrégimenté et poussé à une guerre nationale par les dirigeants. — De Montjuich à Cuba — Dupérisse du Suffrage Universel — Le pain cher.

MEETING PUBLIC

SALLE DE L'HARMONIE, 34, rue d'Angoulême

Samedi 11 juin, à 8 h, 1/2 du soir

avec la présence de

LOUISE MICHEL

Laurent TAILMADE, Charles MALATO

Les orateurs de 89, d'aujourd'hui, d'été des droites, s'opposent à la gauche. Les socialistes des grands républicains et républicains, qui veulent l'ÉPIQUE, sont repoussés dans le sang. La RÉACTION internationale allie et saigne abjectement les progrès. Le sang de la France est assés. Les gens de l'ancien monde et rétrograde et détraqué à la Chambre et dans le pays.

Le meeting universel est un. Écrivez nous. — Ne craignez pas vos associations, ne nous laissez pas surprendre.

LES ORGANISATEURS

ENTRÉE: 0 fr. 50 centimes

Les places sont gratuites.



Jusqu'à sa mort, Louise sera, pendant vingt-cinq ans, une militante infatigable. Elle parcourt la France, l'Angleterre, la Hollande et la Belgique pour donner des milliers de conférences, entrecoupées de périodes d'emprisonnement.



En janvier 1888, au cours d'une réunion publique au Havre, un homme tente de l'assassiner en tirant deux coups de revolver. Elle est touchée à la tempe et les médecins ne pourront jamais retirer la balle qui reste logée près de son cerveau.



Au cours d'une tournée de conférences dans les Alpes, elle prend froid et décède de pneumonie à Marseille le 9 janvier 1905. Son corps est ramené à Paris et, le 22 janvier 1905, une foule immense suit son cercueil dans les rues jusqu'au cimetière de Levallois-Perret.



Il court, il court l'insoumis... Mémoire des luttes antimilitaristes

Quatrième partie

Le revoilà, Franck Thriot, insoumis au sortir de 68. Les antimilitaristes multiplient les actions, le vent tourne en leur faveur dans l'opinion publique. Mais têtu, le Pouvoir persiste à les traîner devant la justice. Alors...

Le Comité de Coordination pour le Service civil, qui regroupe une soixantaine d'associations nationales et locales, propres sur elles, accueillant des objecteurs durant les deux ans, décide de rencontrer un conseiller technique du ministère de l'Agriculture afin d'exiger la cessation des poursuites. Fin de non-recevoir du docile rond-de-cuir à Iorgnon. Il devient donc évident aux plus réformistes que le processus de compromis avec l'État est bloqué, ce qui va expliquer la rapide radicalisation des objecteurs insoumis à l'ONF vers l'insoumission totale, assortie dorénavant d'une vision plus globale de l'oppression. Dans les périodes de durcissement des appareils d'État, l'emprise du militarisme s'étend visiblement jusque dans la vie quotidienne, la nécessité de la destruction de l'appareil mortifère s'impose alors et dépasse « la simple » opposition au militarisme. L'antimilitarisme est constitué de militants venant d'horizons très divers qui, pour le rendre « efficace », effacent pour les circonstances leurs conceptions politiques divergentes, cette formation-coin-de-rue donnant le spectacle d'une unité de façade, un « front de lutte », qui ne peut laisser place qu'à des combats au coup par coup. Cette tactique tiendra lieu de réflexion afin de « séduire » un spectre politique large. Il en est de même pour l'antifascisme et l'écologisme.

Mensch... etc.

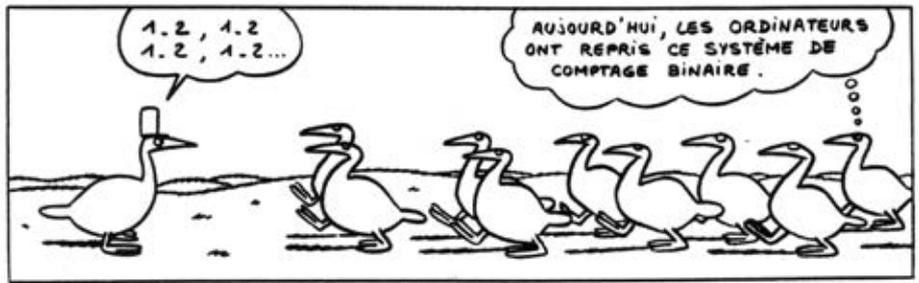
Alain Véniat va plus loin que les autres : déserteur, il est incarcéré à Fresnes où il refuse la zonzon, la grille, les attifiaux, le cantinage, le parloir, le toubib, les ordres des matons. Refusant tout ce qui entretient la survie en prison, il est puni de quinze jours de mitard. Pour rompre cet isolement forcé et avoir voulu informer les familles des autres détenus, quatre de nos camarades ont été embarqués par la flicaille devant la porte de la prison. Lorsqu'il est jugé au Tribunal Permanent des Forces Armées (TPFA) à la caserne Reuilly à Paris, il déclare : « *Je m'insoumets totalement à la prison, le faisant, je n'ai évidemment droit à aucune faveur, d'ailleurs les faveurs je les refuse toutes. Je me refuse d'entrer dans le petit jeu affreux, sadomasochiste, qui est le cœur même de l'existence des prisons. Les vexations, les humiliations, les violences qu'on prétend m'imposer, nous sommes trois mille ici, à Fresnes [...] les subir* ». Hyper frontal. Pas du genre à chercher la réforme psychiatrique P4...

C'est un *mensch*, comme on dit en yiddish, un type bien. Le 14 décembre 1973, six membres du GIT de Lyon comparaissent

LA GUERRE

**Les États l'organisent...
Les médias la commentent...
Les peuples en crèvent !**

devant la sixième Chambre Correctionnelle pour « *injures envers la police et l'armée* ». Dehors, cinquante manifestants, bien sûr barbus-hirsutes-menaçants et dépenaillés, déploient des banderoles : « *Nous sommes tous des insoumis du vieux monde* » et aussi « *armée - police - justice - répression* ». L'un des inculpés déclare aux juges, chats-fourrés en col de blanche-hermine : « *Votre justice ne nous intéresse pas. Nous nions à quiconque le droit de disposer de notre vie et de notre liberté. Nous nions le droit à des militaires de nous obliger à passer un an de notre jeunesse dans une caserne. Nous nions le droit à des policiers de nous interpellier, de nous matraquer, de nous garder à vue. Nous nions le droit à des magistrats de nous juger, et de surcroît, de nous condamner...* ». « *Retournez à votre place!* » hurle le président, écumant de rage, lèvres blanches. Les cinq, inculpés pour injures, quittent le tribunal en lançant des slogans. Mille francs d'amende chacun. Le procès de Bruno Hérial, emprisonné depuis début novembre, étant prévu pour le 5 février, le ciel étant bleu, nous décidons de réoccuper, dès le 1^{er} février 1974, l'hospitalier clocher de Ménilmontant, pour deux petits jours seulement, le temps d'une piquûre de rappel à Raymond Marcelin, premier flic de France : « *Ne bouge pas Raymond, approche tes grosses fesses. Mais non, ça fait pas mal...* » Délai écoulé, on replie les canes et les moulinets, les piquouses et les clystères en prenant quand même le temps d'une brève manifestation de bonne humeur sur le parvis, à une trentaine, sans la présence d'un seul de ces gros feignassous des RG déjà partis en week-end chez Mamie en montagne. Ce second choc au popotin du gros Raymond lui prouvera que les luttes sociales ne se jouent pas seulement à grand renfort de matraquages.



Les antimilitaristes attaquent

On apprend à tous âges et c'est pas terminé pour le cochonou. À preuve : exactement au même moment, plusieurs dizaines d'antimilitaristes forcent les portes de la caserne Duplex, (Régiment du train, dans le 15^e), pour déposer une gerbe au monument aux morts, dans la cour, en hommage aux huit soldats du contingent - de jeunes troufions, quoi - venant de mourir d'un accident dans le tunnel de Chézy, le 23 janvier dernier. *Le Monde* relatera : « Ces manifestants, qui faisaient partie d'un cortège comprenant deux mille personnes, se sont ensuite dispersés. La manifestation avait été organisée par le Comité de Défense des appelés (CDA), le Comité Antimilitariste, le Comité de Soutien aux Objecteurs et le MDPL afin de dénoncer la responsabilité des autorités militaires dans l'accident de Chézy et exiger leur traduction devant les tribunaux civils. Les manifestants entendront aussi apporter leur soutien à Monsieur Bruno Hérial. Au même instant, à Toulouse, plusieurs antimilitaristes se sont enchaînés de 17 h à 19 h sous la verrière de la gare Matabiau afin de protester contre la condamnation, pour refus de porter l'uniforme, de Monsieur Paul Poitrot, à deux ans et demi de prison par le TPF de Bordeaux ». Deux jours plus tôt, encore à Toulouse, on condamnait deux objecteurs refusant l'affectation autoritaire à l'ONF. Pour mieux organiser nos journées d'actions autour des procès, nous avons formé un Collectif Judiciaire ayant sa Commission pour l'armée, avec le Mouvement d'Action Judiciaire (MAJ) animé par l'avocat Jean-Jacques de Felice, dont la tête dépasse des cheveux, et son fringant collègue Alain Even. J'y représente le GIT et Robert notre SOC. Dans un autre article, Michel Castaing écrira :

« ... il est révélé, dans ces colonnes (*Le Monde* du 17 octobre 1973) que des « bulletins de renseignements sur l'adversaire intérieur » sont régulièrement établis par le Deuxième Bureau. Ils concernent les activistes de divers partis, mouvements, organisations politiques et syndicales d'opposition. [...] La presse antimilitariste « underground » (Lettre des objecteurs, Crosse en l'air, Rompez les rangs, Lutte antimilitariste, etc.) se développe, malgré les poursuites, les condamnations et les interdictions. Les actions ponctuelles se multiplient : renvois ou destructions de livrets militaires, grèves de la faim [...] refus symbolique d'acquiescer l'impôt [...] redistribué aux paysans du Larzac, inscription sur les bâtiments militaires et sur les monuments aux morts, destructions publiques de drapeaux nationaux, interventions lors de cérémonies militaires, « journées d'actions » le 14 juillet et le 11 novembre, etc. [...] pénétration d'une dizaine de militants du GARM [...] dans le PC atomique du Mont Verdun [...] et, plus récemment, l'occupation, pendant une semaine, par des membres du GIT de Paris (Groupe d'Insoumission Totale), du clocher de l'église ND de la Croix, à Paris XX^e ».

Puis Michel Castaing rappelle les opérations des Comités de Défense des Appelés (CDA) dans les casernes, les trains de

permissionnaires et les mouvements de protestation contre les brimades et les corvées, comme à Nice où plusieurs dizaines de soldats ont été aussitôt mutés et dispersés.

Un aspect de la lutte des classes

« C'est que le terrain est propice et un certain nombre d'éléments - essais nucléaires et danger atomique, ventes d'armes à l'étranger, militarisation de secteurs d'économie, interventions de l'armée dans les conflits sociaux, etc. - suscitent une réflexion de plus en plus critique. » Après avoir évoqué la lutte des paysans du Larzac, Castaing continue en évoquant la DOT (Défense Opérationnelle du Territoire) censée empêcher l'occupation du pays par un ennemi extérieur, dont « les autorités » disaient, dès 1970, qu'elle était « désormais organisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la nation en Mai 1968 ». Il rappelle aussi l'utilisation de l'armée dans les conflits sociaux très récents : Lip, grève des éboueurs parisiens, aiguilleurs du ciel, transports en commun, etc. « Cette conviction que « l'armée est au service du capital » conduit un certain nombre de jeunes à fonder leur opposition dans le refus global de l'actuel système économique et politique. Pour eux, tout est lié, et la lutte contre l'armée n'est plus qu'une partie de leur démarche non violente, pacifiste, libertaire ou révolutionnaire, un aspect de la lutte des classes. Beaucoup refusent l'objection de conscience et se déclarent « insoumis totaux ». Ils militent au sein du GIT. Plusieurs centaines assurément, et leur influence est croissante dans le courant antimilitariste. [...] Au total, un millier de jeunes gens seraient incarcérés pour faits antimilitaristes et plus d'un millier d'autres seraient en situation irrégulière. Ces chiffres minimaux sont sans doute au-dessous de la réalité [...] En relation avec des organisations comme celles qui mènent des « luttes d'insoumission » comme le Comité d'Action des Prisonniers (CAP) ou le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), les divers groupes antimilitaristes [...] sont à la recherche de leur unité ». La presse sympathisante nous soutiendra : *Front libertaire*, *Monde libertaire*, des publications alternatives éphémères puis *Charlie Hebdo*, *l'Union Pacifiste*, etc. L'extrême gauche, qui rêve d'armée rouge, boudera ces dangereux insoumis à toute armée, pour elle chair à goulag. De son côté, la social-démocratie traîne la savate, le PS surtout, le PSU un peu moins, faut bien se démarquer.

Franck Thiriot

[À suivre...]

Retrouvez les trois premières parties de ce texte sur le *Monde libertaire* en ligne [https://monde-libertaire.net/index.php?artclen=8055, 8089 et 8137](https://monde-libertaire.net/index.php?artclen=8055,8089%20et%208137)

Le Monde libertaire en ligne (monde-libertaire.net), le complément hebdomadaire du Monde libertaire papier.



« Déportations massives », disent-ils...

L'un des buts proclamés du Department of Government Efficiency (DOGE, « ministère de l'Efficienne gouvernementale ») de Donald Trump, avec Elon Musk et Vivek Ramaswamy à sa tête, est de réduire le budget fédéral américain d'environ un tiers, soit 2 000 milliards de dollars. Trump a déclaré que le DOGE contribuerait à « *démanteler la bureaucratie gouvernementale, à supprimer les réglementations excessives, à réduire les dépenses inutiles et à restructurer les agences fédérales*¹ ».

En août 2024, Trump avait déclaré durant sa campagne que, s'il était élu, il serait prêt à confier à Musk un rôle de conseiller. En réponse, Musk avait écrit un message sur X : « *Je suis prêt à servir* », accompagné d'une image créée par l'IA, le montrant debout devant un pupitre portant l'inscription « Department of Government Efficiency **2** ». Le *New York Times* se demande si le fait que les entreprises de Musk soient des sous-traitants du gouvernement fédéral n'entraînerait pas un conflit d'intérêts avec son projet de travail au sein du nouveau ministère. Est-il encore temps de se poser ce genre de questions, sur de simples « dommages collatéraux » de la création du DOGE, alors que l'artificialisation algorithmique des modes de décision politique, économique, sociale, etc., se met en place sous nos yeux à une vitesse ahurissante ? Musk a d'ailleurs répondu par anticipation au *New York Times*. Il décrit la déréglementation comme la *seule* voie vers le programme de colonisation de Mars par SpaceX (!), et, moins anecdotique, il a promis de « débarrasser le peuple du gouvernement, qui n'ira plus piocher dans ses poches **3** ».

In « tronçonneuse » we trust...

Selon CBS News : « *Ces nominations, annoncées par M. Trump mardi, soulèvent toute une série de questions, notamment celle de savoir si MM. Musk et Ramaswamy auront le pouvoir de modifier les dépenses fédérales, étant donné que c'est le Congrès qui autorise les dépenses de la nation, ainsi que celles des domaines dans lesquels les hommes d'affaires pourraient chercher à réduire les dépenses. Dans le cadre du plan, le DOGE n'est pas un ministère gouvernemental officiel, ce qui soulève d'autres questions quant à ses pouvoirs et à son mode de fonctionnement.* »

« *S'exprimant jeudi soir à Mar-a-Lago lors d'un gala organisé par le groupe de réflexion de droite America First Policy Institute, M. Ramaswamy a remercié M. Trump "d'avoir fait en sorte qu'Elon Musk et moi-même soyons en mesure de commencer les déportations massives de millions de bureaucrates fédéraux non élus de la bureaucratie de Washington. Et je ne sais pas si vous connaissez déjà Elon, mais il n'apporte pas des ciseaux, il apporte une tronçonneuse, et nous allons nous attaquer à cette bureaucratie"* a ajouté M. Ramaswamy. « *Ce sera très amusant **4*** ».

Le *government efficiency* n'est pas une nouveauté, contrairement à ce qu'on lit çà et là dans la presse mondiale. Dès 1990, par exemple, le FMI publiait *9 Measuring Efficiency in Government : Techniques and Experience*, par Jack Diamond **5**. Il s'agissait alors d'une méthodologie de calcul de l'efficacité du gouvernement, à l'aide, avant tout, d'outils mathématiques. Dans les années 2010, Antoinette Rouvroy nous avait alertés sur la montée en puissance de la « *gouvernementalité algorithmique **6*** ». Ce qui est en revanche totalement nouveau, dans le *government efficiency* de Trump, Musk et Saraswamy, est la violence de leurs discours et de leur justification idéologique. « Déportations massives », « tronçonneuse », « très amusant » : ce sont là des termes qui, dans le domaine politique, sont des allusions explicites aux formes les plus extrêmes du totalitarisme et du cynisme – un discours libertarien « ultra ».

La répression à l'ordre du jour

L'élection de Trump signe la mort de ce qu'il restait de démocratie. Certes, il n'en restait pas grand-chose, et aux États-Unis, il serait tout à fait possible de montrer que, dès l'origine, au XVIII^e siècle, il n'y en avait guère. L'esclavage était autorisé par la Constitution dans les États du Sud ; les Amérindiens commençaient à être chassés de leurs terres et déportés en toute légalité dans des réserves le plus souvent très loin de leur territoire d'origine **7**, et il faut ajouter, au rappel de ce double génocide, que le cœur même de la Constitution offrait d'emblée la possibilité, tout à fait réaliste, de se passer, précisément, des contraintes démocratiques – ou, à tout le moins, de les contourner, grâce à l'articulation entre le gouvernement fédéral, la Cour suprême, le Sénat et le Président. En effet, ce petit groupe pouvait, de fait, diriger l'État, sans tenir compte de l'avis de la Chambre des Représentants (laquelle n'offrait de toute façon pas la certitude d'une démocratie achevée...). Il se trouve qu'en 2024, les électeurs états-unien viennent de placer à la tête de l'État le plus puissant du monde sur le plan militaire une camarilla de dirigeants aux aspirations totalitaires avouées.

Il serait temps d'en tirer quelques leçons. Pas la peine d'attendre un second 6 janvier : une nouvelle attaque du Capitole pourrait ne pas même être nécessaire pour que le peu du système démocratique par représentation qui subsistait aux États-Unis soit aboli. Purement et simplement. Constitutionnellement.

Il ne faut pas attendre ce moment de bascule définitive,



que « les gens qui ne sont rien » de Macron, les discours de l'Argentin Milei ou du Salvadorien Bukele (qui a battu le record en matière de taux d'emprisonnement : 1,5% de « sa » population est incarcéré **10**), etc., et tous les exemples de discours « négationnistes », d'une certaine façon, qui deviennent, hélas, légion chez les dirigeants.

De plus, il se trouve que l'idée de Trump d'imposer ce « ministère » qui n'en sera pas vraiment un afin de contourner sa validation par le Congrès (si tant est qu'il procède ainsi, comme le supposent le *New York Times* ou CBS News), tout en l'imposant comme l'organe central de sa nouvelle organisation du pouvoir, est une indication cruciale par rapport à son respect de la démocratie. Trump contournera les obstacles démocratiques formels – encore une fois : même s'il n'en reste que très peu aux États-Unis – comme il l'a déjà fait lors de l'attaque du Capitole. Ce jour-là, en effet, il est parvenu à inciter une énorme foule à s'emparer de ce symbole tout en ne participant pas lui-même à l'action. Un peu à la manière de Mussolini et de sa « Marche sur Rome » qui lui a donné le pouvoir, et à laquelle Mussolini n'a pas participé en personne ! Ce qui ne l'a pas empêché, par la suite, de constituer une légende fasciste le montrant à la tête de ses troupes de chemises noires.

Ces éléments de langage et de formalisme institutionnel (ou anti-institutionnel) ne nous semblent pas neutres. Faut-il en tirer comme conclusion que *notre avenir* est de vivre sous un régime totalitaire ? À un niveau mondial, global ? Et si la réponse est peut-être oui, ou que c'est l'une des perspectives possibles, n'est-il pas temps de nous consacrer à éviter ce totalitarisme qui ne pourra, à terme, que déboucher sur un conflit armé généralisé ? Car ce système n'est pas viable et n'aura peut-être bientôt plus comme seule ligne d'horizon que la suppression d'une partie de la population mondiale afin de relâcher la pression que constituent l'ensemble des défis qui le menacent. Autrement dit : la perspective politique proche, c'est la guerre et le totalitarisme.

Vers une caste transplanétaire ?

Un totalitarisme sans doute d'un nouveau genre, fait de contrôle tous azimuts grâce notamment aux outils numériques, d'abâtissement des populations (par le biais de la destruction des systèmes éducatifs et la généralisation de la prétendue « intelligence » artificielle), de destruction des systèmes de santé, le tout avec une croissance infinie des budgets militaires (ce qui est déjà le cas depuis plus de dix ans à peu près partout dans le monde **11**) avant d'en venir aux conflits armés ouverts. Les dirigeants, eux, cloîtrés dans leurs *gated communities* (et visant l'immortalité des transhumanistes chers à Elon Musk ?), nous regarderont d'en haut alors que nous tenterons de survivre et que nous nous entredéchirerons, un peu comme des gladiateurs à Rome, ou plutôt des martyrs volontaires au cirque Maxime ●●●

sous peine de revivre, en pire (du fait de la puissance militaire états-unienne et de l'avalissement psychosocial des populations des sociétés industrielles), les heures les plus sombres du siècle précédent. Et ce n'est pas parce que les nouveaux *untermenschen* désignés à la vindicte populaire par le triumvirat Trump-Musk-Saraswamy sont des fonctionnaires fédéraux, noirs, blancs, latinos ou asiatiques, et non un groupe « racial » précis, que leur politique n'est pas porteuse des pires conséquences imaginables. Car l'anéantissement désormais plausible des budgets fédéraux consacrés au secteur social, à la lutte contre le réchauffement climatique, à l'éducation, à la santé et à la jeunesse en général entraînera une augmentation de la misère et de la violence, dans un pays qui enferme 0,7% de sa population (soit une proportion six fois plus élevée qu'en France) et dans lequel le complexe carcéralo-industriel (le terme est d'Angela Davis) fonctionne déjà à plein régime **8**. La répression est à l'ordre du jour !

Perspectives totalitaires

Le rôle de l'idéologie dans tout système politique – y compris le néolibéralisme qui se voudrait et se prétend éminemment logique, et qui ne serait qu'une conséquence *pratique* de l'efficacité économique capitaliste – est, à certains moments de l'histoire, fondamental. En effet, lorsqu'un système « stagne » ou qu'il fait face à des difficultés, comme c'est le cas de nos jours sans le moindre doute, il lui arrive souvent de poser des perspectives par le biais de discours censés dégager un futur possible, crédible, voire souhaitable. En l'occurrence, Saraswamy emploie les termes de « déportations massives » et pas de « suppressions » d'emplois, ni de « reclassement » du personnel ou de « réorientations » des agents de l'État. L'emploi de ce terme de « déportation », que l'on n'utilise d'ordinaire que pour la déportation des esclaves d'Afrique ou celles des Juifs **9**, n'est donc pas neutre. Cette terminologie n'est pas davantage neutre



Le microscope et le télescope!

Vous l'aurez peut-être remarqué, nous vivons aujourd'hui dans un monde binaire privilégiant le microscope au télescope, le particulier au général, le moi-je au moi-nous, le temps court de l'émotion au temps long de la réflexion, le nationalisme à l'internationalisme, la croyance aveugle et intolérante à la laïcité, le spécifique à l'universel...

Ce monde porte un nom : le capitalisme. Son principe de toujours est de diviser pour régner. Diviser les masses qu'il exploite, opprime et aliène en leur faisant CROIRE qu'elles peuvent être INDIVIDUELLEMENT libres dans un poulailler libre où règne un renard... libre.

Le moi-je

C'est connu, chaque être humain est unique et donc différent des autres.

C'est moins connu, tous ces êtres humains uniques sont également des êtres SOCIAUX vivant en société et non sur une île déserte.

La question qui se pose se résume juste à savoir comment conjuguer au même

temps social du vivre ensemble notre unicité et nos différences. Et ce n'est pas simple, car, c'est un fait, notre unicité et notre différence ont du mal à reconnaître et accepter l'unicité et la différence... des autres.

Depuis trop longtemps, ce problème a été résolu par la loi du plus fort dont le capitalisme n'est que le dernier avatar.

Le moi-je le plus fort, physiquement, intellectuellement, culturellement, techniquement..., s'est imposé à tous les autres. On appelle cela le POUVOIR. Celui du militaire sur le civil, du plus costaud sur le moins costaud, du mâle sur la femelle, de l'adulte sur l'enfant, du commerçant sur le producteur, de l'Âge du fer sur l'Âge de pierre, du fort sur le faible,

du loup sur le mouton, du capitaliste sur le prolétaire...

Notons que cette loi du plus fort n'est pas qu'individualiste. Elle sait rassembler des complices et des valets. L'alliance entre le sabre et le goupillon n'est pas tombée du ciel. L'ÉTAT, autocratique, royal, « républicain », la « démocratie » bourgeoise..., pas davantage. C'est ainsi, les loups, bien qu'ayant un chef ou une cheffe de meute, chassent toujours en bande.

Bref, le plus fort du moment s'est imposé aux plus faibles, mais il ne s'est pas contenté de cela. Il a eu l'intelligence politique de justifier son pouvoir au nom de l'intérêt général. L'ordre et la sécurité que procurent MON pouvoir ou le chaos de la guerre civile entre les masses barbares des moi-je.

Les moi-je

Les sociétés humaines, comme la vie, ne sont jamais figées. Elles bougent sans cesse et vont de crises en crises. Et c'est ainsi que les masses de moi-je diverses

> suite de la page précédente

●●● (eh oui, qui a élu Trump, Milei, Bukele, Macron, Meloni, etc.?). Au peuple romain se sera simplement substituée une caste de dirigeants aux ambitions à proprement parler inhumaines. Pas même terrestres, d'ailleurs, si l'on juge plausible le programme martien de Musk...

Élisée Personne
groupe.huko@autistici.org

<https://www.lemonde.fr/en/international/article/2024/11/13/musk-commissioned-by-trump-to-dismantle-government-bureaucracy_6732665_4.html

1. Il est à noter que le Dogecoin ou DOGE est une cryptomonnaie dont le parrain est... Elon Musk. « *Le 9 mai 2021, SpaceX a annoncé une mission de covoiturage vers la Lune entièrement financée par Dogecoin, devenant ainsi la première mission spatiale financée par une crypto-monnaie.* » (Wikipedia)
2. x.com/elonmusk/status/1825723913051000851.
3. <https://www.cbsnews.com/news/trump-department-of-government-efficiency-doge-elon-musk-ramaswamy/>

(c'est nous qui traduisons et soulignons – sans aide d'une IA!).

4. De nouveau [cbsnews.com](https://www.cbsnews.com) (nous traduisons et soulignons).
5. www.elibrary.imf.org/display/book/9781557751492/ch010.xml.
6. Voir entre autres [/www.greeneuropeanjournal.eu/la-gouvernementalite-algorithmique-et-la-mort-du-politique/](https://www.greeneuropeanjournal.eu/la-gouvernementalite-algorithmique-et-la-mort-du-politique/) ou encore <https://shs.cairn.info/revue-reseaux-2013-1-page-163?lang=fr>.
7. On peut lire *Pieds nus sur la terre sacrée*, textes rassemblés par T.C. McLuhan, photos de Edward S. Curtis, Denoël, 1974, parmi des centaines d'ouvrages publiés sur ce massacre.
8. Voir *Abolition. Feminism. Now.*, Angela Y. Davis, Gina Dent, Erica R. Meiners, Beth E. Richie, Penguin Books, 2022.
9. « Celles » au pluriel : à Babylone puis dans les camps d'extermination nazis, sans oublier les déportations d'autres peuples mises en œuvre par les Assyriens, par Charlemagne avec les Saxons, par les Américains avec les Amérindiens dans les réserves...
10. <<https://www.vozdeamerica.com/a/el-salvador-el-pais-con-la-tasa-de-encarcelamiento-mas-alta-del-mundo/7030583.html>
11. Voir <https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-04/2404_fs_milex_2023.pdf



(économiques, politiques, sexuelles, sociales...), quand elles sont tondues un peu trop ras par les maîtres du monde du moment, ruent régulièrement dans les brancards. Spartacus, la Révolution française, la Commune de Paris, la Révolution russe, la Révolution espagnole..., sans compter les innombrables jacqueries, ont jalonné l'histoire. Et sous tous ces coups de boutoir, il y a eu des évolutions. Pas sur le fond et l'essentiel du pourquoi du comment des choses, mais n'empêche. Hormis quelques rétropédalages, on peut parler, sinon de progrès, du moins d'avancées vers le moins pire.

Pour l'heure, on a aménagé l'esclavage en mettant des rideaux aux barreaux de la prison. Et, dans la foulée, les prisonniers et les prisonnières donnent de plus en plus de la voix. Les femmes, les homos, les écolos, les pauvres, les sans grade de toute sorte... ne cessent de revendiquer et de manifester pour être reconnus et obtenir des droits. Et c'est parfaitement légitime. Et leurs luttes ne seront jamais assez nombreuses. Mais...

Mais, au moi-je du pouvoir, ils n'opposent qu'une multitude de moi-je particuliers.

Le nous-moi

Conscients de cela, des philosophes et, ensuite, principalement, le mouvement ouvrier, ont essayé de socialiser ces révoltes et revendications spécifiques. Et ils ont mis en avant l'humanisme, l'universalisme, l'internationalisme, le socialisme, le communisme...

Ils avaient compris que le présent du pouvoir des maîtres du monde et de la division sociale formant un TOUT, l'avenir devait être également un tout social, politique, économique... Mais!

Mais, n'ayant pas compris que toute hiérarchisation des luttes conduisait inévitablement à des luttes pour une nouvelle hiérarchie, et n'ayant pour seul objectif que le POUVOIR, ils ont commis l'erreur de diviser un ensemble de luttes en PRINCIPALES et SECONDAIRES.

Le global étant renvoyé aux calendes grecques.

Mieux, ou pire, s'appuyant sur l'évidence de la division de la société capitaliste en classes, ils se sont fait, et à juste raison, les hérauts de la lutte des classes. En en privilégiant sa seule dimension économique. En mettant au magasin des accessoires une myriade de luttes contre X et Y formes de l'exploitation, de l'oppression et de l'aliénation. Et ils ont mythifié un prolétariat dont ils se sont autoproclamés les SEULS représentants. En nous expliquant que seule la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la leur, pouvait engendrer une véritable démocratie. Sans classes. On a vu le résultat!

Tout cela a fonctionné un temps. On avait envie d'y croire. Mais ce temps est fini. Car de moins en moins de gens croient au père Noël d'un futur idyllique pavé de dictatures soi-disant momentanées pour y parvenir. Et de plus en plus veulent tout, tout de suite. Ce qui pourrait être intelligent et de bon sens à condition de ne pas quitter une impasse pour une autre.

Les moi-nous et le fédéralisme

Que les victimes d'une exploitation et oppression particulière se battent pour leurs intérêts particuliers est une bonne chose. Et qu'elles se méfient de ceux qui leur promettent la lune pour plus tard, également. Mais, en société, il n'est aucune spécificité qui n'ait une dimension sociale et globale. Alors, en quoi penser pouvoir s'extraire de cette dimension est-il d'intérêt?

Faut-il obligatoirement être une femme, un homme, un ou une homo, un Black, un Blanc, un Jaune, un vieux, un jeune, un Charentais du Sud ou du Nord, un prolo ceci ou cela, un petit, un grand, un handicapé grave ou moyen, un immigré, un pauvre, un rural, un urbain, un ou une victime de guerre, un sourd, un aveugle, un muet, un curé athée non pédophile..., pour pouvoir parler des

souffrances et des discriminations qu'ils et elles subissent? Et les rejoindre dans leurs combats légitimes?

On peut le voir comme ça! C'est à la mode du capitalisme libertarien actuel.

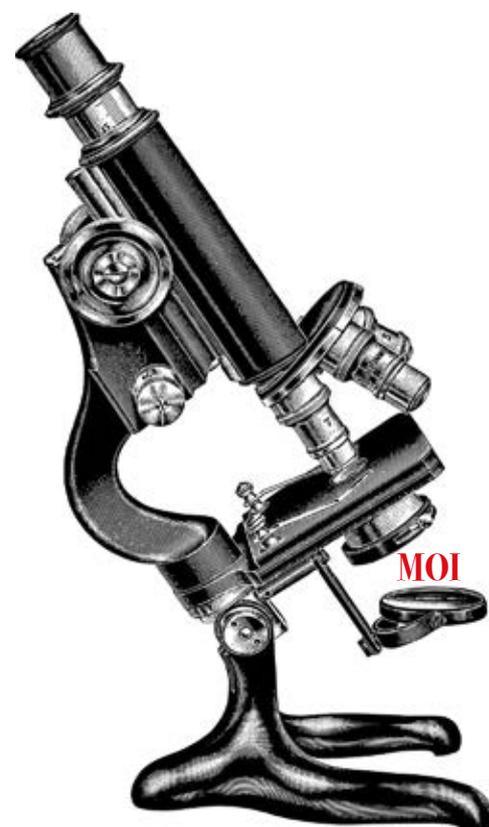
Mais on peut également le voir autrement.

C'est en tout cas ce que certains révolutionnaires sociaux dont j'essaye d'être ont l'audace de penser.

Pour nous, c'est clair, le moi-je n'a de sens et d'intérêt que dans le cadre d'un moi-nous social. Et vice versa. Et, de ce fait, nous pensons que disposer d'un microscope et d'un télescope pour observer l'infiniment petit et l'infiniment grand n'est pas une mauvaise idée.

Hors de cette voie fédéraliste, humaniste et universaliste, que Dieu (celui que vous voulez), Staline, Macron, Bolloré, le PSG..., vous aient en leur sainte garde!

Jean-Marc Raynaud





Dans le rétroviseur

Du passé, faisons table rase

Dans les années 1970, on descendait tout juste des barricades... Pour ma part, « barricadier anonyme et dépaveur autodidacte », je n'avais, à part la haine des flics, aucune idée politique précise. La lecture de *Hara Kiri* me suffisait... C'est pour cette raison que le premier *Monde libertaire* acheté au kiosque de la station Lamarck-Caulaincourt (près de la librairie du Château des Brouillards...) avait en une un dessin de Reiser... Une incursion rue Ternaux m'avait fait acheter une brochure de Bakounine et un écrit de Maitron sur Delessale, figure du syndicalisme révolutionnaire, mais moins connu que Pouget, Yvetot ou Pelloutier...

Fréquentant le groupe Louise-Michel, rue Robert-Planquette au commencement de la rue Lepic, en bas de la Butte Montmartre, j'étais captivé par les débats animés, et aussi par les avis divers sur la lutte des classes, les positions d'esprit, le syndicalisme. Après avoir adhéré à la Fédération anarchiste, je me rapprochais des camarades de l'Alliance syndicaliste.

Syndicalisme d'alors

Créée après 68, cette organisation qui déclarait après le constat de la dispersion des forces libertaires dans le mouvement de 68 : « *Le projet socialiste s'est élaboré et s'élabore toujours à partir de l'action ouvrière elle-même, depuis bientôt cent cinquante ans, la classe ouvrière cherche désespérément ce qui permettra de conduire elle-même les machines, qui lui permettra simplement de prendre en main sa vie et de donner le moyen à chaque homme de se réaliser complètement et simplement d'orienter sa vie vers la voie qui le sortira de sa condition d'objet à produire; elle cherche le chemin qui enfin la mènera hors du salariat, hors de l'oppression, qui lui permettra simplement de diriger sa vie et de donner à chaque homme le moyen de se réaliser complètement.* » (1976). J'ai longtemps conjugué les deux militantismes.

Ayant quitté la Fédération anarchiste, j'y suis revenu en 1981 avec le groupe Pierre Besnard. Le mouvement syndical

était certes divisé, mais les contacts réguliers perduraient entre FO, CGT, ex-CFDT et les camarades de la CNTF.

Et maintenant...

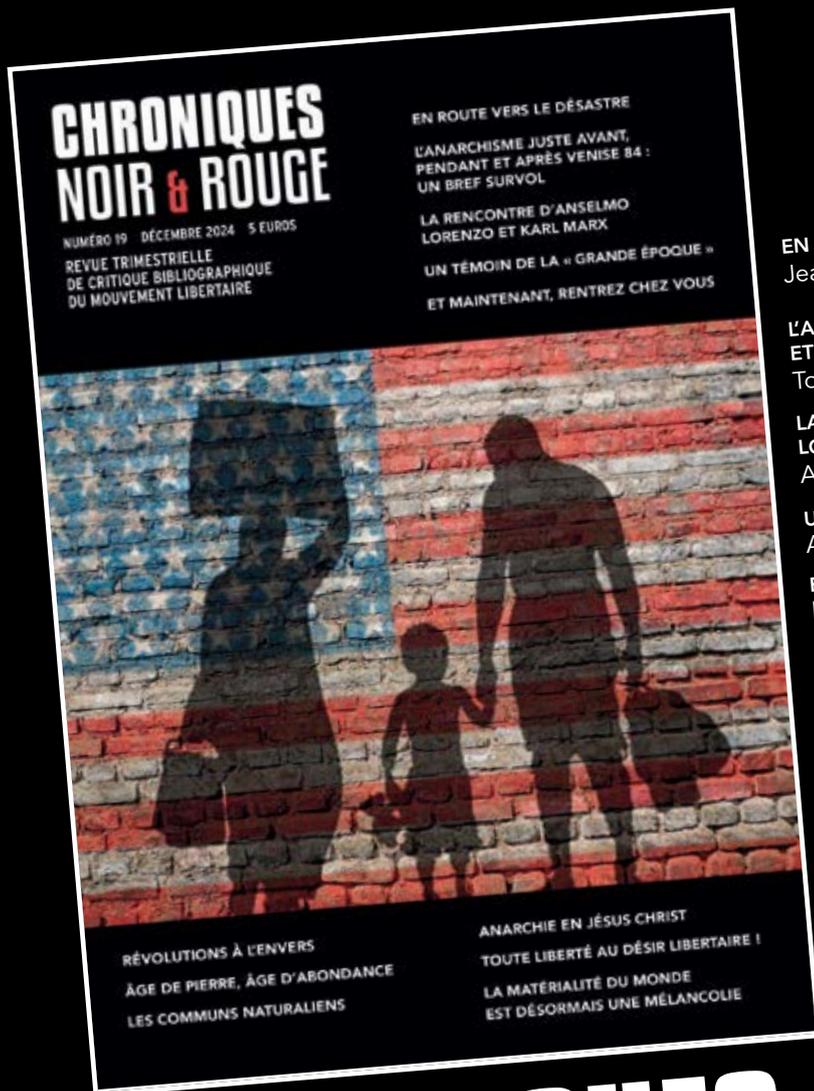
Aujourd'hui, le paysage social a changé. Avec le mouvement contre la réforme des retraites, on a rêvé d'un réveil, CFDT et CGT unissant leurs efforts, les autres suivant cahin-caha; ça n'a pas duré! On avait oublié Victor Grifhuelles. Emmanuel Macron en a rajouté plusieurs louches et quant aux autres... L'avènement de l'ignoble Donald aux USA étant une drôle de cerise sur le gâteau. Venons-en au mouvement anarchiste.

Se souvenir du passé n'a que trop duré, le capitalisme est toujours là, aidé par la montée de la droite voire du fascisme. Les licenciements font foison et les déclarations de ce qui reste du syndicalisme n'y changeront rien.

Thierry

Groupe Salvador Seguí





CHRONIQUES NOIR & ROUGE

Revue trimestrielle de critique
bibliographique du mouvement libertaire

n° 19 décembre 2024 5 euros

Éditions Noir et Rouge, Appt 170, 75 avenue de Flandres, 75019 Paris
ed.noiretrouge@gmail.com

Abonnement : 20 € pour 4 exemplaires

EN ROUTE VERS LE DÉSASTRE
Jean-Louis Phan Van

L'ANARCHISME JUSTE AVANT, PENDANT
ET APRÈS VENISE 84 : UN BREF SURVOL
Tomás Ibáñez

LA RENCONTRE D'ANSELMO
LORENZO ET KARL MARX
Anselmo Lorenzo

UN TÉMOIN DE LA GRANDE ÉPOQUE
André Prunier

ET MAINTENANT, RENTREZ CHEZ VOUS
Daniel Pinós

RÉVOLUTIONS À L'ENVERS ?
André Bernard

ÂGE DE PIERRE, ÂGE D'ABONDANCE
André Bernard

LES COMMUNS NATURALIENS
Thierry Maricourt

ANARCHIE EN JÉSUS CHRIST
Guillaume de Gracia

TOUTE LIBERTÉ AU DÉSIR LIBERTAIRE !
Guy Girard

LA MATÉRIALITÉ DU MONDE
EST DÉSORMAIS UNE MÉLANCOLIE
Mireille Mercier

LA BATAILLE DE STEPNEY
(THE BATTLE OF STEPNEY) 1911
BD de OLT

NOTES DE LECTURE

POUR UN AVENIR

TERRE LIBÉRÉE ! DEMAIN !

Les glaciers fondent ici et, du haut de la montagne, on aperçoit au loin des incendies gigantesques que de trop nombreuses inondations n'arriveront pas à éteindre. Il y a bien des changements climatiques c'est certain, mais ils sont aggravés par l'imbécillité crasse de ceux qui nous gouvernent et nous oppriment en permanence.

Et plus la Terre pourrit, plus on fonce vers le mur de son agonie.

TERRE : PRISONNIÈRE DES HOMMES

On pique, ici, l'eau des nappes phréatiques pour alimenter des mégabassines destinées à une agriculture intensive, déboussolée par des accords de libre-échange capitaliste, lesquels ne se soucient en aucun cas de la sécurité alimentaire et de la pollution des transports induits que cela génère.

Là, on bétonne au maximum en supprimant des terres arables pour d'innombrables programmes de lotissements pavillonnaires et zones commerciales, bitumés à fond, et que les sols ne supportent plus.

Et encore, on veut construire des aéroports là où il n'y en a pas besoin au détriment de la nature végétale et animale qui s'y trouve alors que l'on sait que la modération du transport aérien devient impérative.

On domestique les fleuves et les rivières, dont la faune marine finit par s'étouffer, pour en détourner l'eau et l'emprisonner dans des bouteilles en plastique.

En Amazonie et ailleurs, on déforeste à mort (c'est le mot) au prix de l'extinction de milliers d'espèces vivantes d'animaux qui, bien qu'étant nos frères et sœurs terriens, n'ont pas droit à notre solidarité.

Et vas-y qu'on continue de construire des autoroutes dévastatrices autant qu'inutiles, une fois de plus en piquant des km² de cultures et de forêts à qui mieux mieux pour le plus grand profit des bétonneurs.

Qu'à cela ne tienne, on recycle le vieux parc nucléaire (qu'on devait hier abandonner, mais pourquoi au juste ?). On se lance dans le gouffre financier abyssal des EPR, qui ne fonctionneront que dans combien de décennies et avec quelles doses de déchets au long terme qu'on ira planquer, même pas à Bure qui n'en veut pas !

Le ferroutage ? Non pas question : pas assez rentable.

Par contre, balancer des nuées de satellites dans l'atmosphère, au prix d'une consommation gigantesque de carburant fossile, rien que pour les communications prioritairement destinées aux institutions et menées meurtrières des armées, là, c'est open bar. Fabriquer des outils de mort, plutôt que de vie, fait les gorges chaudes des

industriels de l'armement et le bonheur quasi narcissique des écerclés qui nous gouvernent en politique.

Dites-moi si j'en oublie. Oui, forcément, tant le délire capitaliste, vécu comme une fatalité jouissive par la plupart, n'en finit pas de trouver des moyens de destruction de notre propre biotope.

RIEN DE NEUF SOUS L'ORAGE

Il y a déjà 22 ans, un certain président de la droite française clamait au monde que la maison brûlait et qu'on regardait ailleurs. Mais en fait, lui et tous les obsédés du pouvoir de son espèce regardaient bien là où il fallait, histoire de réfléchir seulement aux bénéfices qu'ils pourraient en tirer.

On nous rebat les oreilles des vertus supposées d'une certaine croissance verte, ce truc insensé qui devrait avant tout générer des bénéfices en créant de nouveaux secteurs d'activité écologique. Mais rien contre l'urbanisation échevelée, rien, bien au contraire, contre l'arrêt des guerres, rien contre la pollution par les engrais et pesticides chimiques, rien contre l'expansion des trafics aériens, routiers et maritimes, rien contre la spéculation tous azimuts, rien contre les déforestations... et le capitalisme flamboyant nous crache au visage son venin meurtrier comme jamais.

Rassurez-vous, bonnes gens, la clé c'est l'électricité et sachez que l'électricité renouvelable c'est une farce, le délire nucléaire étant notre seule issue de secours. C'est compris ? Mais oui, tout va bien puisque les pays dits du Nord équipent désormais leurs bagnoles de piles produites sur la misère des peuples des pays pauvres, littéralement pillés, et que vous pourrez les recharger avec des pompes à électricité... nucléaire bien entendu.

Au sortir de la révolution industrielle, les anarchistes expliquaient déjà que nous vivons dans un monde aux richesses finies et qu'il fallait y prendre garde. Ils n'ont bien sûr pas été écoutés et tous les mouvements écologistes ont toujours été durement réprimés depuis par tous les pouvoirs de la planète. C'est que voilà, la monnaie règne. Du moins la monnaie de ceux qui en ont, bien sûr.



L'AUTRE DIMENSION

Si ces problèmes ne datent pas d'aujourd'hui et s'il s'agit d'une lutte à poursuivre et non à entamer, c'est, on le sait bien, parce que, notamment, la population humaine est en forte croissance, qu'il convient de nourrir, abreuver, chauffer, protéger...

Elle saurait le faire naturellement si elle s'organisait autrement. Pour l'heure, elle est divisée de partout, entre riches et pauvres, selon les genres et les couleurs de peau, les croyances et incroyances religieuses, tout ça reproduit dans le concept mortifère d'États-nations.

À la notion de nations, préférons celle des cultures, que l'histoire a forgées selon les nécessités et contraintes de la géographie, des climats, puis des besoins qui en découlent. Le respect des cultures dans un monde de fraternité et de coopération désintéressée est tout à fait possible dans une organisation d'autogestion générale et universelle, donc débarrassée de toute idée de compétition, de productivisme, de méritocratie, de pouvoir.

« *Le pouvoir est maudit* » criait déjà Louise Michel et oui, déléguer le pouvoir à une caste de privilégiés est le cancer de l'humanité. Plus tard, Henry de Montherlant eut ce propos qui résume tout : « *Il n'y a pas le pouvoir. Il y a l'abus de pouvoir, rien d'autre* ». En effet, s'arroger sur autrui quelque forme de pouvoir que ce soit n'a aucune justification naturelle ni morale. Le concéder, en mode capitaliste (privé ou d'État), à quelque caste de financiers, de propriétaires industriels, de politiciens... à quelque échelon que ce soit est un pur abandon de soi-même, l'adoubement de sa propre condition d'esclave et un accord formel pour tous les abus mercantilistes que ces pouvoirs exerceront à coup garanti sur le reste du peuple, et... quoiqu'il en coûte!

LIBÈRE TERRE, BASTA SA PRISON

Nous ne voulons pas de leur croissance (économique) verte. Nous voulons la décroissance des pays riches qui doivent sortir du productivisme aveugle en arrêtant notamment de piller les pays dits du Sud. Nous voulons abolir le capitalisme, l'État sous toutes ses formes, la propriété privée de l'outil de production, les frontières, la monnaie et enfin produire partout en fonction des besoins partout exprimés par les peuples frères et oublier les fantaisies meurtrières imposées par les lobbies et leurs valets politiques.

Libérés du carcan capitaliste, reprenant l'outil et la richesse volés au fil des siècles par tant de bourgeoisie, il est possible aujourd'hui de changer de modèle. Identifier les besoins réels, identifier par qui et où leur satisfaction



peut être produite, organiser la distribution des biens et des services, cette pratique d'échange solidaire se passe aisément de la monnaie, de toute forme de spéculation et de compétition et les moyens de le réaliser sont disponibles (sans IA).

L'entreprise répond aux besoins, elle ne crée pas ces nouveautés dont la veille nous n'avions même pas imaginé qu'elles puissent exister. C'en est alors fini du productivisme destructeur. Il faut qu'enfin tous soient riches de la fraternité universelle et qu'alors même la crainte du vol et de la jalousie s'évanouisse.

Dans cette perspective, nous parvenons à une décroissance économique solidaire et planétaire. Et nous réinventons le mot croissance dont la définition devient : la mesure du progrès de bonheur de vivre pour tous. Ça peut se mesurer aussi.

Il faut penser autrement, carrément, assurément. Sinon, c'est foutu.

Chère sœur et frère humains, tout cela s'organise. C'est la société mondiale socialiste libertaire et nous avons l'urgence de le faire enfin savoir!

LIBÈRE LA TERRE, NOUS TOUS ET TOUT LE RESTE AVEC!

Philippe Pouchat
Individuel 14

OUVRONS LES YEUX

IL NE SUFFIRA PAS DE CASSER LE THERMOMÈTRE

La classe politique au pouvoir et les milieux d'affaires qui en profitent prônent hypocritement une transition écologique-énergétique qui, de toute façon, n'advient pas, mais dans le même temps, traquent celles et ceux qui défendent à leurs risques et périls l'intégrité des écosystèmes et la santé publique.

L'ACHARNEMENT DES LOBBIES

Le lobbying désigne une action d'influence ou de pression sur le pouvoir politique et administratif, en fait une corruption légalisée, la motivation étant de faire passer l'intérêt financier des compagnies que les lobbyistes représentent bien avant la santé publique. Malgré quelques adaptations en fonction du contexte culturel ou judiciaire, les stratégies se ressemblent pour maintenir des produits nocifs sur le marché. Il s'agit de contrer l'évidence scientifique, d'inventer une pseudo-controverse sur la dangerosité d'un produit pour créer le doute dans l'esprit des décideurs et du public. C'est-à-dire de détourner la science en faveur des intérêts commerciaux.

Environ 50 000 lobbyistes travaillent actuellement à Bruxelles pour le compte de plus de 12 000 organisations. Si l'on rapporte ce nombre aux 705 députés qui siègent au Parlement européen, on obtient un ratio de 70 lobbyistes par élu en moyenne ! Parmi les acteurs les plus dépensiers en matière de lobbying auprès des institutions européennes, on trouve les géants technologiques américains (Meta, Microsoft, Apple et Google), des représentants de l'industrie chimique ainsi que plusieurs agences de relations publiques.

Depuis quelques années, les stratégies de manipulation des « marchands de doute » bénéficient des « avancées » de la société numérique. Réseaux sociaux, agences spécialisées, blogueurs, youtubeurs, micro-influenceurs... Si beaucoup d'acteurs de bonne foi sont instrumentalisés, une poignée d'intellectuels et de scientifiques participent sciemment à ce vaste projet de confusion et de désinformation. Au Royaume-Uni, avec le *Science Media Center*, les journalistes n'ont plus à chercher et vérifier les sources ; ils utilisent des citations sur mesure mises à leur disposition par des agences !

Le cas du *Mediator* est exemplaire. Commercialisé depuis 1976 en France, ce médicament était indiqué chez les personnes diabétiques en surcharge pondérale, en complément d'un régime adapté. Après investigation, les autorités de santé ont pu démontrer que, parmi les patients qui ont eu recours au *Mediator*, environ 20% ne correspondaient pas aux indications prévues par l'autorisation de mise sur le marché.

Dans les faits, ces patients se sont vus prescrire du *Mediator* uniquement pour perdre du poids, alors qu'ils n'étaient pas diabétiques.

De très nombreux patients ont donc été exposés à des effets secondaires graves ; le rapport d'expertise judiciaire estime que la molécule est responsable de 220 à 300 décès survenus suite à une valvulopathie, et évalue que ce nombre pourrait être au final porté à 1 800 personnes ! La Cour d'appel condamnera en décembre 2023 les laboratoires *Servier* pour les motifs de « *tromperie aggravée* », « *homicides et blessures involontaires* » et « *escroquerie* ». Un article paru dans *Le Point* mentionnait : « *La question du lobbying du laboratoire auprès de ceux-là mêmes qui sont censés contrôler son activité... a été au cœur des débats entourant l'examen du dossier « trafic d'influence » de ce scandale sanitaire !* »

LA CHASSE AUX LANCEURS D'ALERTE

Avec courage et ténacité, des individus, des groupes, percevant les signes précurseurs d'un danger significatif ou des pratiques délictueuses au sein d'une entreprise, tentent de mobiliser l'opinion publique, dénoncent la subordination de l'intérêt général à des intérêts privés ou les dérives d'un système productiviste. Amiante, vache folle, sang contaminé, retombées de Tchernobyl, OGM, ondes électromagnétiques, tabac... On connaît les vieilles causes, et les scandales qu'elles engendreront.

Alors que l'expression « lanceur d'alerte » apparaît en langue française en janvier 1996, c'est au début des années 2000 que les alertes sanitaires se multiplient : néonicotinoïdes, pesticides, bisphénol, nanoparticules, souches grippales, algues vertes... Les plus naïfs croyaient sans doute en la promptitude des pouvoirs publics à protéger celles et ceux qui exprimaient une intuition, une inquiétude, une conviction. À favoriser le principe de précaution, à permettre le contre-pouvoir digne d'une « démocratie ». Erreur funeste !

La loi de 2013 sur les lanceurs d'alerte limite leurs cibles à la santé publique et à l'environnement. On épargne les ententes illégales entre opérateurs, la corruption, la fraude fiscale. On ne touche pas au secret-défense ni aux intérêts militaires. Les droits de l'homme attendront. Mais il y a plus. Non seulement les « représentants du peuple » ne soutiennent pas ces citoyens – les « prophètes de malheur » – qui se mêlent de ce qui les regarde, mais ils les prennent pour cibles et multiplient les entraves. Représailles, procès en diffamation, valorisation de la « prise de risque » nécessaire à l'économie de l'innovation, prétendues « peurs collectives » et « croyances irrationnelles » des masses...

L'arsenal des contre-alertes est à la mesure des ambitions et des enjeux : exprimer le déni (le risque n'existe pas) ; introduire le doute, produire de l'ignorance, discréditer ; recon-



DES DAUGHTER. POUR LA PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE



SUR UN MUR À NANTES

naître le risque, mais « montrer » qu'il est maîtrisable; relativiser le signal en mettant en avant d'autres problèmes; recourir au chantage à l'emploi, crier aux pertes économiques, à la fuite des capitaux; faire des concessions en sauvant l'essentiel; gagner du temps dans les procédures, introduire des recours...

Il est évident que cette fureur vaut aussi pour les juges qui se consacrent à la lutte contre la corruption. Témoin l'ancienne juge d'instruction, et avocate engagée, Eva Joly dans sa récente autobiographie, où elle rappelle ses enquêtes dans l'affaire Tapie ainsi que sur les fonds secrets dans l'affaire Elf, bénéficiant d'une protection policière justifiée par les menaces de mort reçues personnellement.

LA RÉPRESSION CONTRE LES MILITANTS

Michel Forst, rapporteur spécial sur les défenseurs de l'environnement aux Nations Unies (et ancien directeur d'Amnesty International France) souligne qu'à l'exception de la Norvège, la répression anti-écologique s'observe partout, au mépris du droit international. Alimentée par un discours criminalisant, utilisant des termes comme « écoterroristes » ou « talibans verts », et le relais servile des médias complaisants. Cette répression s'abattant, par contre, sur les journalistes soucieux de couvrir les manifestations, assimilés aux militants, et maltraités de la même manière.

La France peut revendiquer le statut de pays le plus répressif d'Europe. Alors que des cellules spécialisées sont créées, comme Déméter, pour surveiller et punir les « atteintes au monde agricole », la manifestation de mars 2023 à Sainte-Soline contre les méga-bassines constitue un symbole. Avec un dispositif impressionnant des « forces de l'ordre » et l'usage démesuré d'armes de guerre, dénoncés par la Ligue des Droits de l'Homme : 3 200 gendarmes, 9 hélicoptères, 4 blindés, 4 camions à eaux, plus de 5 000 grenades lancées, 200 personnes blessées dont 40 graves, une entrave volontaire aux opérations de secours, et plus de 24 000 contrôles de véhicules! Environ 2 000 personnes seraient « fichées S » dans les mouvements écologistes, selon la Direction générale de sécurité intérieure (DGSI).

En Italie, le gouvernement de G. Meloni multiplie les lois ciblant, entre autres, les activistes climatiques : un décret

« anti-rave » fait naître un nouveau délit d'organisation de « rassemblements dangereux pour l'ordre public », passible de 3 à 6 ans d'emprisonnement; un « paquet sécurité » qui augmente considérablement les peines pour des infractions mineures, comme les barrages routiers. Au Royaume-Uni, de nouvelles lois liberticides redéfinissent le délit de « nuisance publique », désormais passible de dix ans d'emprisonnement.

En Australie, plusieurs États ont adopté des lois strictes visant les écologistes. Une loi votée en Nouvelle-Galles du Sud rend illégale toute manifestation se déroulant sur une route, une voie ferrée, un pont ou dans un tunnel. Les contrevenants risquent jusqu'à 15 000 euros d'amende et deux ans de prison. En Tasmanie, le gouvernement a créé le délit de violation aggravée de propriété : manifester sous les fenêtres d'un bureau est sévèrement puni.

VOUS AVEZ DIT « RADICAL » ?

Les conséquences de cette obstination à pourfendre les défenseurs du vivant, humain ou non, sont de plus en plus flagrantes : le désastre écologique, la surexploitation des ressources, l'affaiblissement des écosystèmes, l'érosion des sols, le dépérissement des forêts... et la détérioration de la santé publique, l'aggravation des conditions de vie, la multiplication des maladies, dites de civilisation, des pathologies modernes, la diminution des capacités immunitaires...

Ouvrir un avenir, ce n'est pas seulement réguler le lobbying à Bruxelles ou à Washington, détruire le mythe de la « neutralité » des scientifiques, contester leur réelle « posture surplombante » ou promouvoir le journalisme d'investigation. Même si l'objectif est de se l'approprier, rendre le savoir disponible ne suffira jamais à éradiquer la quasi-impunité des classes politiques, à terrasser le populisme diffusé par les réseaux sociaux ou à contrer les stratégies des multinationales ou des groupes financiers. Un marigot ne peut se transformer en un lieu protecteur. Seule une mobilisation massive – et rapide – des peuples peut neutraliser les processus d'auto-destruction en cours et jeter les bases d'une société où l'émancipation sociale se conjugue à la préservation des écosystèmes, un « humanisme non anthropocentré ».

Jean-Pierre Tertrais
groupe La Sociale

COP16 DE LA BIODIVERSITÉ

QUI SONT LES ÉCOTERRORISTES ?

La biodiversité est le pilier de la santé planétaire. Sa détérioration accélérée justifie la tenue d'une Convention depuis le 29 décembre 1993. Sa 16^e édition s'est récemment déroulée à Cali, en Colombie. Pays qui détient le record des crimes envers les défenseurs de l'environnement, avec 79 meurtres enregistrés en 2023 ! L'échec de cette énième grand-messe oblige chacun à en tirer les conséquences, c'est-à-dire à compenser l'inaction criminelle des classes politiques par un engagement sans concession à l'égard des forces écocidares.

ÉCHEC ET MAT ?

La presse elle-même ne peut parvenir à maquiller le fiasco : échec cuisant, aucun accord sur les sujets cruciaux. Comme d'habitude, on survalorise les quelques mesures acquises – des « avancées significatives ». Insupportable poudre aux yeux ! D'abord, seuls 44 des 196 pays ont établi un plan national pour enrayer la perte de biodiversité. On « promet », par la création d'un groupe permanent, de mieux inclure les communautés indigènes et locales dans les négociations sur la nature et le climat. On peut craindre la suite. Une contribution sera demandée aux entreprises réalisant des bénéfices grâce aux données numérisées de plantes ou d'animaux issus des pays en développement, mais sans préciser les modalités. Un texte vise à identifier et cartographier les aires marines à protéger. Les requins de la finance, eux, se soutiennent déjà entre eux !

Mais, alors que les besoins s'élèvent à au moins 20 milliards de dollars d'ici 2025, aucune convergence sur la création d'un nouveau fonds sous gouvernance de l'ONU, exigé par les pays les plus pauvres. Les pays riches rechignent toujours à réparer les dégâts qu'ils ont commis. Par ailleurs, la précédente COP avait annoncé l'engagement de placer 30% des terres et des mers dans des aires protégées d'ici à 2030, et aussi de réduire de moitié les risques des pesticides. La COP16 avait pour mission de rehausser ces timides efforts mondiaux ; les discussions n'ont pas abouti. Pendant ce temps, les destructions par la défo-

restation, la surexploitation, l'extractivisme ou le changement climatique se poursuivent.

Les « élites » politiques sont tétanisées par les rivalités géopolitiques, les exigences de croissance du capitalisme, le chantage des multinationales, les niveaux effarants d'endettement et leurs ambitions de carrières. Elles préfèrent s'attaquer aux « écoterroristes » qui défendent le partage de l'eau et s'opposent à la bétonisation de la planète, plutôt qu'aux prédateurs (propriétaires terriens, agrobusiness...) qui amassent des fortunes avec les incendies forestiers, le trafic d'espèces sauvages ou de bois exotiques, la pêche illicite, les décharges en mer, l'abandon des déchets ou les activités polluantes des industries. En alimentant le lobbying, la corruption et le blanchiment de capitaux, et en convergence avec d'autres secteurs du crime organisé, tels que la fraude fiscale, le trafic de drogue et le travail forcé. C'est juste désastreux !

Sauf à accepter une lente agonie, l'humanité dans son ensemble ne peut plus se permettre de tolérer les ravages de ces parasites. Il faut procéder à un grand nettoyage ! En sachant que le plus important reste de prendre la mesure exacte de ce que signifie l'effondrement de la biodiversité.

LA GUERRE AU VIVANT

Apparue sur Terre il y a environ 3,5 milliards d'années, la vie s'est diversifiée de façon impressionnante, à tel point qu'aujourd'hui « cohabitent » plusieurs millions d'espèces, jouant un rôle essentiel pour assurer la pérennité des condi-

tions de vie : ressources alimentaires, pollinisation, protection des cultures, formation des sols, régénérescence des forêts, gestion des déchets, régulation des maladies, identification des plantes médicinales... Nous sommes en totale interdépendance avec cette immense chaîne du vivant.

Or, selon l'IPBES (plate-forme intergouvernementale pour la biodiversité), nous exterminons les espèces à un rythme cent à mille fois plus rapide que lors de tous les épisodes précédents. Un million d'espèces animales et végétales est menacé. L'homme a déjà altéré 75% de la surface terrestre, 66% des océans et 85% des zones humides, préparant sa propre disparition, ce que ne font même pas les parasites !

Plus de 15 millions d'hectares ont été « aménagés » en France, supprimant au passage 750 000 km de haies et 4 millions d'hectares de prairies entre 1967 et 2007. La mécanisation de l'agriculture, l'usage massif d'intrants chimiques et de pesticides, l'extractivisme, l'urbanisation et le développement des infrastructures de transport ont saturé les sols en azote, éliminé les décomposeurs de la matière organique, pollué les différents milieux, massacré la forêt qui héberge 80% de la biodiversité mondiale. Pendant qu'un euro est dépensé pour la protection de la biodiversité, huit le sont pour sa destruction !

LES MICROBES, DES ALLIÉS MASSACRÉS

Les humains, on l'a vu, font partie intégrante de la macro-biodiversité, et en détruisant les écosystèmes, ils pro-



voquent des réactions en chaîne produisant un effet boomerang. Ils dépendent aussi de la micro-biodiversité (bactéries, virus, parasites), d'un monde invisible, celui des micro-organismes, des microbes non seulement essentiels à la vie, mais à l'origine de celle-ci. Le microbiote cutané compte un million de bactéries par centimètre carré d'épiderme.

Et notre flore intestinale en contient 100 000 milliards à elle seule! La grande majorité d'entre elles s'installe pendant les mille premiers jours de la vie, d'où l'importance de limiter les césariennes (une naissance sur trois aux États-Unis), de promouvoir l'allaitement maternel et de favoriser l'exposition environnementale précoce, la végétalisation des cours de récréation et la consommation de lait cru (voir l'enquête de M-M Robin - *Vive les microbes* - La Découverte).

Par ailleurs, on a surestimé les bénéfices des antibiotiques, prescrits à tort et à travers; leur usage excessif a contribué au développement de bactéries résistantes. En Europe, 35 000 personnes meurent chaque année d'infections résistantes aux antibiotiques, dont 5 500 en France. Plus généralement, la plupart des « maladies de civilisation » (allergies, asthme, diabète, obésité, cancer...) sont liées à un affaiblissement de notre système immunitaire. Depuis les années 1960, la fréquence des maladies dites « atopiques » (allergies, asthme, eczéma...) a doublé tous les dix ans, grevant lourdement les budgets de la santé publique. L'allergie aux pollens affecte 130 millions d'Européens. L'asthme tue chaque année 15 000 personnes. Et des années 1940 aux années 2000, on assiste à une augmentation régulière et significative du nombre de maladies infectieuses émergentes et d'épidémies.

De nombreuses études ont mis en évidence les facteurs sociaux et environnementaux qui contribuent à l'émergence des maladies atopiques : occidentalisation du mode de vie, industrialisation et urbanisation à marche forcée, recherche

effrénée du « confort », absence de biodiversité – végétale, animale et microbienne – dans les villes aseptisées (où vit désormais plus de la moitié de la population mondiale), ultratransformation d'une alimentation bourrée d'additifs, obsession de la propreté et hyper-hygiénisme. On sait aussi que les souches pathologiques d'*Escherichia coli* proviennent principalement de la viande produite dans les élevages industriels. Mais on peut compter sur les pouvoirs publics pour défendre les prédateurs de l'agroalimentaire. Autre fléau, l'obésité, pathologie multifactorielle qui frappe aujourd'hui plus d'un milliard de personnes, est liée à l'état du microbiote (K. Clément). C'est une évidence : plus cohabitent de microbes différents, moins les plus virulents peuvent proliférer, et plus le système immunitaire est équilibré. C'est sans surprise le cas des peuples autochtones.

POUR UNE ÉCOLOGIE DE RUPTURE

Illusion de maîtrise, la recherche effrénée de l'« efficacité » et du « confort » censée nous débarrasser des tâches fatigantes ou contraignantes est devenue une obsession. Mais à quoi sert d'augmenter la puissance des machines, de standardiser la production, d'automatiser les processus, d'artificialiser les espaces, d'aseptiser l'alimentation, d'accumuler les objets connectés ou de multiplier les prothèses, si c'est pour perdre l'autonomie, l'autosuffisance, la richesse de notre expérience sensible, pour subir

l'altération de certaines de nos facultés (observation, concentration, jugement, adresse, créativité, ingéniosité...), la perte de savoir-faire polyvalents et de connaissances spécifiques, la dépendance et l'addiction, pour sombrer dans les pathologies « modernes », la culpabilité, la frustration et les conduites à risques, et plus encore pour mettre notre avenir en péril?

En voulant protéger à outrance le corps, on fragilise son immunité naturelle et ses capacités. En cherchant à s'entourer d'esclaves mécaniques, on détruit le goût de l'effort, la volonté, la dignité et jusqu'au sens même de la lutte. En tombant à la merci des technologies, on se résigne à la domination de ceux qui les fabriquent et les utilisent. Il est plus que temps de réduire au silence les adeptes des grands discours, ceux qui s'opposent aux mesures concrètes et contraignantes à l'égard des multinationales et subventionnent les filières toxiques, ceux qui se limitent à soutenir une économie verte et décarbonée pour préserver l'essentiel.

Il urge de remplacer une conception compétitive et prédatrice de la vie par des stratégies de coopération, de percevoir les écosystèmes comme des biens communs, de modifier de fond en comble nos modes de production et de consommation. C'est-à-dire de sortir de l'association de malfaiteurs entre l'État et le capitalisme pour prendre notre avenir en main.

Jean-Pierre Tertrais
Groupe La Sociale



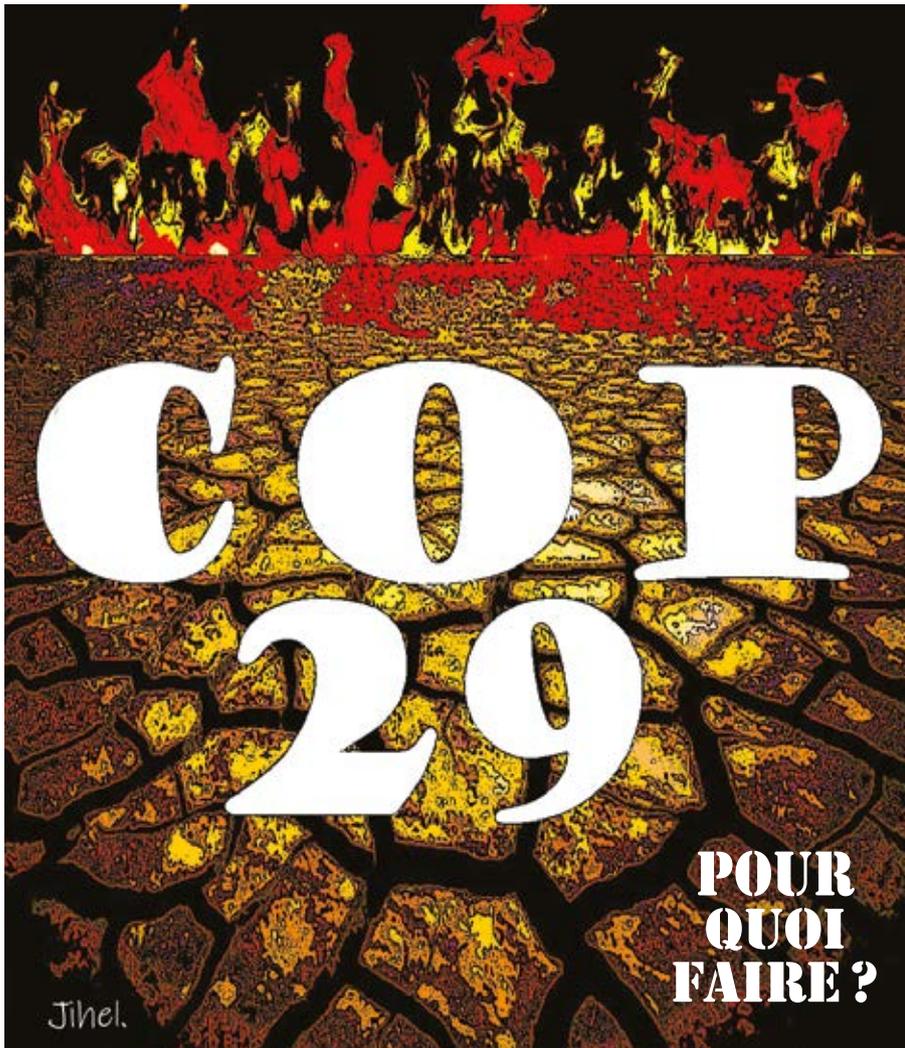
COP 29, DU VENT!

La COP 29 s'est tenue du 12 au 22 novembre à Bakou (« coup de vent » en persan) en Azerbaïdjan, gros producteur de gaz et de pétrole (64 % de son PIB). Elle a notamment accueilli 1 770 lobbyistes des énergies fossiles.

Ce pays, régime de dictature et de corruption, est particulièrement « exemplaire », notamment pour la guerre déclenchée en 2020, réactivée fin 2023, dans le Haut-Karabagh, région peuplée majoritairement d'Arméniens. Il est accusé de nettoyage ethnique, de crimes de guerre, de ciblage de civils (écoles, hôpitaux), de pratique à grande

échelle de la torture, de « crime de génocide »...

Notre Hexagone abrite Mahammad Mirzali, un opposant azéri, qui vit sous protection policière depuis des années et, le 29 septembre à Mulhouse, Vidadi Isgandarov, un autre opposant, a été poignardé à mort par 3 hommes cagoulés, pratique courante des services secrets azerbaïdjanais.



Dans la période de la COP, la répression s'est encore accentuée contre les opposants et les militants écologistes!

Les dirigeants présents à Bakou ont préféré se boucher les yeux, le nez et les oreilles pour consacrer toute leur énergie (nucléaire?) à sauver le climat, la planète et ce qui y vit (en tout cas les plus riches).

La pratique de ces COPropriétaires et gendarmes (« COPS ») du monde est, elle aussi, « exemplaire ». Rappelons les pratiques de quelques pays « avancés » présents.

LA FRANCE

Multiplier les infrastructures lourdes (autoroutes, tunnels, mégabassines...); accélérer l'artificialisation des sols, qui aggrave les conséquences des inondations; continuer à étendre les métropoles au détriment des terres arables; développer l'aviation commerciale; détaxer le kérosène et le fioul maritime...

Exporter les dégâts environnementaux et humains en important des produits agricoles brésiliens, des équipements électrotechniques chinois, des textiles et médicaments indiens, des minerais africains (cobalt, cuivre, nickel...)...

LES ÉTATS-UNIS

Personne ne s'y Trump, l'*American way of life* n'est pas négociable. Il s'est construit sur l'optimisme des premiers colons face à une « Nature » aux ressources inépuisables, sur l'idée de la suprématie des Blancs sur les Peaux-Rouges (justifiant leur génocide) et sur les « Peaux-Noires » (justifiant leur esclavage), puis des riches sur les pauvres (justifiant le capitalisme).

Pour construire des villes au cœur du désert de l'Arizona, ils ont inventé le climatiseur : un appareil pour sauver le climat ?

Élan noir

ÉLECTRIFICATION

UNE MORTELLE FUITE EN AVANT

Alors que la marche est une « succession de catastrophes évitées de justesse », le capitalisme, lui, est avant tout une gigantesque fuite en avant qui n'évitera pas le désastre.

Deux siècles d'une croissance folle fondée sur les énergies fossiles ont provoqué, entre autres, un dérèglement climatique de jour en jour confirmé. La combustion du charbon, du pétrole et du gaz est à l'origine de près de 90% des émissions de CO₂. Mais il faut quand même attendre 2021, à Glasgow, pour que les énergies fossiles soient (timidement) citées pour la première fois dans l'accord officiel. Les dirigeants sont désormais au pied du mur. Le discours sur la « transition » entre sur la scène internationale. Il s'agit d'opérer une transition vers des systèmes énergétiques à faibles émissions, notamment en intensifiant « rapidement » le déploiement de mesures de production d'électricité « propre » et d'efficacité énergétique. Mais de quelle transition s'agit-il ?

TRANSITION : L'ENFUMAGE

Notons d'abord le choix du mot « transition », évoquant l'absence de heurts, de conflits, le « changement dans la continuité », contrairement aux termes de « rupture » ou pis de « révolution ». Le capitalisme étant demandeur de quantités toujours plus phénoménales d'énergie, l'objectif n'est pas de supprimer les énergies fossiles, mais bien de les additionner aux énergies renouvelables. Si les capacités de production des deux (fossiles et renouvelables) ont augmenté, la proportion est restée sensiblement la même depuis 2009. Le nouveau productivisme, éolien ou solaire, accompagne opportunément la fuite en avant dans le gigantisme. Et les augmentations de prix (celui du gaz a été multiplié par 10 en Europe et en Asie depuis

2021) n'ont pas fait reculer pour autant leur utilisation, tout au contraire. D'après l'OCDE et l'AIE, le soutien public global apporté aux combustibles fossiles dans 51 pays du monde a presque doublé, passant de 362,4 milliards de dollars en 2020 à 697,2 milliards en 2021. Le FMI estime que les combustibles fossiles reçoivent 11 millions de dollars de subventions par minute ! Après avoir baissé jusqu'en 2015, la demande mondiale de charbon est repartie à la hausse. Énergie abondante et facile d'accès, le charbon reste le pilier énergétique de la Chine, la cause première étant la demande électrique intérieure.

ÉLECTRIFICATION TOUS AZIMUTS

Cette menace de rendre la planète inhabitable aurait dû nous inciter collectivement à interroger nos modes de vie, à remettre en cause notre dépendance aux grands systèmes techniques, à redéfinir nos besoins réels. Mais le capitalisme ne saurait attendre. La notion de transition est en fait liée à l'émergence du nucléaire, censé ouvrir un avenir énergétique sans fin en échappant aux menaces que ferait peser la raréfaction des ressources énergétiques. Le choix, au moins des dirigeants français, mais pas seulement, est donc celui d'une marche forcée à l'électrification générale du pays, au tout électrique : chauffage, transports, procédés industriels, climatisation, centres de données informatiques toujours plus puissants... Il faut générer environ 40% de plus d'électricité d'ici 2050. Sauf que - et c'est là que se manifeste la fuite en avant suicidaire - les conséquences sont à peine imaginables.

Rénover et étendre l'ensemble du réseau électrique français coûtera 200 milliards d'euros : remplacement des câbles obsolètes (20% des lignes ont plus de 70 ans), connexion des champs éoliens et solaires, renforcement des réseaux alimentant chauffage électrique, bornes de recyclage des véhicules, usines s'électrifiant. Un certain nombre de ques-

tions ne peuvent trouver de réponses dans une période de grande incertitude. L'approvisionnement en câbles, équipements électriques, disjoncteurs, transformateurs suivra-t-il ? Jusqu'où grimpera le prix du cuivre, déjà passé de 7.000 dollars la tonne il y a deux ans à 10.000 aujourd'hui, sachant qu'il n'en reste que pour quelques années seulement.

Quel est l'avenir de l'extractivisme (lithium, cobalt, nickel, silicium...) dans le contexte de conditions de travail dramatiques, de tensions géopolitiques et de rejet croissant de la part des populations ? Quel est l'avenir de la filière nucléaire, sans cesse confrontée aux déboires techniques, aux retards et aux surcoûts (le coût du projet d'EPR en Angleterre est déjà passé de 22 à 38 milliards d'euros - *Canard enchaîné* janvier 2024) ? Où s'arrêtera l'appétit du numérique ? Le Danemark a prévu une croissance de 30% de sa consommation électrique pour 2030, dont 65% seront dus à la demande des data centers. Et en France, le plan « Action publique 2022 » se fixe pour objectif la dématérialisation à 100% des services publics. Par ailleurs, 10% de l'électricité sont destinés à la climatisation au niveau mondial.

L'ABERRATION DE LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

La voiture électrique est loin d'être la panacée qu'on nous présente. Produire un véhicule électrique demande beaucoup plus d'énergie, et émet deux fois plus de gaz à effet de serre, que produire un véhicule thermique. Pour atteindre la viabilité économique, le véhicule électrique doit être utilisé intensément, et en raison du coût énergétique de la batterie (qui pèse de 250 à 400 kg), ce véhicule ne devient écologiquement « rentable » qu'après 100 000 km (bonjour la sobriété !). La faible autonomie crée des contraintes de recharge : il faut compter une heure sur une borne de 24 KW dans un réseau public assez limité. Même l'Ademe (agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) reconnaît qu'



PHOTOS
DE KERVIN EDWARD LARA
ET MARK STEBNICKI

« il est difficile de conclure que le véhicule électrique apporte une véritable solution aux enjeux d'efficacité énergétique »!

UNE DYNAMIQUE MEURTRIÈRE

L'accélération des modes de vie et de production entraîne des centaines de millions d'individus dans l'hyperaction, dans une course permanente jusqu'à l'épuisement. Il faudrait « tout arrêter et réfléchir », analyser toutes les conséquences de cette trajectoire folle qui bouleverse nos vies (sur la santé, la vie privée, les libertés individuelles, les liens sociaux, les écosystèmes...). Mais quand sont en jeu des intérêts économiques et financiers ou des carrières politiques, le seul fait de se soucier du sens est considéré comme une défiance et même une régression vers un nouvel Âge de pierre. On l'a déjà vu, le capital n'attend pas!

À la fois symptôme d'un capitalisme à bout de souffle et mécanisme de défense du système, une fuite en avant technologique et financière engage l'ensemble des sociétés « modernes » dans un processus d'autodestruction (nucléaire, bio ou nanotechnologies, 5G, conquête spatiale, hydrogène, intelligence artificielle, séquestration du carbone...), alors que chaque jour démontre

les effets désastreux de ce miroir aux alouettes. Propulsée par la fascination d'un nouvel eldorado, une technologie en chasse une autre à un rythme toujours plus rapide. L'immense majorité des problèmes écologiques actuels est la conséquence des innovations technologiques des 150 dernières années, et il faudrait croire que les innovations futures nous aideront à résoudre les problèmes créés!

Le mouvement historique de concentration du capital se poursuit, avec l'ambition imbécile de développer les forces productives comme s'il n'existait aucune limite. Le capital financier hypertrophié, aux mains d'une minuscule minorité, continue d'enfler jusqu'à former d'énormes bulles qui éclatent régulièrement en « krachs » (le dernier en date étant celui de 2007-2008 - les subprimes - avec 700 milliards de dollars injectés dans le système financier aux États-Unis). D'où l'accroissement spectaculaire des dettes publiques depuis quelques décennies, lesquelles justifient la réduction des dépenses sociales et au contraire l'aide au capital (baisse d'impôts et taxes, subventions diverses, financement des guerres et des grands travaux dont bénéficient les grandes firmes).

La caricature de cette fuite en avant est sans doute atteinte avec l'« accélération » de la construction de nouveaux

réacteurs, le nucléaire à « marche forcée », engageant les systèmes politiques, économiques et sociaux, et donc l'avenir des générations futures. Avec l'objectif de faire durer les centrales jusqu'à 50, 60 ou 80 ans, malgré les risques considérables (obsolescence des composants, erreurs humaines, événements naturels, accidents industriels).

RETROUVER LE SENS DE LA MESURE

Dans un système soumis à un déferlement technologique, à une hyperconnexion numérique, tout concourt au rejet et à la haine de la tradition et du passé, à l'acharnement à détruire les racines. Tout incite à l'outrance, à l'excès, à la démesure, au gigantisme, à la surenchère. La communication publicitaire véhicule l'idée d'infini et d'éternité; le monde du travail impose ses cadences insupportables, ses missions impossibles et la recherche de l'excellence dans tous les domaines; les banques poussent à cumuler les emprunts; la consommation est élevée au rang de devoir civique; même les systèmes d'éducation s'appuient sur un fort esprit de compétition. Une spirale infernale niant les limites et acculant à les chercher dans les conduites à risque, la toxicomanie, le suicide.

Cette volonté de puissance exprime sans doute à la fois la fuite en avant d'une société devant les problèmes qu'elle ne sait résoudre, le rejet de la conscience de notre finitude et une réponse à l'angoisse de la mort. Quoi qu'il en soit, si l'humanité veut poursuivre sa trajectoire, il va falloir la modifier. Faire le choix de la sagesse, de la modération, de la mesure, du ralentissement, de la simplification contre celui de la puissance, de la performance, de la vitesse, du gadget et du jetable. C'est-à-dire passer d'une société inégalitaire, prédatrice et gaspilleuse à une société économe et solidaire. La tâche sera d'autant plus colossale qu'elle sera entreprise tardivement.

Jean-Pierre Tertrais
groupe La Sociale

ÉCOLOGISME, CAPITALISME VERT, POLITICARDS VERDÂTRES

OUI, MAIS...

Dans le dernier *Monde libertaire*, sous le titre « Une petite manipulation climatérique », notre camarade Philippe Pelletier remet en cause l'inexactitude et le confusionnisme de certains propos relatifs à l'écologie.

Car, oui, c'est vrai, la mer ne monte pas partout, notamment dans la mer Baltique. Oui, c'est vrai, l'érosion des traits de côtes a plusieurs explications. Oui, c'est vrai, dans l'histoire, il y a eu des périodes de réchauffement climatique qui n'étaient pas dues à l'activité humaine. Oui, c'est vrai, il y a des écolos de droite, voire d'extrême droite. Oui, c'est vrai, les politicards de l'écologie sont d'abord des politicards. Oui, c'est vrai, le capitalisme vert est une arnaque. Oui, c'est vrai, l'activité humaine à l'époque de Néandertal n'a eu aucune influence sur le climat...

Mais, il n'empêche, il est beaucoup, et de plus en plus d'endroits, où la mer monte. L'érosion des côtes n'est, tant s'en faut, pas que naturelle. Il y a beaucoup d'écolos qui ne sont ni de droite ni d'extrême droite. L'écolo de base (dont je m'honore d'essayer de faire partie) n'a rien à voir avec les politicards ver-

dâtres. Cela fait belle lurette que nous sommes de plus en plus à avoir dénoncé le capitalisme vert que certains nous annoncent comme une grande découverte. Et que, quand nous nous laissons aller à des tonitruants « *Allez les Verts* », c'était à l'adresse de l'AS St Étienne de Rachid Mekhloufi. Ah, vous ne connaissez pas Rachid Mekhloufi!

Bref, mais on l'aura aisément compris, s'il convient d'être rigoureux dans la dénonciation du confusionnisme régnant dans le milieu de l'écologie, et d'être encore plus rigoureux dans la dénonciation de la complicité avec le capitalisme vert dont font preuve bon nombre de représentants auto proclamés de l'écologie, il n'est pas nécessaire et encore moins pertinent de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Notre camarade Philippe Pelletier ne peut pas être accusé de cela. Et encore moins d'être rangé dans le camp des climato-sceptiques à front bas qui bouffent à la gamelle des maîtres du monde capitaliste d'aujourd'hui. Philippe, en effet, en homme de science et de raison, se contente d'autopsier la confusion et l'arnaque qui gangrènent l'écologie. Mais, il en est de Philippe comme de trop de profs, la pédagogie n'est que trop rarement leur tasse de thé. Ils ont l'œil rivé sur le microscope de leurs analyses scientifiques et oublient, par trop

souvent, de regarder dans le télescope de l'évidence et de l'essentiel. À savoir que par-delà le confusionnisme et l'arnaque qu'ils dénoncent avec juste raison, il y a bien, et cela devient de plus en plus flagrant, une crise écologique qui menace les conditions même de la vie humaine sur cette planète. Philippe, tant c'est évident pour lui, ne s'y attarde pas assez. Mais, bon!

Par-delà tout cela, c'est-à-dire les explications ou tentatives d'explication du pourquoi du comment des choses, la seule question qui vaille aujourd'hui, vu l'urgence, est tout simplement : que faire? Et tout de suite. Pas demain. Et dans cette optique, les chamailleries qui divisent doivent être remises au magasin des accessoires.

Jean-Marc Raynaud

NB : par-delà l'humour à la con qu'on ne m'attribue pas toujours abusivement, les éditions libertaires vous annoncent en avant-première la sortie prochaine d'un livre de Philippe Pelletier sur Murray Bookchin, le pape de l'écologie pour beaucoup d'entre nous. Et c'est un livre décoiffant à bien des égards. Vous y reconnaîtrez un Philippe que vous connaissez et en découvrirez un autre que vous ignorez

PAVÉ D'ANAR

AVEC SADIÀ ET MAZOGH

KROKAGA



NI LA TERRE NI LES FEMMES NE SONT DES TERRITOIRES DE CONQUÊTE

“ Chaque fois que nous consommons ou que nous produisons au-delà de nos besoins, nous nous engageons dans la violence ”

Vandana Shiva

“ Il n’y a pas de capitalisme néolibéral sans un ordre patriarcal et colonial ”

Veronica Gago

Des groupes de femmes autochtones continuent d’émerger pour préserver les milieux de vie. Ainsi, en 2021, des groupes ont été primés par le Forum international des femmes autochtones : le Groupe des Femmes Paran du Kenya (Afrique), le Conseil Aguaruna Huambisa (CAH) du Pérou (Amérique latine et Caraïbes) et le Groupe de travail des femmes autochtones du Cambodge (Asie) ont été reconnus pour « leur persévérance, leurs efforts collectifs et leur

leadership dans le travail pour que les forêts restent des forêts, que l’eau de pluie continue de donner la vie et que les entreprises extractives restent en dehors de leur territoire¹ ». De l’Afrique à l’Arctique, les femmes autochtones sont pionnières dans le domaine de l’agriculture biologique et de la conservation de l’environnement.

Le capitalisme, lui, vise à l’appropriation de toutes les ressources minières ainsi que l’eau, le bois, par un extractivisme forcené. Les peuples autochtones connaissent une longue histoire d’extermination, de soumission, de survie, de précarité persistante, mais aussi de résistance et ne renoncent pas : les meurtres dont leurs membres sont victimes ne peuvent être compensés par l’obtention de leur représentation dans des instances internationales, acquise en 2007. Car les multinationales poursuivent la folie destructrice capitaliste pour faire passer, coûte que coûte, routes, pipelines, lignes électriques, gazoducs et installer des barrages en inondant de nombreux villages, n’hésitant pas à polluer terres et eau.

GARDIENNES DU MATRIMOINE MONDIAL DU VIVANT

Les peuples autochtones représentent près de 500 millions de personnes, dispersées sur un cinquième des terres, là où se concentrent 80 % de la biodiversité mondiale. Ils vivent en sociétés horizontales à partir de consensus, des communs, où le principe fondamental n’est ni la guerre, ni la conquête, ni la force, mais l’alliance, et le sentiment de lier fécondité et territoire vivant. Les femmes y sont souvent assignées à être gardiennes de l’eau, de la terre, des ressources, si bien qu’elles sont fréquemment au premier rang des luttes.

Par exemple, le mouvement Chipko andola, en Inde, dans l’État himalayen de l’Uttar Pradesh, fut un des premiers mouvements de résistance contre les coupes des arbres, mené par Gaura Devi, une femme illettrée, d’une cinquantaine d’années. Dès 1973, Vandana Shiva rejoint les femmes du mouvement, dont le nom pourrait se



traduire en français par « pot de colle » pour ces femmes qui se « collent aux arbres » dans le but de défendre en urgence les arbres face aux tronçonneuses, exprimant là que leur économie locale est indissociable d'avec la préservation des arbres. Ce que de nombreux peuples autochtones affirment. Les actions de Chipko durèrent cinq années à partir de 1973 dans de nombreux ex-districts himalayens de l'Uttar Pradesh. Le mouvement fut lancé, suite à la décision du gouvernement de donner une zone boisée dans la vallée de l'Alakananda à une société de fournitures sportives, alors qu'une demande similaire émanant de la population locale avait été rejetée pour la fabrication de matériel et d'outils agricoles. Les femmes disaient : « *si vous voulez abattre les arbres, abattez-nous d'abord* ». Chipko est un mouvement non violent, il ne reconnaît pas de hiérarchie. Des porte-paroles les ont cependant soutenues dès les années 1970 : Vandana Shiva, l'écoféministe en devenir, Sunderlal Bahuguna, un philosophe gandhien qui s'est opposé au barrage de Tehri, et Chandi Prasad Bhatt, un environnementaliste. Pour Vandana Shiva, au contact de ces femmes illettrées et méprisées, l'évidence de rejoindre la lutte lui parut d'emblée évidente :

« *Ma vocation de militante s'est forgée aux côtés de ces sœurs de lutte. J'ai mis à leur service mes compétences de scientifique et mon anglais. Cette complémentarité a permis de réaliser un travail de terrain qui a permis en 1981 de convaincre Indira Gandhi, alors Premier ministre indien, à faire un moratoire de quinze ans sur l'abattage des arbres dans l'État de l'Uttar Pradesh. Ça a été ma première victoire de ma vie d'activiste².* »

CONTRE LES OGRES DE BARBARIE CAPITALISTE

Ce moratoire s'appliqua d'abord dans l'État de l'Uttarakhand, puis la même décision fut appliquée par l'État de l'Uttar Pradesh. Vandana Shiva devient ensuite philosophe, physicienne, avocate de la cause antimondialiste : elle dénonce les injustices et faiblesses d'une



agriculture monopolistique, patriarcale et polluante. Elle mène un combat contre les géants de l'agroalimentaire tels que Nestlé, Cargil, Monsanto, Pepsico et Walmart. Alors, la firme texane RiceTec est contrainte d'annuler le brevet américain sur le riz basmati en 2001, laissant au peuple indien ses cultures sans OGM et maître de ses graines. L'usine Coca-Cola a dû fermer, dans le Kerala en 2004, ce qui a permis à la population de retrouver les possibilités de se laver, de boire, de cuisiner tant la fabrication du Coca-Cola avait épuisé et pollué l'eau en très peu de temps. Quant à Monsanto, Vandana Shiva fut l'une des premières à affronter ce géant au nom des conditions de travail, de la santé humaine et de la préservation de la terre : en 2013, deux millions de personnes ont manifesté dans 52 pays lors d'une marche mondiale contre Monsanto.

Ainsi, l'année 1974 fut celle du lancement de l'étreinte des arbres, l'année aussi de la parution de *Le Féminisme ou la mort* de Françoise d'Eaubonne (éd. P. Horay) – la nécessité urgente de percevoir le caractère patriarcal de l'assassinat généralisé du vivant -, et l'année de l'utilisation du terme écoféminisme. Ces années 1970 furent donc celles, d'une part, du début d'un activisme de populations autochtones, et particulièrement des femmes, pour protéger la nature, l'environnement, le milieu de vie et, d'autre part, d'une production théorique fémi-

niste, prenant diverses formes, comme des essais, littérature, théâtre, poésie, arts plastiques et graphiques.

Quant à l'année 1981, elle fut celle de la publication de *La Hague, ma terre violente* de Xavière Gauthier (éd. Mercure de France). Une manière de retrouver et de réinventer un autre rapport au monde afin de respecter le vivant. Une affirmation de l'existence de relations entre l'exploitation de l'environnement par les humain-es et l'oppression des femmes par les hommes, rapports sociaux de classe, de sexe, d'origine : mêmes mécanismes de domination qui doivent être combattus ensemble.

LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

En Équateur par exemple, la dynamique du mouvement indigène est collective : c'est la communauté qui compte, sujet collectif attaché à un lieu, et il ne s'agit ni d'homme, ni de femme, ni d'enfant. Et, la revendication féministe « mon corps m'appartient » s'y conjugue avec « notre terre nous appartient³ ». L'assemblée régionale des jeunes pour la région de l'Asie du Sud-Est et de l'Est, organisée par *La Via Campesina*, s'est tenue en mixité à Dili, au Timor-Leste les 22, 23 et 24 octobre 2024. Les jeunes femmes y étaient bien présentes pour promouvoir la coopération régionale, partager des connaissances et militer pour la justice agraire et des systèmes alimentaires durables.



ALERTE MÉTÉO

À LA DEMANDE DE NOTRE CAMARADE PHILIPPE PELLETIER, NOUS PUBLIONS SA DEMANDE DE DROIT DE RÉPONSE AU JOURNAL VERT, LE MÉDIA QUI DONNE LA COULEUR

Mais dans nombre de régions, ce sont les femmes qui sont en première ligne : que ce soit en Alaska dans la forêt de Tongass, avec les femmes Tlingit, ou sur l'île de Sumatra contre le géant de l'huile de Palme, PT Kallista, condamné à 26 millions de dollars pour déforestation illégale, ou que ce soit en Amérique du Sud, contre le barrage hydroélectrique de Belo Monte, emblématique de centaines d'autres en construction dans les fleuves amazoniens, contre aussi l'avancée de l'exploitation agricole des terres Guarani au Paraguay, en Bolivie et au Brésil, contre la route traversant le territoire Indigène et le parc National Isiboro Secure en Bolivie, enfin, partout, contre l'intensification de l'extraction des ressources de la Terre. En fait, la revitalisation de formes ancestrales d'organisation est redevenue possible.

Les femmes représentent 60% de la population vivant sous le seuil de la pauvreté. Elles sont donc amenées à être impactées de manière disproportionnée. Selon les écoféministes, l'exploitation de la nature et la domination masculine ont de profondes racines communes, et mettent en œuvre des mécanismes analogues (réification, dévaluation, violence⁴...) tout en déconstruisant l'association traditionnelle entre « femmes » et « nature ». Au contraire, le lien entre sexisme, racisme, patriarcat et colonisation est prégnant. « Destroy the Patriarchy, not the Planet ».

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

1. <https://fimi-iiwf.org/fr/>

2. Vandana Shiva, *Mémoires terrestres*, éd. Rue de l'échiquier, 2023.

3. Enith Flores, Équateur. Quelle stratégie féministe avec les femmes indigènes? dans Pauline Delage et Fanny Gallot, *Féminismes dans le monde, 23 récits d'une révolution planétaire*, éd. Textuel, 2020.

4. Jeanne Burgart Goutal : <https://reporterre.net/Nettoyer-cultiver-L-ecofeminisme-valorise-ces-taches-vitales>

Les propos de Damien Deville, tenus dans un entretien effectué par Mathilde Picard et publié par vos soins le 29 novembre 2024, remettent en cause mon travail, sans preuve et sans arguments fondés.

En gros, je suis accusé de critiquer « le militantisme radical » et « la désobéissance civile », de « remettre en cause le GIEC (...) et son lien avec les États », et d'« être sorti de [mon] domaine d'expertise avec [mon] livre *Le Puritanisme vert* ».

La première accusation est tout simplement grossière, voire insultante, puisque je suis objecteur de conscience. J'allais même écrire « patenté », puisque j'ai effectué un « service civil » (1980-1982), quelques années avant que les Verts allemands ne soutiennent l'OTAN et son bombardement de Belgrade en 1999.

La deuxième accusation est à tout point de vue problématique. Je ne vois pas en quoi ce serait remettre en cause le GIEC que d'affirmer que celui-ci est une organisation étatique (cela figure même dans son intitulé, le « I » de GIEC renvoyant à « intergouvernemental »). Le GIEC a été créé en 1988, à l'occasion du G7, de Toronto sous l'impulsion, notamment, de Margaret Thatcher. Je sais, ce rôle de Thatcher brouille la lecture niaise et habituelle du camp du bien et du camp du mal. Mais il existe bel et bien. Et il est logique puisqu'il s'agit de la mise en place du « capitalisme vert », lequel se fonde en particulier sur une collusion entre les dirigeants politico-économiques et plusieurs secteurs scientifiques. Il repose sur une conception scientiste qui culmine dans la géo-ingénierie et le techno-solutionnisme.

La troisième accusation est tout simplement idiote. Elle est même contradictoire puisque Damien Deville plaide pour « une géographie [qui] permet de penser la diversité des manières d'habiter la Terre », mais qui ne devrait donc pas « sortir de son domaine d'expertise ». Ah oui, c'est cela, il faudrait une géographie bien cloisonnée en sous-domaines, sans synthèse, sans réflexion philosophique, sans élargissement. Du sectarisme au premier degré, quoi. Damien Deville me reproche donc d'avoir osé écrire *Le Puritanisme vert, aux origines de l'écologisme*. C'est d'ailleurs sur un compte-rendu de ce livre que la journaliste du *Monde* s'est appuyée pour me diffamer à propos du GIEC alors que – il suffit de me lire – ce groupe intergouvernemental n'y est cité que trois fois, et pour des questions sans rapport avec ses bilans climatologiques, car j'interroge (p. 373) son injonction à « manger moins de viande » (rapport de 2019). Soit dit en passant, ce compte-rendu est truffé d'erreurs et montre que son auteur, manquant d'expérience, n'a rien compris à mon propos.

Il est vrai que questionner la religion semble interdit de nos jours, à l'heure où la réouverture de Notre-Dame de Paris est faite en grande pompe avec de nombreux chefs d'État. Amen. Il est également probable que cela ait irrité Damien Deville qui exerce dans une université catholique. Je comprends sa colère et son dépit puisque je révèle un certain nombre de choses dans ce livre, comme le pieux Hornaday qui publia *La Disparition de la faune sauvage* (en 1913, déjà) et qui gérait aussi un zoo humain (p. 380). Mais m'attaquer de biais est fourbe, et jésuitique. A-t-il même lu mon livre? Et *Écologie et géographie, une histoire tumultueuse (XIXe-XXe siècle)* (CNRS Éditions, 2022)? J'en doute...

Je note enfin que la journaliste du *Monde* s'est entretenue avec Sylvie Brunel et avec Jean-Robert Pitte, sans daigner m'interroger (je suis moins *people* que Brunel, il est vrai), et que la rédaction de *Vert* a eu la même élégance en sollicitant Pitte, en interrogeant Brunel, mais en m'ignorant tranquillement.

Pour toutes ces raisons, je demande un droit de réponse – la publication *in extenso* du présent propos et, tant qu'à faire, une interview en bonne et due forme.

Philippe Pelletier
le 8 décembre 2024



Cabu, toujours là !

La nouvelle vient de tomber. Grand Duduche serait passé de vie à trépas. Une mauvaise chute dans un escalier. En poursuivant de ses assiduités la fille du proviseur du lycée Stanislas, dont il était élève. Il voulait juste lui faire un bisou... sur la joue.

Certes, on comprend la terreur de la nunuchette made in bon chic bon genre, pipi, laver les dents, la prière à pape machin, et au lit. M'enfin !

Écartons immédiatement toute ambiguïté (et tout risque de procès). La nunuchette en question n'était pas l'éphémère ministre de l'Éducation nationale (dont plus personne ne se souvient du blaze) qui se targuait de scolariser ses enfants à Stanislas, ce lycée public du 9.3 bien connu. Grand Duduche était un peu neuneu, mais pas à ce point-là.

Est-il besoin de le préciser, ce décès, prévisible, du grand Duduche, alias Cabu, qui était atteint d'un cancer en phase terminale de l'intelligence, est une preuve supplémentaire de la non existence de Dieu.

Cabu, en effet, aurait mérité de mourir sur le front du pacifisme ou d'être assassiné par l'adjudant Kronenbourg ou par un fou de Dieu. N'importe quel fou de n'importe quel Dieu. Ou par les premiers ou les derniers de la classe des maîtres du monde. Mais, là, une vulgaire chute d'escalier. Comme un petit vieux au col du fémur fragile.



Il nous aura fait un pied de nez jusqu'au bout. Et, seuls ceux qui s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes s'étonneront qu'on lui rende la monnaie de sa pièce.

Désolé, on te garde

Eh bé, oui, Cabu, désolé pour ta modestie légendaire, mais, pour nous, tu es et sera toujours vivant. Ton côté fleur bleue avec la fille du proviseur nous replongera toujours dans le romantisme de nos premières zambours.

Ton coup de crayon tout de férocité et de drôlitude à l'encontre de tous ces pauvres hères d'assoiffés de pouvoirs de toutes sortes, n'est pas

à l'aube de ne pas nous inspirer.

Ton côté nanar anti tout ce qui est une insulte à l'intelligence et à l'évidence de la possibilité de l'existence d'un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain n'arrête pas de nous ouvrir des horizons. Et, donc, rien que pour t'embêter, nous avons décidé de te rendre hommage. Ça t'apprendra !

Y aura toujours tes dessins pour dézinguer les militaires

Tu es connu pour tes dessins dans Charlie et Le Canard Enchaîné, mais beaucoup moins pour ceux que tu as fait dans le journal de l'UPF (Union pacifiste de France) dont tu étais membre.

Eh bé, avec leurs camarades et ami.e.s de l'UPF, les Éditions libertaires ont décidé de rassembler une centaine de ces dessins dans cet album.

Par ces temps de guerre tous azimuts qui courent aujourd'hui, l'antimilitarisme et le pacifisme n'auront jamais été autant d'actualité.

Donc, merci Cabu d'être toujours là.

Jean-Marc Raynaud



Merci Cabu ! Les Unes de l'Union pacifiste de France

Éditions libertaires, 2024,
124 pages 21 x 29,7 cm, 15 €,
en vente à la librairie Publico.



MERCI CABU

Seul un crayon comme arme
Pour protéger bon sens
La mienne ne sort de son fourreau

Mais le bruit qui m'alarme
C'est que toute puissance
Émane de ton coup de pinceau

Moi l'adjudant stupide
Je n'peux que m'incliner
Devant toi grand guerrier

Militaire intrépide
Je dois me l'avouer
Meilleur que moi tu es

Oh, quelle histoire !
Un escalier pour un baiser
Oh, que déboires !
Qui vais-je pouvoir détester ?

Ton pire ami !
L'adjudant-chef Kronenbourg
Alias Samuel Deiler





L'attitude anarchiste, voilà notre sagesse

« On était le dimanche 12 janvier 1851, à Saint-Imier en Suisse, dans la partie franco-phonie et jurassienne de l'État de Berne... »

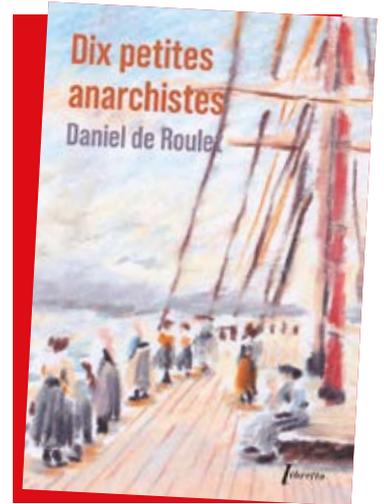
Initialement paru en 2018 aux éditions Buchet-Chastel et réédité aujourd'hui en format poche, ce roman de Daniel de Roulet (né en 1944 à Genève), *Dix petites anarchistes*, est le portrait collectif de dix femmes animées par un vif esprit de révolte et de liberté, un récit « qui raconte avant tout une expérience collective, l'avancement d'une belle idée, les difficultés de sa mise en œuvre pour

ne pas en faire une utopie ». En 1872, des anarchistes venus de partout se retrouvent là. Il y a Bakounine, Errico Malatesta (« On était toutes un peu amoureuses de lui. »), d'autres. Ils font des émules, notamment dix femmes plus ou moins d'une même génération, qui décident de briser leurs chaînes, autrement dit de rompre avec le salariat et le patriarcat, et d'embarquer pour la Patagonie en compagnie de Louise Michel, la Communarde, laquelle, condamnée à la réclusion pour sa participation à la Commune de Paris, poursuivra le trajet jusqu'en Nouvelle-Calédonie.

Au cours de cette épopée qui s'étale sur plusieurs décennies, les Suissesses disparaissent l'une après l'autre, comme dans la chanson *Dix petits nègres* qu'elles déclinent

ainsi à leur façon. « Au Jura, il n'y a ni dieu, ni patron, ni mari. » (Saint-Imier : cette jolie petite ville, berceau de l'anarchisme, où des fascistes prétendument de gauche retournent, en 2023, des stands de livres libertaires. L'histoire est cruelle!) Écrivain suisse de langue française, né à Genève en 1944, Daniel de Roulet est l'auteur de romans (*Un dimanche à la montagne*, *Double*, etc.) qui ne peuvent que susciter l'attention de lecteurs épris d'une littérature pas ronronnante du tout. « Ce qui compte, ce n'est pas de réaliser l'utopie de l'anarchie, c'est d'être anarchiste. L'attitude anarchiste, voilà notre sagesse. » Des paroles dont s'inspirer...!

Thierry Maricourt



DANIEL DE ROULET
Dix petites anarchistes
Libretto, 2024, 160 pages, 12 €

Gourous et politique

En 1971, six couples décident de se rassembler afin de créer une cellule maoïste en milieu ouvrier. Ils s'établissent dans diverses usines et s'installent dans une cohabitation de type communautaire. L'idée étant de fonder un lieu collectif de ressources populaire tout en façonnant, bien évidemment, une avant-garde prolétarienne pour guider les masses vers la révolution. Peu à peu, ces hommes et ces femmes se mettent sous la coupe d'un leader aussi autoritaire que mystérieux, un certain Fernando, réfugié espagnol supposément antifranquiste et ayant séjourné en Chine pour traduire Mao. L'enfer de l'emprise charismatique de ce manipulateur toxique et violent va durer une dizaine d'années avant que le conditionnement s'effrite et que Fernando décide de « rendre leur liberté » aux couples restants en disparaissant dans la nature. Dix ans d'ascèse révolutionnaire assise sur les préceptes du *Petit Livre rouge*, dix ans pendant lesquelles ces militantes et militants passent

des nuits entières en réunions à faire d'interminables autocritiques (avant d'aller bosser sur leur chaîne), à se vilipender, à se surveiller, à se dénoncer les uns les autres, à organiser des procès dignes de ceux de Moscou à leur échelle afin d'exposer au grand jour les complots fomentés par ceux d'entre eux se laissant aller à un insupportable opportunisme bourgeois.

Julie Pagis, sociologue et politiste spécialiste de Mai 68, revient sur cet épisode microhistorique, avec son regard de sociologue, s'attachant, comme Durkheim l'avait fait avec le suicide, à quitter le registre du psychologique individuel, ici de la fêrle mentale du gourou forcément pervers et génial, pour scruter les phénomènes collectifs permettant au leader charismatique de construire, consolider et entretenir sa domination (sur les actes de ses fidèles) et son emprise (sur leurs pensées). Après avoir étudié comment la communauté se compose, se structure et se régule, elle décrit comment ses membres, pourtant militants révolutionnaires, se coulent dans un milieu oppressif d'une violence inouïe, d'abord insidieuse avant

de devenir frontale, parce qu'intégrée comme légitime. Puis elle nous dépeint la conclusion de cet épisode et les terribles séquelles chez les maoïstes établis. Enfin, dans une seconde partie de son ouvrage, captivante et résultant d'un impressionnant travail de recherche et d'enquête internationales (Chine, Espagne, Portugal...), Julie Pagis revient sur Fernando, son histoire, les zones d'ombre dans son passé, massives et plus qu'intrigantes. Militant maoïste? Espion? Indic? Tout cela à la fois? Difficile de découvrir la vérité. Avouant qu'elle aussi, elle s'est retrouvée, par ricochet, « encharmée » par ce sinistre personnage, la sociologue confie avoir eu plusieurs fois envie de se préserver en arrêtant l'écriture de son livre.

Passionnant et un avertissement plus que bienvenu sur l'autoritarisme pouvant se développer dans les collectifs visant pourtant à l'émancipation collective, même à toute petite échelle.

Julien Caldironi
individuel 49



JULIE PAGIS
Le prophète rouge
Enquête sur la révolution, le charisme et la domination
La Découverte, 2024,
352 pages, 21 €



Mayotte, l'île paradoxale

Mayotte, « conquise », en réalité achetée à un tyranneau local, en 1841 par la France, Maore dans la langue locale est selon Rémi Carayol une île paradoxale à un double titre. Elle a en effet d'une part choisi - dont le sous-titre de l'ouvrage *département colonial* - par le vote, le colon plutôt que l'émancipation. D'autre part, sa population majoritairement noire et musulmane a porté Marine Le Pen en tête aux élections présidentielles de 2022 et a élu en 2024 deux députés d'extrême droite racistes et xénophobes. Au reste, comme partout en Afrique, les « indigènes », quelquefois propriétaires d'esclaves, furent victimes de spoliation et d'acaparement de leur terre par les planteurs avec la complicité de l'administration française. Quant au bienfait de la

« civilisation », un chiffre parmi d'autres parle de lui-même, en 1973, seuls 7% de la population avait été scolarisée. « La colonisation consentie » soutenue par « le congrès des notables » sera le fer de lance du processus de départementalisation engagé dès les années 1960, qui alimentera une ambiance de guerre civile. Départementalisation qui aboutira en 2011 à la grande satisfaction de la Marine de guerre française et des pétroliers qui conserveront ainsi le contrôle du canal stratégique du Mozambique.

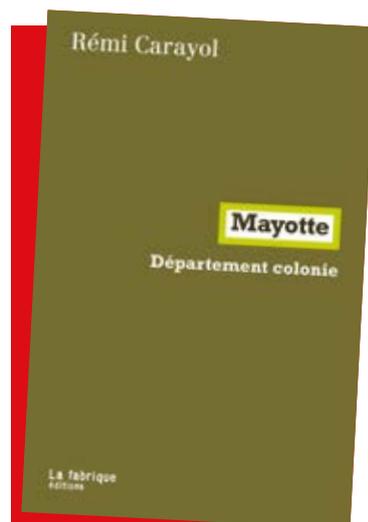
L'ouvrage évoque aussi les menées des mercenaires fascistes de Dob Denard dans l'archipel, souvent (toujours?) avec l'aval de la Françafrique. Il rappelle aussi la terrible actualité de Mayotte, montée du racisme, pénurie d'eau, déscolarisation, violence des bandes, menace de la perte du droit du sol, misère économique, chômage de masse, expulsion à la chaîne et les probables 10 000 dispa-

rus en mer entre l'île de Ndzuani (Anjouan) et Maore.

À cela s'ajoute un processus de déculturation/acculturation et d'imposition du droit commun métropolitain reposant sur un « nous voulons rester français pour être libres », ce qui revient à dire, selon Rémi Carayol, summum du paradoxe : « vouloir rester colonisé pour être libre. » Posture singulière qui alimente une dérive nationaliste et identitaire locale face aux autres insulaires de l'archipel. Maore/Mayotte demeure une société polarisée Blancs/Noirs-colons/colonisés où la séparation socio-raciale est la norme en ville, dans les quartiers, au travail. En bref, « *Maore n'est pas seulement le territoire le plus jeune de France, c'est aussi le plus pauvre et le plus inégalitaire* ».

Hugues

Groupe Commune de Paris



RÉMI CARAYOL,
Mayotte
département colonie
Éditions La Fabrique, Paris, 2024

De passage

« *Chacun rate sa vie, à sa manière, selon ses moyens et ses convictions.* »

Léon Aréga, in *Le débarras*.

Qui connaît Léon Aréga ? Un mystère plane sur cet écrivain. Son œuvre ? Six livres aux titres pas franchement chargés de joie de vivre, d'espoir et d'optimisme jovial allant de *Comme si c'était fini* publié en 1947 jusqu'à l'ultime, *Le débarras* en 1967.

Nous devons à la maison Bouclard de Nantes la réédition de *À l'essai* dans sa collection « *Récidive* ».

À l'essai... mais qui est « à l'essai » ? Le héros/narrateur dans son nouveau travail ou alors ce nouvel emploi dans la vie d'Ignace ? Ignace si souvent transparent au point que l'auteur se contente de l'appeler Ig. Ou « l'qemballeur » quand l'importance est donnée à la fonction plutôt qu'à l'être.

D'où vient Ig ? « *D'une si grande peine que lui aurait causé jadis un renvoi non motivé.* »

Où est Ig ? Dans son emploi d'emballleur au sein du Club des convalescents, centre de rééducation pour soldats étasuniens « choqués » lors des combats.

Léon Aréga semble vouloir amadouer certains termes. Ainsi le Club des convalescents, l'Office d'Achat du Travail. Qui achetait quoi ? Ou plutôt quoi achetait qui ? « [...] *nous étions désormais à la disposition de l'Office d'Achat du travail ; si nos services étaient jugés inutilisables au Club des convalescents nous pourrions être dirigés vers un autre centre.* »

Ig, lui-même convalescent de son précédent renvoi, ressent alors toute la précarité de sa situation, se mettant à « *imaginer un simple renvoi non motivé et, une fois encore, se laisser envahir par le regret d'avoir troqué le peu contre le rien.* »

L'emballleur sera le témoin des débuts du Club, impas-

sible. Il côtoiera les convalescents mais aussi les sans-grade, laveuses de vaisselle, trousseaux de clés humain, balayeurs dont le chef dira à Ig : « *Depuis que tu ne portes plus la culotte courte, tu as l'air d'un officier épluchant des pommes de terre.* »

Ig traversera cette histoire, ce livre, en espérant avoir un jour « *assez de courage pour renoncer. Renoncer au bon salaire, à la bonne nourriture, à l'espoir même d'arriver un jour là où son efficacité serait entière.* »

Ce livre, ne pas le refermer sans parler d'un humour - politesse du désespoir selon Chris Marker - toujours présent, d'une pêche à la baleine à la ligne digne de Prévert ou de descriptions dignes de Camus. « *Les maisons de cette longue rue étroite sont basses et pauvres et nous appelons miracle les apparitions soudaines et les agonies qui durent.* »

Ce livre est... emballant.

Bernard P.

Groupe d'Aubenas



LÉON ARÉGA
À l'essai
Édition Bouclard,
Collection « *Récidive* » 2024,
192 pages, 19 €



Guerre : nom injustement commun féminin d'origine masculine

Un fait est éclairant : les guerres sont quasiment toujours lancées et toujours menées par les hommes. Si l'ensemble de la population en subit les conséquences, femmes et hommes, enfants et vieillards (sans parler de la population non-humaine), la partie mâle de la population en est toujours à l'initiative. C'était le cas au temps des premiers humains et c'est encore le cas aujourd'hui, sur toute la surface de la planète. Dans son essai, *La Guerre contre les femmes/Les Femmes contre la guerre*, Héléne Hernandez, que les auditeurs de *Radio-Libertaire* connaissent bien comme co-animatrice de l'émission « Femmes libres »,

montre que si les hommes ne sont évidemment pas épargnés par les conséquences de leur folie, les femmes en sont les premières victimes. En Iran, en Afghanistan et ailleurs, « brûler le voile, c'est une grammaire révolutionnaire, avec créativité et humour ! » Constitué en trois parties (historique, théorique et contemporaine) avec de nombreux exemples, en une sorte d'anthologie souvent à partir d'articles parus auparavant dans *Le Monde libertaire* ou d'interviews sur *Radio-Libertaire*, son livre s'ouvre par la chanson *Paix 86* de Catherine Ribeiro, récemment décédée (*Insoumission totale* aurait aussi pu faire l'affaire). La militante anarchiste rappelle que « le nombre de conflits armés ne diminue pas et s'est accru ces dernières années ». Elle précise aussi que soldats et mercenaires considèrent les femmes comme des cibles et plus encore des proies, des « butins de guerre ». Ainsi, les soldats

russes, aujourd'hui, violent des Ukrainiennes et déportent leurs enfants (en complément de cet ouvrage, recommandons la lecture de celui de Sofi Oksanen, *Deux fois dans le même fleuve* - Stock - 2023, qui nous montre qu'en Ukraine et ailleurs la guerre est avant tout une histoire de violence exercée par les hommes contre les femmes). Dans un autre registre, l'affaire Pélicot atteste aussi de la perception qu'un nombre considérable d'hommes ont des femmes. « *Violer et violenter sexuellement des femmes parce que corps à s'approprier, à considérer comme impur, à réifier.* » Quelle honte, qu'il est absolument nécessaire de dénoncer. Bravo, Héléne, de le souligner ici, par le biais de l'infâme militarisme. À bas le « *quatuor patriarcat, capitalisme, religion, armée* » !

Thierry Maricourt

Suzanne, une flamme brûle dans ton cœur

Ce livre, hélas, n'est pas une fiction. Suzanne a collectionné les emmerdes depuis toujours. À 4 ans, elle est « arrachée » légalement à son père, par sa mère. Et direction toute, Tahiti. Là, entre ses 6 ans et ses 8 ans, elle est violée par le compagnon de sa mère. Et comme souvent dans ces cas-là, sa parole est niée par son entourage. Dont sa mère. Sa mère dit l'aimer. Mais il s'agit d'un amour toxique. Celui dont se targuent tous les pervers narcissiques qui ne cessent de mettre l'autre sous emprise. En le dévalorisant systématiquement tout en le faisant culpabiliser sur sa dévalorisation. Sa mère était vraiment une sale bête qui lui pourrira la vie jusqu'à sa crevaisson. Celle de la sale bête.

De retour en France où elle retrouvera son père - mais

continuera de subir sa mère qui était également revenue en France - les liens d'emprise perdureront, mais le nœud coulant prendra un peu de mou. Un peu. Car, ayant toujours vécu sous emprise, pour se libérer de celle de sa mère, elle recherchera le même type de relations avec les hommes. Logique. Avec l'un d'entre eux (le pire), elle aura deux enfants. Mais, le terrain s'y prêtant, ce fut l'apparition, très jeune, de cette saloperie de maladie qu'est la sclérose en plaques. Avec plusieurs passages en fauteuil roulant. Dont certains lors de la garde de ses enfants qu'elle avait obtenue. Comment peut-on survivre à tout cela ?

Ce livre où Suzanne se raconte via trois prénoms qui correspondent à trois périodes de sa vie qui, bien sûr, s'entremêlent, laisse la porte ouverte à plusieurs hypothèses. Pour l'heure, paradoxe ou cohérence, Suzanne est une femme forte qui aime la vie et les autres.

Pour elle, l'avenir, c'est-à-dire la descente aux enfers, est remis au magasin des accessoires au profit du présent. Et pas n'importe lequel. Celui d'un moi-nous irrésistible d'humanité. Et ce n'est nullement un hasard si elle est l'âme de notre café philo oléronais (de l'île d'Oléron), qui n'a pas besoin de l'étiquette libertaire pour l'être. Sérieusement, si vous n'êtes pas bouleversé à la lecture de ce livre, il faudra m'expliquer.

J'oubliais, via la sortie de ce livre, Suzanne compte s'impliquer encore un peu plus dans la lutte contre les pervers narcissiques et dans l'amélioration du suivi médical des personnes atteintes de sclérose en plaques. Du genre regrouper en une seule hospitalisation les quinze examens annuels nécessaires chaque année.

Jean-Marc Raynaud



HÉLÈNE HERNADEZ
La Guerre contre les femmes / Les Femmes contre la guerre
Éditions du Monde libertaire Coll. « Ici & maintenant », 2024, 10 €



SUZANNE TORLET
Qui m'a tuée ?
Les Éditions Libertaires, 2024
172 pages, 13 €
en vente à la librairie Publico



Une histoire toujours en feu

La revue annuelle *Brasero* continue à propager le souffle des révoltes et de l'histoire des anonymes. Comme les précédentes, la nouvelle livraison offre un véritable feu d'artifice. Impossible de rendre compte de tous les articles tant le volume est riche. Quelques thèmes centraux apparaissent : les humbles, les révoltes et la contre-société.

Révoltes à travers les âges, en terminant par Simon Leys dont Charles Jacquier rappelle combien la lutte contre le maoïsme et ses thuriféraires a été importante et dont la relecture peut prémunir face aux nouveaux apologues des régimes totalitaires... Si l'on remonte dans le temps, deux articles s'avèrent passionnants. Le premier analyse la création de l'association des unijambistes en 1907. Ces derniers ont été obligés, face aux discriminations et à la misère qui les frappaient, de se constituer

en association pour lutter contre les faux paralytiques et surtout tenter de faire reconnaître leur handicap. Le second revient sur les luddistes bretons. De Concarneau à Douarnenez entre 1902 et 1911, quelques fabricants de conserves refusent les transformations des modes de production. Les Penn Sardin passent à l'action : grèves, manifestations, émeutes et sabotages... sont au menu de cette belle page d'histoire sociale. Enfin au XV^e siècle, Nedji Sidi Moussa revient sur la révolte oubliée en Suède de Engelbrekt Engelbrektsson, leader paysan en lutte contre l'autoritarisme du roi Éric de Poméranie. En dépit des tentatives de récupération contemporaine, il souligne qu'il a pris la tête d'une révolte sociale face à l'ordre féodal.

Comme *Brasero* est une revue de contre histoire, elle n'hésite pas à mettre les pieds dans le plat de l'histoire libertaire avec un article de Mathieu Léonard sur l'anarcho-eugénisme, montrant que, dans la presse libertaire, la question de la stérilisa-

tion des « fous » a été prônée à plusieurs reprises par des personnalités influentes du mouvement comme Paul Robin. Elle rappelle aussi le comportement pour le moins surprenant de l'écrivain, figure de la bohème new-yorkaise, William Seabrook, dont le rêve ultime était de manger de la chair humaine.

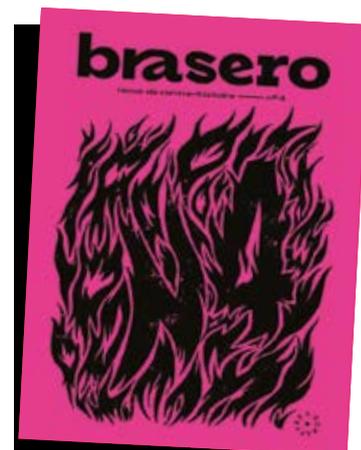
Brasero propose aussi de relire les marges de l'histoire avec des articles originaux et souvent amusants sur les voyantes et le spiritisme sous le régime de Vichy ou encore les mentalistes.

La description de l'histoire peut aussi être tragique quand Anne Steiner rend compte de la prostitution infantile à Paris au XIX^e siècle.

Enfin, l'on retrouve les rubriques habituelles, mais toujours roboratives consacrées à la musique, à l'édition et à la lecture.

Comme chaque année, *Brasero* est un festival incendiaire de contre-culture. À lire bien évidemment...

Sylvain Boulouque



Brasero
Revue de contre histoire
N°4, 2024, 192 pages, 22 €

POÉSIE EN NOIR

Monica Jornet



Libres pensées
sous licence poétique (2 vol),
Feuilles volantes, Sansonnets - 100 sonnets,
Les Éditions libertaires

DESSIN C. MOA

PORTE-À-PORTE

Nous passons dans les rues pâles, comme des ombres,
enlever, ramasser, tout vider vite fait,
annonçons le jour qui se lève sans encombre.

Vous nous trouvez sales, les ordures c'est vous
pourtant qui les jetez dehors, sans honte, nous,
nous débarrassons votre intérieur de déchets.

On nous salue parfois avec quelque amitié
mais sur les camions poubelle qui nous transportent,
on nous traite plutôt en cafards et cloportes
derrière les bennes à l'odeur de fumier.

C'est nous les fiers éboueurs de vos beaux quartiers,
un travail libre comme l'air... Que vous importe,
nous sonnons pour le nouvel an à votre porte,
nous venons présenter notre calendrier.



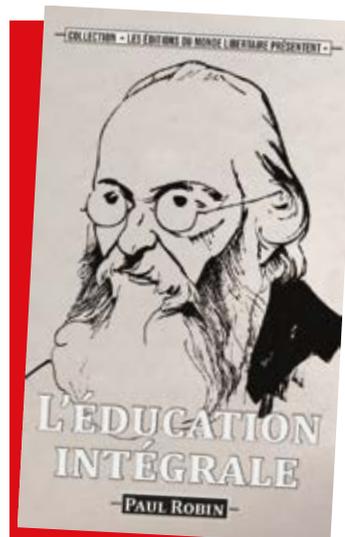
PAUL ROBIN EUGÈNE DELAUNAY ET LA PÉDAGOGIE LIBERTAIRE

On ne devrait jamais lire seul. Un livre ressemble bien souvent à une terre inconnue dont les points cardinaux ne nous sont pas apparents d'emblée. Que le temps se soit écoulé, et c'est une culture en tout point différente qui peut éloigner le lecteur de l'auteur. C'est pourquoi cette collection se propose de faciliter l'accès à la pensée de figures importantes de la littérature anarchiste en mettant en regard un texte oublié avec les éclairages d'un autre voyageur, qui n'a d'autre mérite que d'avoir arpenté les lieux plus tôt.

Bon voyage !

Ce livre est une invitation à faire ses premiers pas en pédagogie intégrale. Il permet, après une brève chronologie des pédagogies alternatives, de découvrir ou de redécouvrir

Paul Robin, l'animateur de l'orphelinat de Cempuis au travers d'un texte peu connu mis en perspective par l'auteur du recueil. Il est complété et enrichi par les articles « pédagogie » et « éducation » de Paul Delaunay, instituteur révolutionnaire, parus dans l'encyclopédie anarchiste dite de Sébastien Faure, qui fut par ailleurs à l'origine de la Ruche. Cette autre initiative significative d'une école où fut expérimentée la pédagogie anarchiste. Suite aux textes de Delaunay ont été ajoutées une approche contemporaine de cette pédagogie et les biographies des deux pédagogues évoqués afin de mieux les cerner. Sans répondre à toutes les questions, ce recueil a aussi pour but de donner le goût d'aller plus loin et de permettre d'engager de nouvelles expérimentations pédagogiques et libertaires.



255 pages, 13,5 x 21 cm, 123 pages, 10 €

À commander à :
Éditions du Monde Libertaire
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
editions@federation-anarchiste.org

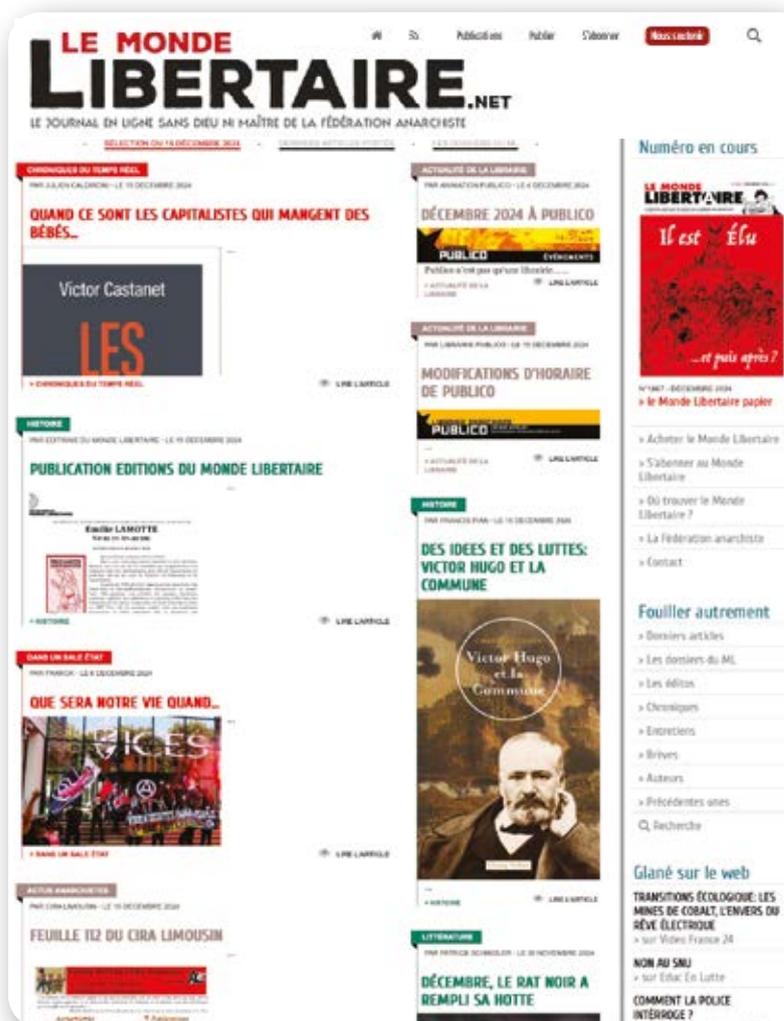
Parce que l'anarchisme est toujours bien vivant. Parce que l'anarchisme se nourrit d'idées, de réflexions, de débats. Parce que les temps actuels, de jour en jour, nous donnent raison. Parce que la voix de l'anarchie est plus que jamais nécessaire.

**Lisez et faites lire
Le Monde Libertaire
en ligne**

<https://monde-libertaire.net/>

Offrez un abonnement découverte du journal papier 3 mois pour 6 euros

voir bulletin d'abonnement page 2 ou en ligne
<https://monde-libertaire.net/abonnements/2-accueil>



<https://monde-libertaire.net>, le complément hebdomadaire du Monde libertaire

GRILLE DES PROGRAMMES

16-11-2024

LUNDI

11 h 00
- Lundi Matin

13 h 00
- C'est là que ça se passe

14 h 30
- Ondes de choc

16 h 00
- Troux Noirs

18 h 00
- Les mangeux d'terre (1er)

- Sciences en liberté (2ème)

- La société dans tous ses états (3ème)

- Le tour du Monde Libertaire (dernier)

19 h 30
- Le monde merveilleux du travail (1er 3ème 5ème)

- Chroniques d'ailleurs (2ème)

21 h 00
- Les muses s'amuse (1er)

- Le proton se rebiffe (3ème)

- La Rue Cause (4ème)

22 h 30
- Nuit noire (1ère partie) (Quinzomadaire)

00 h 30
- Nuit noire (2ème partie) (Quinzomadaire)

MARDI

10 h 30
- Un classique, s'il vous plaît ! (Quinzomadaire)

12 h 30
- Remue-méninges féministe

15 h 00
- Dépêchez vous de rester jeune ! (Quinzomadaire)

17 h 00
- En veux-tu ? En voilà ! (Quinzomadaire)

18 h 00
- Idéaux et débats (Quinzomadaire)

- Pas de Quartiers (Quinzomadaire)

19 h 30
- Paname's not dead (1er 2ème 4ème 5ème)

- Le grand soir du mardi (3ème)

20 h 30
- Radiolibertaria : ETPREC! 75 (1er)

- Radiolibertaria : EDUC 93 (2ème)

- Radiolibertaria : PTT RP (3ème)

- Radiolibertaria : Sévices publics (4ème)

- Radiolibertaria : dés syndicats CNT (5ème)

22 h 30
- Wreck this mess

MERCREDI

09 h 30
- L'entonnnoir

10 h 30
- Un rayon de soleil (2ème 4ème 5ème)

14 h 00
- Flemmardise et réveil moits (1er)

- Radio Tisto (2ème 4ème)

- Des cailloux dans l'engrenage (3ème 5ème)

16 h 00
- Le Ferré Club

17 h 00
- Au fil des pages... (2ème 4ème)

- Soul Power (3ème)

18 h 30
- Femmes libres

20 h 30
- Carapatage (1er 3ème)

- Orage mécanique (2ème)

22 h 30
- Blues en liberté

JEUDI

11 h 00
- Livres en luttés (1er)

- Le nucléaire et son monde (3ème)

12 h 00
- Faites-nous des chansons

14 h 00
- Radio cartable

15 h 00
- Bibliomanie

16 h 30
- Et pourtant elle existe cette Littérature... (3ème)

18 h 00
- Si vis pacem

19 h 30
- Jazzlib' (première partie) (1er 3ème)

- Jeudi noir (2ème 4ème)

20 h 30
- Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème)

- Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème)

- Musiques en lutte (4ème)

22 h 00
- Epsilonia

VENDREDI

11 h 30
- Médias et antifascisme (2ème)

- Des pavés sur les Plages (4ème)

14 h 30
- Les oreilles libres

16 h 30
- La rage dedans (Quinzomadaire)

17 h 30
- Radio espéranto

19 h 00
- Des Droits et des hommes (1er 5ème)

- Au-delà du R.L. (2ème)

- L'antenne du social (3ème)

21 h 00
- Les amis d'Orwell (Quinzomadaire)

- The post non radio show (Quinzomadaire)

22 h 30
- Radio X (1er 3ème)

00 h 00
- Sure shots (1er)

- Nuit Léo (2ème 4ème)

- Radio X (3ème)

SAMEDI

08 h 00
- Réveil hip-hop

10 h 00
- La philanthropie de l'ouvrier charpentier (1er 5ème)

- Longtemps, je me suis couché de bonne heure (4ème)

11 h 30
- Chroniques syndicales

13 h 30
- Chroniques rebelles

15 h 30
- Deux sous de scène

17 h 00
- Bulles noires

19 h 00
- Tribuna latinamericana (Quinzomadaire)

- Contre-bandes (Une semaine sur 4)

21 h 00
- Tormentor (Quinzomadaire)

DIMANCHE

10 h 00
- Un peu d'air frais (1er)

- Les Amis de Maurice Joyeux (2ème 4ème)

12 h 00
- Folk à lier

14 h 00
- Tempête sur les planches (2ème 4ème 5ème)

15 h 30
- On a déjà traité le sujet (1er)

- Wild Side (2ème)

- Des mots, une voix (3ème)

- Micro-ondes 94 (5ème)

17 h 00
- Le mélange

18 h 30
- Y a de la fumée dans le poste (Quinzomadaire)

20 h 30
- Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème)

22 h 00
- Rudie's back in town (Quinzomadaire)

- Seppuku (Quinzomadaire)

<https://radio-libertaire.org>
Tél. studio : 01 43 71 89 40

Siège social : Publico - 145 rue Amelot 75011 Paris

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les adresses mails
@federation-anarchiste.org
sont abrégées en
@fede...

00 NOMADES

Groupe La Rou Iotte Noire
groupe-nomade@fede...

01 AIN

Liaison Saint-Julien-sur-Reyssouze
divad427@gmail.com

02 AISNE

Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/

• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09

• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER

Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr

Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE

Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.lautre.net

Groupe Oaï
oaï@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE

Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

Groupe l'Entraide.
lentraide@fede...

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS

Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

28 EURE-ET-LOIR

Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment
leferment@fede...

Liaison May Piquera
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

Liaison Audierne
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD

Groupe Delgado Granado
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE

Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE

Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT

Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

Groupe Michel la Louise
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 Rennes
contact@falasociale.org
Groupe Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

37 INDRE ET LOIRE

Liaison Tours
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

42 LOIRE

Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE

Liaison anarcho-syndicaliste
Fernand Pelloutier
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

50 MANCHE

Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE

Liaison Reims-Ardenne
reims@fede...

56 MORBIHAN

Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)

glff-lorient@proton.me
https://www.facebook.com/FA.Lorient/

57 MOSELLE

Groupe de Metz
groupedemetz@fede...

58 NIÈVRE

Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD

Groupe 0 Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE

Liaison anarcho-syndicaliste
L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

Groupe « Enza Siccardi »
Cournon-Auvergne
enza-siccardi63@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES

Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
163 rue Sainte-Croix
63130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...

67 BAS-RHIN

Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 - RHÔNE

Liaison Commune de Lyon
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE

Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès
71000 Mâcon
lavachenoire@le-local-libertaire.com

74 HAUTE-SAVOIE

Groupe Alp'Anar
lamotte-farinnet@fa74.org

75 PARIS

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe La Révolte

la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard

vente du *Monde libertaire*
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIX^e
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME

Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN

Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...
www.fa85.org

86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE

Liaison 87
LiaisonFA87@proton.me

92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionysité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE

Groupe Élisée Reclus
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE

Liaison 95
liaison95@fede...

BELGIQUE

Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...



Le site de la Fédération anarchiste

une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org

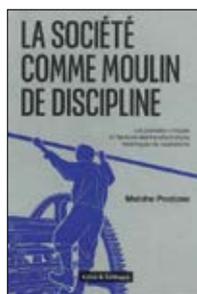


Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 3 €)
ou <https://www.librairie-publico.com>
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr



LA VOIE VERS LA LIBERTÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE. RECUEIL DE TEXTES
Anton Pannekoek, Les Nuits rouges,
317 p., 15 €

« Les révolutions ouvrières excèdent en tous points les révolutions précédentes, liant d'autant plus les hommes dans l'unité la plus intense, les éclairant jusqu'à la plus grande lucidité, et elles bâtissent une nouvelle organisation de la société. »



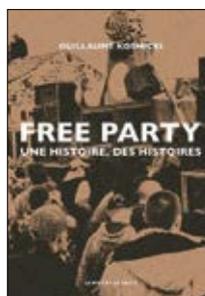
LA SOCIÉTÉ COMME MOULIN DE DISCIPLINE
Moïse Postone, Crise & Critique,
308 p., 20 €

Une lecture incontournable pour comprendre les rouages complexes du capitalisme et de sa compulsion de productivité. Une propulsion avide d'expansion et de profit qui consume chaque effort dans la nécessité de produire et consommer toujours plus.



LE SON DE LA RÉVOLTE. UNE HISTOIRE POLITIQUE DE LA MUSIQUE NOIRE AMÉRICAINE, CHRISTOPHE YLLA-SOMERS, LE MOT ET LE RESTE, 453 p., 30 €

À la fois témoignage des réalités sociales et célébration de l'identité noire, la musique a toujours été un puissant instrument de combats contre les injustices structurelles qu'expriment la soul, le jazz ou le hip-hop.



FREE PARTY. UNE HISTOIRE, DES HISTOIRES
Guillaume Kosmicki, Le mot et le reste,
553 p., 33 €

Au travers d'une quarantaine de témoignages, l'ouvrage propose, à l'image de l'utopie de la free party, de montrer comment elle a changé la vie des intervenants et orienté leurs choix. Sans masque, ils racontent leur monde de voyages, de rêves, d'utopies, de passion et de galères.



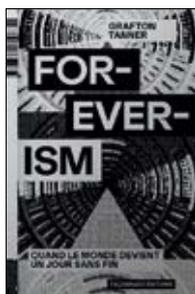
JOURNAL DE BORD DE GAZA
Rami Abou Jamous, Libertalia, 272 p., 18 €

Rami Abou Jamous est un journaliste palestinien. Il tient depuis février 2024 son *Journal de bord de Gaza* sur Orient XXI, pour lequel il a obtenu, en octobre 2024, le prix Bayeux des correspondants de guerre. Un témoignage de première main incroyablement émouvant. Une immersion inédite dans le quotidien des Gazaouis.



LE BOUCHER DES HURLUS
Jean Meckert Éditions, Ronces, 224 p., 20 €

Servi par un style décapant, Jean Meckert s'attache à montrer la dégueulasserie de la guerre à travers la cruauté d'une poignée d'officiers et la lâcheté des gens de l'arrière. Tout passe par les yeux de l'enfance et c'est ce qui contribue à la force du récit. Incarnés avec justesse, les dialogues prennent littéralement aux tripes.



FOREVERISM. QUAND LE MONDE DEVIENT UN JOUR SANS FIN, Grafton Tanner, Façonnage Éditions, 150 p., 14 €

Dans son premier ouvrage traduit en français, Grafton Tanner nous raconte pourquoi nous ne vivons désormais plus dans le passé, mais dans un présent perpétuel qui tue les bienfaits de la véritable nostalgie. Et si nous étions tous des Bill Murray dans *Un jour sans fin* ?



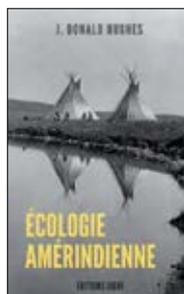
PERMACULTURE
David Holmgren, Rue de l'échiquier,
648 p., 15.90 €

Dans *Permaculture*, David Holmgren théorise et illustre concrètement 12 principes sur lesquels s'appuyer pour concevoir un mode de vie soutenable et s'adapter à la « descente énergétique » qui suivra le pic pétrolier. Chaque principe fait l'objet d'un chapitre à part entière.



WALDEN OU LA VIE DANS LES BOIS
Henry David Thoreau, illustrations Clément Thoby, Reliefs Éditions, 498 p., 31.90 €

En 1845, H.D. Thoreau part vivre dans une cabane qu'il a lui-même bâtie au bord de l'étang de Walden, dans le Massachusetts. Il mène une vie frugale et autosuffisante, qui lui permet de méditer sur le sens de l'existence, la société et le rapport des êtres humains à la Nature.



ÉCOLOGIE AMÉRINDIENNE
J. Donald Hughes, Éditions libre,
316 p., 17 €

S'appuyant sur un grand nombre de sources historiques et de témoignages, cet ouvrage illustré de photographies d'époque explore les relations écologiques complexes qu'entretenaient les peuples autochtones d'Amérique du Nord avec leur environnement naturel.